



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Revue à mi-parcours

Dates de mission: 12-24 octobre 2020

Date du document: 27/11/2020

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5543-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Sigles et acronymes

AGR	Activité génératrice de revenu
AT	Assistance technique
BE	Bureau d'études
CAF	Capacité d'autofinancement / Cadre d'action filière
CES	Conservation des eaux et des sols
CNEA	Centre national d'études agricole
CRA	Cellule de rayonnement agricole
CRCP	Comité régional de coordination et de pilotage
CTE	Conseil technico-économique
CTR	Comité technique régional
CLC	Comité local de coordination
CNP	Comité national de pilotage (du projet)
CRDA	Commissariat régional de développement agricole
CTV	Cellule territoriale de vulgarisation
DGFIOP	Direction générale du financement de l'investissement et des organismes professionnels
DT	Dinar tunisien
DTS	Droits de tirage spéciaux
FIDA	Fonds international de développement agricole
GDA	Groupement de développement agricole
IO	Institut de l'Olivier
MARHP	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche
ODNO	Office de développement du Nord-Ouest
OEP	Office de l'élevage et des pâturages
OP	Organisation paysanne ou des producteurs
ONH	Office national de l'huile
PA	Plan d'affaires
PAM	Programme alimentaire mondial
PI	Périmètre irrigué
PPI	Périmètre public d'irrigation
PPM	Plan de passation des marchés
PROFITS	Projet de promotion de filières pour le développement territorial de Siliana
PTBA	Programme de travail et de budget annuels
SE	Suivi-évaluation
SDL	Service de Développement Local
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
TdR	Termes de référence
UGP	Unité de gestion de projet
UTAP	Union tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche
UTICA	Union tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat

A. Aperçu du projet

Région:	Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale	Niveau de risque du projet:	Problème potentiel
Pays:	Tunisie	Catégorie	B
Nom du projet:	Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project	environnementale et sociale:	
N° du projet:	2000001159	Classification du risque climatique (PESEC):	2
Type de projet:	Développement Agricole	Institution chargée de l'exécution:	Ministère de l'Agriculture, Ressources, Hydrauliques, Environnement
Chargé de Programme Pays:	Philippe Remy	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Commissariat régional de développement agricole du Gouvernorat de Siliana
Coordonnateur du projet:			
Zone du projet:	5 Delegation in Siliana Governorate		

Date d'approbation:	03/12/2016	Date de réception du dernier rapport d'audit:	03/11/2020
Date de signature:	26/01/2017	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	24/10/2020
Date d'entrée en vigueur:	13/06/2017		
Date d'éligibilité aux décaissements:	09/10/2017	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	6
Date du premier décaissement:	17/11/2017		
Date de la revue à mi-parcours:	12/10/2020	Nombre de prolongations:	0
Date d'achèvement prévue:	30/06/2023	Délai d'entrée en vigueur:	6 mois
Date d'achèvement actuelle:	30/06/2023		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	IFAD: KfW loan	\$23,610,492
	Near East, North Africa and Europe Division	\$501,909
Répartition du financement national	Government Non-fiscal	\$7,632,713
	Beneficiaries	\$2,544,160
Répartition du cofinancement		
Financement total du projet:		\$34,289,274

Mission en cours

Dates de mission:	12-24 octobre 2020
Jours sur le terrain:	Pas de visite de terrain (mission à distance)
Composition de la mission:	Mr. Philippe Remy, Directeur Pays-FIDA, Mr. Zine El Abidine Ghoudi, Point focal du FIDA en Tunisie, spécialiste en développement rural et suivi-évaluation ; Mr. Ali Abaab, Agroéconomiste, Consultant, Chef de mission technique et spécialiste filières ; Mr. Jonckheere, Spécialiste genre et ciblage, FIDA-Rome, Mr. Renaud Caulmant, Spécialiste changement climatique FIDA-Rome, Mme Isabelle Stordeur, Analyste régionale, Spécialiste en suivi-évaluation ; Mr. Fathi Goucha, Consultant, spécialiste en infrastructure de base et PI ; Mr. Abderrahmane Ben Boubaker, Consultant, spécialiste en organisation paysanne, ciblage et micro entreprises ; Mr. Mohamed Khlass, Consultant, spécialiste en gestion financière; Mme Faten Bchini, Consultante, spécialiste en passation des marchés, Mr. Bullor, Leandro Consultant, Spécialiste en Analyse économique et financière.
Lieux visités:	Pas de site de terrain visités par la mission

B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		3.85	Évaluation de la performance globale de l'exécution		3.67

Efficacité en matière de développement	4	Gestion du projet	4
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	4	Gestion des savoirs	3
Égalité des sexes et participation des femmes	3	Utilisation optimale des ressources	3
Productivité agricole	4	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	4
Nutrition	4	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	4	Exigences des normes sociales, environnementales et climatiques	4

Durabilité et transposition à plus grande échelle	4	Gestion et exécution financière	4
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4	Taux de décaissement acceptable	2
Établissement de partenariats	4	Qualité de la gestion financière	4
Capital humain et social et autonomisation	4	Qualité et ponctualité des audits	3
Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet	4	Fonds de contrepartie	4
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	5
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	4	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	3		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

Pertinence	5
-------------------	----------

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Le projet de promotion des filières pour le développement territorial de Siliana (PROFITS) a été approuvé en décembre 2016. L'atelier de démarrage a eu lieu en avril 2017 et il est entré en vigueur le 13 juin 2017. Le coût total du Projet, sur une durée de six ans, est de 34,2 millions d'USD, soit 74,3 millions de DT, à la date de la conception en avril 2016. Ce coût a été actualisé en octobre 2020 à 90,6 MD, compte tenu de la variation du taux de change de la monnaie nationale par rapport à l'euro. Les montants en devise du prêt et du don FIDA restent inchangés. L'objectif global du Projet est d'améliorer les conditions de vie des populations rurales vulnérables dans la zone Sud de Siliana, notamment par de nouvelles opportunités d'emploi durables grâce à la valorisation des possibilités de développement rural, en particulier par l'insertion des ruraux pauvres dans les filières agricoles. PROFITS cible 54.500 habitants (14.000 ménages). La première alimentation des comptes désignés a eu lieu en novembre 2017.

Dans le cadre de l'administration des projets et conformément aux clauses contractuelles, une mission conjointe de revue à mi-parcours a eu lieu du 12 au 24 octobre 2020 (13 jours). A cause de la persistance des contraintes et limitation des voyages internationaux liées au COVID-19, et en concertation avec le Gouvernement, la mission a été réalisée à distance. Dans ce contexte, les membres de la mission se sont basés sur la documentation produite par les structures de gestion, en particulier le rapport interne d'examen à mi-parcours remis au FIDA en septembre 2020, et sur leurs échanges avec les membres de l'UGP, de l'AT, des structures techniques du CRDA, des partenaires, et avec certains bénéficiaires, en particulier des représentants des OP.

Cette mission, vient après quatre missions d'appui et trois missions de supervision. Elle avait comme objectifs: (i) d'analyser l'état d'avancement global du Projet ; (ii) d'évaluer la performance du projet et ses éventuels effets et impacts à mi-parcours ; (iii) de proposer des éléments de simplification du projet afin de faciliter sa mise en œuvre et améliorer sa performance globale ;(iv) de proposer une planification des activités du projet pour la période restante de sa mise en œuvre, en tenant compte des capacités actuelles et potentielles des structures de gestion et de mise en œuvre ; et (v) de proposer les réallocations budgétaires nécessaires et d'actualiser le cadre logique en conséquence.

La mission a tenu une réunion de démarrage et de cadrage le 13 octobre, en présence :(i) du Directeur général de la DGFIOP et ses collaborateurs, (iii) du CRDA et chefs de divisions et des arrondissements techniques, (iv) des cadres de l'UGP du PROFITS et l'AT; et (iii) des principaux partenaires régionaux (OEP, GIFruits, ODNO, PAM). Les journées du 14 au 22 octobre ont été consacrées à des réunions virtuelles de travail avec les membres de l'UGP, les différents arrondissements techniques, les partenaires du projet et quelques bénéficiaires. Les conclusions de la mission ont été présentées lors de la réunion de synthèse qui a eu lieu le 23 Octobre 2020, en présence de la DGFIOP, du CRDA Siliana, du personnel de l'UGP, des membres du CNC du projet, des représentants du Ministère de l'économie, des finances et de l'appui à l'investissement, et des partenaires techniques (AVFA, CNEA, GIFruits, PAM).

La mission tient à remercier tous les responsables et cadres tunisiens aux niveaux local, régional et central, pour leur accueil et leur assistance dans les conditions rendues difficiles par la pandémie de COVID 19.

Les informations figurant dans ce rapport peuvent faire l'objet de changements, révisions ou modifications après le processus de revue interne par le FIDA.

Principaux accords de mission et conclusions

PROFITS est entré en vigueur en juin 2017, mais les réalisations sur terrain n'ont été initiées qu'en mi-2019, et l'AT n'a été mise en place qu'en avril 2020. Les deux premières années ont été consacrées, essentiellement, à l'installation des structures de gestion et de coordination et à la réalisation de quelques études des infrastructures et des plans d'affaire. L'année 2020, attendue comme une année de relance et de récupération partielle des retards accusés, a été affectée par le COVID-19 et par le confinement adopté par le Gouvernement même si le projet a enregistré des avancées significatives depuis la dernière mission de supervision (février 2020) comme présenté ci-dessous. Ceci prouve qu'une réelle dynamique s'est constituée autour de PROFITS et qu'elle a commencé à porter ses fruits.

En dépit des progrès enregistrés en 2020, force est de constater que le niveau cumulé d'exécution sur terrain reste encore insuffisant, environ 30% contre un temps écoulé de 54%, touchant directement 7.475 personnes, soit 53% de la cible à mi-parcours, dont 19% de femmes. Le niveau de décaissement sur le prêt est de l'ordre de 16%.

PROFITS doit combler ses retards tant au niveau des infrastructures d'accès et des aménagements de PI, en aval des filières (Unités de valorisation et abattoirs), ainsi qu'au niveau des activités de renforcement des capacités professionnelles des acteurs et de l'organisation des filières. La mise en œuvre de l'ensemble de ces activités ne sera pas possible dans le temps imparti au projet. Par conséquent, une prolongation est recommandée pour atteindre les objectifs de PROFITS tels que définis pendant sa formulation, et qui restent pertinents.

Sur la base de l'ensemble de ces constats, les actions à entreprendre de manière prioritaire sont résumées ci-après. Elles seront à mettre en œuvre dans les délais convenus, étant entendu qu'elles impliqueront l'exécution de l'ensemble des activités et recommandations présentées dans le rapport de mission :

- **Date d'achèvement.** Envisager la possibilité de prolonger la date d'achèvement du projet au 31 décembre 2024 afin de permettre d'une part la réalisation des travaux d'infrastructures dont les délais de réalisation sont incompressibles et d'autre part d'assurer l'accompagnement de la mise en place des filières. **Janvier 2021**

- **Actualisation du coût du projet.** Compte tenu de la variation du taux de change de la monnaie nationale avec l'euro depuis la conception du projet, procéder à l'inscription du projet avec le nouveau coût de l'ordre de 91 MD au lieu de 74 MD. **Janvier 2022**
- **Approche filière.** Mettre en place les conditions cadres pour la concrétisation de l'approche filière qui constitue le cœur et l'objectif principal du projet. En effet, après avoir entrepris de nombreuses activités sur différents segments des chaînes de valeur, le projet est appelé à inscrire dans le futur toutes ses interventions dans une logique concertée impliquant les différents acteurs des filières. Il s'agit d'amorcer le « tournant » filière en commençant à promouvoir des plateformes filières (PFL), et en mettant l'accent sur l'aval, en particulier de certaines filières prometteuses pour le développement de la région. **Décembre 2020 et continu**
- **Coordination.** Structurer et coordonner davantage l'action de l'UGP, du CRDA, de l'AT et des partenaires institutionnels en matière de promotion des filières. Il s'agit de mettre en place une approche programmatique des différentes interventions sur terrain en vue de favoriser la synergie et la complémentarité entre les différents opérateurs, de mieux gérer les différentes conventions de partenariat, et de permettre ainsi à l'UGP de disposer d'un tableau de bord pour piloter convenablement les actions d'accompagnement des filières. **Décembre 2020 et continu**
- **Stratégie de sortie :** Concevoir dès à présent une stratégie de sortie comprenant le désengagement de l'AT, l'identification des structures de prise en charge de l'entretien des infrastructures de base, l'identification et le renforcement des capacités des structures paysannes et de leurs partenaires dans le cadre de la gestion concertée et durable des filières, **Mars 2021 et continu**
- **Calendrier de mise en œuvre.** Veiller au respect du calendrier de mise en œuvre convenu au cours de la revue, et au suivi rigoureux du processus de passation des marchés pour assurer la réalisation des activités du projet à temps. **Continu**
- **Pandémie COVID 19 :** Le projet a mis en œuvre des activités pour aider les familles vulnérables lors de la première phase de la pandémie ; une réallocation budgétaire a permis de créer une ligne « Dons et Subventions » pour faciliter ces appuis. Dans le cadre de la recrudescence de la pandémie, proposer de nouveaux appuis aux familles vulnérables en concertation avec les différents partenaires intervenant au niveau central et régional. **Immédiat et continu**

D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Le niveau global d'exécution du Projet s'est amélioré par rapport à la dernière supervision en février 2020 passant de 23% à 30%, malgré la conjoncture spécifique causée par le COVI-19 qui a impacté le processus de passation des marchés et la mise en œuvre des activités démarrées sur terrain. Cependant, ce niveau reste encore faible par rapport à la durée écoulée du projet (54%).

Composante I. Promotion et valorisation des filières

Cette composante vise à encourager l'établissement de partenariats gagnant-gagnant. Elle représente 13,1 % du coût total du projet et ses taux d'avancement physique et financier sont de l'ordre de 20% et de 15% (engagement), respectivement.

S/composante 1. 1. Organisation des acteurs des filières dans les zones de production

Cette sous-composante a pour objectif de mettre en œuvre l'approche filière permettant: i) d'élaborer collectivement une stratégie de développement de chaque filière sous la forme de Cadres d'Actions Filières (CAF) ; et ii) d'identifier des initiatives concrètes formulées en Plans d'Affaires (PA). L'approche consiste à soutenir d'abord des PA, et la constitution des PFL venant dans un second temps avec les acteurs mobilisés dans le cadre des PA.

Mobilisation d'une assistance technique (AT). Une convention de partenariat a été signée début novembre 2019 avec le CNEA pour la mobilisation de l'AT Celle-ci est mise totalement en place depuis avril 2020, et est composée de 4 consultants en gestion de projet, passation des marchés, ciblage, et suivi-évaluation installés au niveau de l'UGP à Siliana, et de 3 conseillers technico-économiques et de gestion (CTEG) en appui aux cinq délégations du projet,

Etudes filières. Sur une prévision de 11 études d'analyse des filières et des marchés porteurs. 07 ont été identifiées dont 02 études sont achevées et restituées (PFNL, Cerise), 02 études sont achevées et non encore restituées (Pomme et Figue), 02 études sont au stade d'édition du rapport définitif (lait bovin et huile), et 01 étude est au stade d'évaluation des offres (viande rouge). Pour la période restante, 04 études de détail (marchés et autres) ont été programmes.

S/composante 1.2. Développement des activités économiques entre les acteurs des filières et renforcement des capacités de valorisation des produits des filières

Cette sous-composante consiste en premier lieu à accompagner les acteurs des filières afin d'élaborer et exécuter des PA avec d'autres acteurs privés et publics dans le cadre desquels se concrétisera le développement d'ensemble de chaque filière. L'état d'avancement se résume comme suit :

Plantations. Le Projet a prévu la plantation de 4.490 ha dont 2.024 ha (45%) ont été réalisés. Le retard s'explique entre autres par le manque de plants sur le marché national surtout pour le pommier, les appels d'offre pour l'acquisition des plants de qualité se révélant souvent infructueux. Pour le figuier, les exploitants n'ont exprimé aucun besoin en plants et utilisent les techniques traditionnelles pour obtenir des plants.

Plans d'affaires (PA). Le projet prévoit de mettre en œuvre 134 PA dont 77 PA ciblant des groupes d'intérêts parmi les adhérents aux GD/MSA, 23 PA tirés des Projets Professionnels des OP, 25 PA portés par des promoteurs de PME et 9

microprojets de services agricoles.

A ce stade, 55 PA sont disponibles à des stades avancés pour être mis en œuvre. Ils sont portés par 42 GDA, 4 SMSA et 09 promoteurs de PME et concernent 1152 bénéficiaires dont 350 femmes (30%). Les jeunes (hommes et femmes) représentent environ 35% des bénéficiaires.

Labellisation. Le projet a lancé un appel d'offres pour l'étude de la labellisation pour les filières cerise, pomme et figue qui s'est révélé infructueux. Il a ensuite négocié une convention avec le Centre Technique de l'Agriculture Biologique (CTAB) et le Centre Régional de Recherche sur l'Horticulture et l'Agriculture Biologique (CRRHAB) pour la mise en œuvre de l'AOC « Appellation d'origine contrôlée » des trois produits. L'AOC olive sera développée par l'Institut de l'Olivier. Pour la viande et le lait, l'activité sera intégrée dans la convention GIVlait.

S/composante 1.3. Renforcement des capacités professionnelles des acteurs

Cette sous-composante prévoit la réalisation des activités suivantes : (i) la construction/réhabilitation de 2 abattoirs municipaux, à Rouhia et à Makthar, ainsi que de 6 unités de valorisation (UV) à gérer par des OPA; (ii) la constitution de groupes paysans d'échanges et d'expérimentation (GPÉE); (iii) la formation des organisations professionnelles (GDA, SMSA) et l'élaboration de projets professionnels; et (iv) l'éducation et la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles au profit des familles vulnérables.

Abattoirs. Suite à l'inscription tardive des abattoirs dans le plan directeur (après 2 ans de négociations: cf. S/c 2.3 « dialogue politique »), les AO concernant les études de faisabilité technico-économique sont en cours avec un taux d'avancement de 70%. Lors de la RMP, les coûts unitaires des deux abattoirs ont été révisés à la hausse (plus que doublés), étant donné que le coût à la conception était sous-estimé et n'a pas tenu compte des stations d'épuration et des raccordements du fluide, et de la flambée du coût des équipements importés due au glissement du dinar par rapport à l'euro. La mission rappelle que le calendrier prévisionnel de réalisation des études d'impact environnemental et social, de l'étude architecturale et d'exécution des travaux doit être tenu très rigoureusement sous peine de dépasser la date de clôture du projet, même prolongée de 18 mois.

Unités de Valorisation. L'AO pour les études technico-économiques de 6 UV [\[1\]](#) a été lancé et le processus est en phase d'évaluation des offres. La préparation des tdr de ces études a pris beaucoup de temps. Comme pour les abattoirs, la planification de la construction, des équipements et du fonctionnement de ces UV dépasse la date actuelle d'achèvement du projet.

Renforcement des capacités des acteurs. Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention avec l'OEP, 03 sessions de formation et 06 journées d'information/formation ont été réalisées pour 162 jeunes. La mise en œuvre du plan de formation élaboré est prévue dans le cadre de la convention signée avec l'AVFA et en cours de démarrage.

Education et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles. Une convention de partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM) a été signée en novembre 2019, et les réalisations ont porté sur : (i) 5 écoles (784 élèves et 519 familles) qui ont fait l'objet d'un premier diagnostic pour l'aménagement et l'équipement des cantines scolaires, l'installation de jardins potagers et l'identification d'un GDA pour la gestion de l'espace de production d'aliments utiles aux cantines. Les conditions du COVID-19 ont ralenti l'avancement des activités; (ii) un plan d'action et de planification des activités a été validé, et (iii) des termes de référence finalisés avec le FIDA pour lancer et préparer la situation nutritionnelle de référence dans la zone du projet.

En juin 2020, et dans le cadre de l'appui du Gouvernement pour atténuer l'effet du COVID-19, un avenant a été signé avec le PAM pour inclure un transfert de cash aux familles des élèves des cinq écoles identifiées (à raison de 200 DT/mois pour trois mois). Une première tranche a été distribuée au profit de 519 familles, mais elle a connu quelques difficultés notamment en raison de données incomplètes sur l'identité des bénéficiaires. Une deuxième tranche est en cours et la troisième est programmée pour novembre 2020. L'évaluation de l'impact de cette opération est prévue à la fin de l'année.

Composante II: Création de conditions favorables pour le développement des filières

Cette composante vise à soutenir l'amélioration de l'environnement des filières par : (i) le renforcement des compétences, l'organisation de prestataires de services privés et publics ; (ii) la mise en place d'infrastructures nécessaires au développement des filières, et (iii) l'instauration d'un dialogue politique entre acteurs autour des stratégies, législations et réglementation liées aux filières. Elle représente 51% du coût total du projet et ses taux d'avancement physique et financier sont de l'ordre de 23% et de 37% (engagement) respectivement.

S/composante 2.1. Mise en place d'un cadre de services favorable au développement des filières

Cette sous-composante prévoit la réalisation des activités suivantes : (i) mobilisation d'une AT spécialisée dans l'appui-conseil ; (ii) recrutement de conseillers technico-économiques et de gestion (CTEG) ; (iii) identification des besoins des exploitations agricoles et des micro-entrepreneurs, en matière de conseil technique et de gestion ; (iv) inventaire et mise à niveau des prestataires d'appui conseil; (v) établissement des partenariats entre acteurs; et (vi) élaboration de référentiels technico-économiques. Les réalisations ont porté sur:

Mobilisation AT et CTEG. En 2020 une convention avec le CNEA a été signée pour la mobilisation de l'AT, et tous les profils prévus (7 consultants, dont 4 au niveau UGP et 3 au niveau local) sont opérationnels depuis avril 2020. Afin de recentrer l'AT sur les missions les plus urgentes, et conformément aux recommandations de la mission de supervision en février 2020, trois CTEG et filières, au lieu de quatre prévus initialement, ont été recrutés et installés pour couvrir les cinq délégations du projet. Compte tenu des retards accusés dans la préparation et l'accompagnement des OP et dans la finalisation des PA, les CTEG

ont concentré leurs efforts sur cette tâche. Le diagnostic des exploitations et des micro-entrepreneurs, en matière de conseil technique et de gestion sera abordé très prochainement. Ces CTEG ont constitué le premier maillon du dispositif qui sera consolidé avec la mise en œuvre des conventions avec les structures d'appui des filières. Pour les fiches technico-économiques, les rapports de dépouillement des offres sont en cours pour l'élaboration de 6 manuels des cultures de cerise, pomme, figue, viandes, lait et plantes aromatiques et médicinales

Partenariats. En plus des 6 conventions signées (GIFruits, OEP, IO, ODNO-BRETI, PAM, DRAS et Swisscontact) avant février 2020, date de la dernière mission de supervision, en 2020 deux autres conventions ont été signées avec l'AVFA pour la mise en œuvre du plan de formation des acteurs, et avec la DREHAT pour la supervision des infrastructures d'accès. D'autres conventions sont en cours de préparation et signature avec les communes et les partenaires privés et collectifs. Pour celle avec l'OEP, la plus avancée: (i) 250 ha de plantation pastorale ont été réalisés; (ii) des actions d'amélioration de la conduite des ovins (insémination artificielle et maîtrise de la reproduction) ont concerné 17 éleveurs, (iii) la réparation de machines à traire pour 26 éleveurs, et (iv) l'organisation de 54 journées d'information et de sensibilisation et 5 cycles de formation auprès des groupes de producteurs.

S/composante 2. 2. Réalisation d'infrastructures publiques liées aux filières

Réhabilitation de périmètres irrigués. L'état d'avancement des études techniques concerne l'achèvement des études de 333 ha (5 périmètres) et le lancement d'un DAO regroupant 8 périmètres d'une superficie totale de 386 ha. Les réalisations physiques sont faibles et leur état d'avancement est détaillé comme suit : (i) les travaux de remembrement foncier de 5000 ha (100% des prévisions) sont en cours et le taux d'avancement est de 50% ; (ii) l'achèvement de 4 forages de remplacement pour l'irrigation (100% des prévisions) , un cinquième forage est en cours de creusage (avancement 30%) ; (iii) le marché de 3 piézomètres est en cours d'engagement ; (iv) sur les 6 stations de pompage programmées, deux (02) sont déjà installées et le marché de 3 est en cours d'engagement ; et (v) la réhabilitation d'un périmètre de 88 ha dont l'état d'avancement est de 35%, le démarrage des travaux pour 3 périmètres de 195 ha et le recrutement d'un bureau d'études pour le contrôle de ces travaux.

La prévision du projet relative à la réhabilitation des périmètres (1.130 ha) est réduite à 1.023 ha recensés/retenus. La planification des réalisations dégage 4 tranches de superficie dont la consistance et l'échéance sont respectivement : T1 (333 ha, 2020-2021), T2 (170 ha, 2021), T3 (220 ha, 2022) et T4 (300 ha, 2023).

Aménagement des accès aux PPI. Les réalisations sont faibles et se limitent au démarrage des travaux de 5 km de piste (17% des prévisions) et le recrutement d'un bureau pour le contrôle des travaux. Un DAO relatif à l'étude de 69 km est en phase d'évaluation des offres. Les prévisions relatives à cette action ont été maintenues (30 km) dont la planification d'exécution prévoit 3 tranches : T1 (5 km en cours d'exécution), T2 (15 km en 2022) et T3 (10 km en 2023).

Ouvrages CES. Les études techniques sont toutes achevées à savoir celles relatives à l'hydrogéologie des nappes, à l'aménagement de 3 périmètres d'épandage (1600 ha), aux 3 lacs collinaires et aux 20 ouvrages de recharge des nappes. Les réalisations physiques sont modérément satisfaisantes et concernent l'exécution de 20 ouvrages de recharge (100% des prévisions), de 2 lacs collinaires sur 3 prévus à l'exception du marché de 9 ouvrages de recharge (lot 1) qui accuse un retard important et dont les travaux sont à l'arrêt. La mission a approuvé les quantités additionnelles proposées par l'UGP et qui concernent : (i) 10 ouvrages de recharge, ce qui porte le total à 30 unités soit 150% des prévisions ; et (ii) 400 ha d'épandage des eaux des crues soit une superficie totale de 1.600 ha sur 1.200 ha prévus. Ces ouvrages additionnels sont d'une importance majeure pour la recharge des nappes. La planification des travaux restants des ouvrages CES vise leur exécution au cours des années 2021, 2022 et le début de 2023. La mission recommande la réalisation de la protection des berges des 3 lacs collinaires.

Vu l'importance des quantités qui restent à exécuter et le retard enregistré, une planification prévisionnelle des actions a été élaborée par la mission en concertation avec l'UGP pour atteindre les objectifs du projet. De même, une planification de la réalisation des UVa été établie en fonction des exigences techniques, pour la mise en service de ces UV, et de la période pour l'assistance/encadrement du personnel d'exploitation. Cette planification montre la nécessité d'une prolongation du projet jusqu'à 2024.

S/composante 2.3. Dialogue politique participatif

Le rapport de conception du PROFITS a prévu l'engagement d'un dialogue de politique sur l'amélioration de l'environnement des filières pour que le secteur privé puisse investir au niveau des différents maillons des filières, notamment à l'aval. Les actions prioritaires de dialogue politique identifiées en 2019 et reprises en 2020 ont porté, essentiellement sur: (i) l'inscription de la construction des abattoirs dans le plan régional; (ii) la réglementation des GDA, et (ii) l'évaluation des opérations de remembrement foncier des terres agricoles.

Inscription des abattoirs. Un processus de dialogue a été engagé depuis le démarrage du projet et un arrêté a été publié par le Gouverneur de Siliana en septembre 2019 après deux ans de négociation pour l'inscription de la construction de ces deux abattoirs. Deux conventions ont été préparées et sont en cours de signature avec les communes de Rouhia et Makthar pour les impliquer dans le processus de préparation des études et de construction, et dans la réflexion relative à la gestion de ces abattoirs une fois construits et réceptionnés. Les études technico-économiques n'ont démarré qu'en juin 2020, du fait du COVID-19, et sont à 60% d'avancement.

Pour l'opération de remembrement, dont l'objectif est d'évaluer les opérations de remembrement entreprises par l'AFA au niveau national et produire des enseignements et des orientations stratégiques nationales dans ce domaine, le contrat avec le prestataire est en cours d'enregistrement pour démarrer incessamment. Les résultats sont attendus au courant du premier semestre de 2021.

Révision du texte juridique des GDA. Un bureau a été contracté et l'atelier de démarrage prévu en février, a été reporté pour fin octobre 2020. Un projet de nouveau texte juridique amendé est attendu en début 2021.

[1] Huilerie (Kesra), huilerie bio et mise en bouteille (Siliana Sud), Unité de séchage de figes (Kesra), unité de transformation des PAM (Siliana Sud), deux entrepôts de stockage frigorifique (series à Makthar, et pomme à Rouhia).

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcement des capacités Accélérer la mise en œuvre du plan de formation des acteurs et bénéficiaires, en particulier les structures qui auront à prendre en charge la gestion des abattoirs et des UV	UGP	11/2020
Tableau de bord de soutien au développement des filières Etablir un tableau de bord de soutien au développement des filières en concertation avec l'ensemble des intervenants, et en s'inspirant des expériences en cours avec d'autres partenaires techniques et financiers	UGP/AT	12/2020
Réflexion pour identifier les activités d'atténuation des effets du COVID-19 Mener une réflexion pour identifier les activités d'atténuation des effets du COVID-19, à financer sur la catégorie financière « dons et subventions »	MEFAI, MARHP, DGFIOP, CRDA, UCC	12/2020
Date d'achèvement Envisager, avec le FIDA, la possibilité de prolongation de la date d'achèvement du projet de 18 mois pour achever la construction, l'équipement et le fonctionnement des abattoirs et des UV	Gouvernement, FIDA	12/2020
Calendrier d'exécution Respecter le calendrier prévisionnel de réalisation des études d'impact environnemental et social, architecturale et d'exécution des travaux et équipement des abattoirs et des UV pour pouvoir achever le projet à temps	UGP, CRDA	

E. Exécution du projet

a. Efficacité en matière de développement

Efficacité en matière de développement

Efficacité

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

A mi-parcours, malgré la conjoncture sanitaire, des avancées ont été enregistrées surtout en amont des filières (maillon production). Cependant, les résultats enregistrés au niveau des indicateurs de produits sont encore en dessous des objectifs à mi-parcours. Au niveau de la portée, le projet a touché 6.600 ménages (47% de la cible finale fixée à 14.000 ménages). Ainsi, pour pouvoir atteindre les objectifs du projet, une prolongation de la date d'achèvement semble nécessaire. Modérément satisfaisant

Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

PROFITS est entré en vigueur en juin 2017, mais les réalisations sur terrain n'ont été initiées qu'en mi-2019, et l'AT n'a été mise en place qu'en avril 2020. Les deux premières années ont été consacrées, essentiellement, à l'installation des structures de gestion et de coordination et à la réalisation de quelques études des infrastructures et des plans d'affaires. L'année 2020, espérée comme une année de relance et de récupération partielle des retards accusés, a été affectée par le COVID-19 et par le confinement adopté par le Gouvernement.

En ce qui concerne l'analyse du cadre logique et le renseignement de ses indicateurs, compte-tenu des retards enregistrés dans le démarrage du projet, les résultats enregistrés au niveau des indicateurs de produits sont encore en dessous des

objectifs à mi-parcours mais toutefois modérément satisfaisants. Au niveau de la portée, le projet a touché 6.600 ménages (47% de la cible finale fixée à 14.000 ménages) et environ 7.475 bénéficiaires directs. Pour tenir compte de la réalité du terrain et de la situation de référence, la cible finale de l'indicateur de portée relatif au nombre de bénéficiaires directs des services du projet a été actualisée à 28.000 personnes, soit environ 2 personnes par ménage. La cible fixée pour la participation des femmes est de 30% et de 20% pour les jeunes. La cible pour le nombre total de ménages reste inchangée à 14.000 ménages. Le niveau cumulé d'exécution sur le terrain a été estimé à 30%, environ, contre un temps écoulé de 54%, touchant directement 7.475 personnes, environ (27% du cible total et 53% de la cible à mi-parcours), dont 19% de femmes. Le nombre total de personnes au sein des ménages touchés est de l'ordre de 26.400 personnes (48% de la cible).

De même les produits des réalisations cumulées restent encore en dessous des prévisions à mi-parcours mais traduisent un réel progrès du projet ; ils concernent, essentiellement les activités de plantation arboricole, des travaux de CES et le lancement des appels d'offres pour certaines activités identifiées au niveau des PA. Une surface de 460 ha de terres agricoles bénéficie des infrastructures d'irrigation (38% de l'objectif final). 38 PA ont été validés par rapport à la cible finale de 120 et un total de 30 organisations de producteurs (GDA et SMSA) ont été appuyés par le projet (30% de la cible). Les principales activités de l'aval des filières viennent de démarrer sur terrain. Cependant, leurs études technico-économiques sont bien avancées. Ainsi, le niveau d'efficacité s'est amélioré en 2020 suite à la prise en charge des recommandations de la dernière mission FIDA en février 2020, et à la mise en place de l'AT. Toutefois, les unités de valorisation et les abattoirs, à défaut d'une prolongation de la date actuelle d'achèvement, et le respect rigoureux du calendrier convenu du processus de passation des marchés, n'auront aucune chance d'être réalisées. Les cibles des indicateurs de certains produits ont été revues sur la base de la pertinence de certaines activités plus demandées par la population, du contenu des PA préparés, et de certains coûts unitaires jugés sous-estimés, surtout des UV et des abattoirs. Le détail de ces modifications est présenté dans la section Modifications.

Par ailleurs, le niveau actuel d'exécution sur terrain ne permet pas de quantifier les indicateurs d'effets et d'impact. Le lancement de l'enquête des effets prévue à la mi-parcours a été reportée à fin 2021 d'un commun accord, compte tenu aussi d'une éventuelle prorogation du projet. Il a été convenu que le projet utilisera la nouvelle méthodologie et les questionnaires proposés dans les nouvelles directives du FIDA pour les indicateurs de base.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Cadre logique Adapter le système de SE pour la prise en charge et le renseignement des indicateurs du cadre logique en temps réel	UGP	01/2021

Axe de développement

Ciblage et portée

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

La performance du projet en matière de ciblage s'est améliorée. Après révision à mi-parcours, la portée globale est de 25% et des progrès notables ont été réalisés depuis la dernière mission (de 2500 à 7500). Une personne responsable du ciblage a maintenant été recrutée depuis le 15 juillet 2020 pour une durée de 36 mois et les partenaires d'exécution sont informés et sensibilisés sur le contenu de la stratégie de ciblage du projet. Néanmoins, un certain nombre de cibles ne sont pas encore atteintes. La collecte de données sur les groupes cibles et les bénéficiaires devrait également être effectuée de manière plus systématique, car elle permettra d'identifier rapidement les domaines où des mesures correctives sont nécessaires. Modérément satisfaisant

Principaux problèmes

La stratégie de ciblage du PROFITS a été élaborée par un consultant en 2019. Ce consultant a pourvu le poste vacant d'expert en ciblage jusqu'à son recrutement en juillet 2020. Des efforts ont été faits pour informer et sensibiliser des différents intervenants sur la stratégie de ciblage et le besoin de collecter les données nécessaires permettant de suivre et de vérifier le profil des bénéficiaires des produits et services du projet. Une attention particulière a été accordée à la sensibilisation des OP et CLC.

Actuellement 7.475 personnes ont bénéficié de services promus ou appuyés par le projet. PROFITS a donc atteint 14% pour cent de sa cible finale de 54 500. 19% des bénéficiaires sont des femmes et le projet ne dispose pas de la liste complète des jeunes parmi ces bénéficiaires avec des cibles respectives de 30 et 20 %. Les pourcentages désagrégés relatifs aux bénéficiaires engagés dans l'élaboration des plans d'activités sont plus conformes aux cibles. Le projet vise également à atteindre les ménages les plus pauvres ou les plus vulnérables.

A ce stade, la participation des femmes et des jeunes apparaît faible du fait que les activités réalisées sont liées principalement à : i) la mise en valeur dont les bénéficiaires sont les exploitants propriétaires du foncier à savoir les plantations arboricoles et le remembrement pour lesquelles le nombre des bénéficiaires est de 4.502 dont 373 femmes et ii) aux infrastructures collectives liées à la mise en valeur dans les périmètres irrigués (piste, forage, station de pompage pour l'irrigation) qui ont bénéficié à 1.016 usagers dont 323 femmes. En revanche, on constate que 1.152 personnes dont 350 femmes (30%) ont bénéficié de l'appui pour l'élaboration de 55 PA (dont 9 pour la création des PME) qui sont à des stades

avancés pour être mis en œuvre et les jeunes représentent environ 35%. Les activités à promouvoir ciblent essentiellement des groupes d'intérêts parmi les groupes vulnérables pour promouvoir des activités génératrices de revenus et des PME s'intégrant dans le développement des filières ciblées par le Projet.

Avec l'intensification des activités sur le terrain, on s'attend à ce que le nombre de bénéficiaires et les cibles connexes augmentent en conséquence. Il sera donc important de continuer à sensibiliser les partenaires d'exécution et les bénéficiaires potentiels sur la stratégie de ciblage du projet. Des efforts particuliers devront être faits pour élargir la portée de ses principaux groupes cibles: les femmes, les jeunes et les ménages les plus vulnérables. Cela peut, par exemple, être fait en collaboration plus étroite avec la Direction de la femme, la DRAS et des groupes de femmes et de jeunes. Une attention particulière doit être accordée à l'augmentation de la participation des jeunes. De même pour la question de genre (voir ci-dessous), un plan d'action spécial devrait être élaboré à cet égard.

Il faudrait également veiller à ce que les études de la chaîne de valeur et le CAF accordent une attention particulière aux opportunités pour les principaux groupes cibles du projet (femmes, jeunes et ménages les plus pauvres). Par exemple, alors que l'étude sur la filière cerise se penche sur les questions de genre, l'étude sur la filière pomme est plutôt silencieuse sur cet aspect.

Enfin, la performance du ciblage doit être surveillée plus systématiquement, afin que des informations fiables sur la sensibilisation et les bénéficiaires soient facilement disponibles et guident la prise de décision du projet. Par exemple, les données sur la participation des jeunes (ventilées par sexe) ne sont pas toujours saisies. De même, les informations sur les femmes et les jeunes occupant des postes de décision et les ménages dirigés par des femmes bénéficiant du projet devraient faire l'objet d'un suivi systématique.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Supports et outils pour renforcer l'intégration du suivi du ciblage dans le système de suivi-évaluation Améliorer les supports et les outils pour renforcer l'intégration du suivi du ciblage dans le système de suivi-évaluation en exploitant notamment les fiches de suivi déjà disponibles dans le manuel de suivi-évaluation	UGP/AT	11/2020
Sensibilisation des partenaires d'exécution et des bénéficiaires potentiels sur la stratégie de ciblage Continuer à sensibiliser les partenaires d'exécution et les bénéficiaires potentiels sur la stratégie de ciblage	UGP /CRDA	
Suivi du ciblage en amont de chaque activité Renforcer le suivi du ciblage en amont de chaque activité en veillant à renseigner les données et les informations nécessaires pour suivre et évaluer cet aspect important	UGP/AT	

Égalité des sexes et participation des femmes

Note: 3

Notation précédente: 3

Justification de la note

Actuellement, 19% des bénéficiaires de PROFITS sont des femmes. C'est en dessous de l'objectif fixé de 30%. Les activités du projet se concentrent principalement sur l'autonomisation économique des femmes. Depuis juillet 2020, le projet a une personne dans l'équipe responsable du ciblage et du genre. La stratégie de ciblage du projet n'aborde pas l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes de manière systématique. Il manque actuellement un plan d'action genre. Modérément insatisfaisant

Principaux problèmes

En 2020, l'étude suivante a été réalisée par un étudiant universitaire : L'approche genre dans le développement rural - Le cas du projet « PROFITS » - Siliana. L'objectif de l'étude était d'identifier et d'analyser les différentes disparités liées au genre dans le domaine agricole à Kesra et le rôle de l'intervention de projet « PROFITS » pour créer les opportunités équitables qui mènent au développement durable des activités valorisantes les produits de terroir. Les principales conclusions du travail sont: (i) les femmes possèdent un rôle important et dynamique au sein des groupements de développement agricole ; (ii) l'importance d'adopter l'approche genre comme solution pour réduire les disparités liées au genre dans le milieu rural.

Alors que les interventions du projet se concentrent principalement sur l'augmentation de l'autonomisation économique des femmes, une plus grande attention doit être accordée à (i) permettre aux femmes et aux hommes d'avoir une voix et une influence égales dans les institutions et les organisations rurales et (ii) réaliser un équilibre plus équitable entre les femmes et les hommes dans la répartition du travail et des bénéfices économiques et sociaux. Ces deux domaines sont de la plus haute importance, en particulier dans le contexte actuel de la pandémie COVID19, où les voix des femmes ne sont souvent pas

entendues dans la prise de décision concernant la récupération et la réponse et leur charge de travail augmente considérablement. Le projet discute actuellement d'un partenariat avec la Direction de la femme du Ministère des Affaires Féminines. Il sera important de veiller à ce que ces aspects soient également pris en considération dans la convention.

Un domaine de préoccupation spécifique lié à l'impact de la pandémie COVID est l'augmentation de la violence sexiste. Le Ministère des affaires féminines et ONU Femmes travaillent ensemble pour aborder ce problème dans le cadre d'une campagne nationale. Le projet devrait explorer les possibilités de lutter contre la violence sexiste au niveau du projet, possiblement en collaboration avec le Ministère des Affaires Féminines.

Lors de la conception du projet, il était prévu que le système d'action et d'apprentissage en matière de genre (GALS) serait piloté. L'approche a très bien réussi à atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au niveau des ménages: une charge de travail plus équilibrée, renforçant la voix des femmes et augmentant leur autonomisation économique. Il serait important d'aller de l'avant avec le pilotage de cette approche. Une collaboration pourrait être recherchée avec l'IESS Kairouan, où une approche similaire sera introduite.

Un plan d'action pour l'égalité des sexes doit être élaboré, qui identifie clairement les différentes activités sous les différentes (sous) composantes qui seront menées pour améliorer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il devrait inclure des objectifs clairs, des responsabilités et des délais. Il serait important de veiller à ce que les besoins des différents groupes de femmes soient pris en considération (par exemple les jeunes femmes, les femmes chefs de famille, les femmes instruites, etc.). Comme mentionné ci-dessus, la portée du plan d'action pourrait être plus large, en s'intéressant également à l'inclusion des jeunes. Une ébauche sera préparée par la mission et annexée au rapport.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Plan d'action genre (et inclusion des jeunes) Développer un plan d'action genre (et inclusion des jeunes)	UGP/AT	12/2020
Formation de l'équipe du Projet sur l'approche genre Former l'équipe du Projet sur l'approche genre	UGP	02/2021
Partenariat avec le Ministère des Affaires Féminines Développer un partenariat avec le Ministère des Affaires Féminines	UGP/Ministère des Affaires Féminines	02/2021

Productivité agricole

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les principales activités et investissements prévus pour améliorer la productivité végétale et animale n'ont pas encore démarré sur terrain, à l'exception des plantations arboricoles, et à ce stade il est prématuré de juger de l'amélioration du niveau de la productivité agricole. Aussi, l'enquête sur les effets du projet, prévue à mi-parcours, a été reportée conjointement (FIDA et Gouvernement) pour fin 2021. Modérément satisfaisant.

Principaux problèmes

Malgré le manque d'information précise, il est prévisible que les activités réalisées en 2019 et 2020 amélioreront la productivité végétale et animale dans les années à venir. Ainsi, (i) plus de 2.000 ha d'arboriculture fruitière ont été plantés et 1.160 sont en cours pour atteindre 73% des prévisions totales du projet d'ici fin décembre 2020, (ii) le remembrement de 5.000 ha a été contracté avec l'AFA et 20% achevé, cela facilitera leur mise en valeur agricole, (iii) la réalisation de 2 stations de pompage, 3 forages, 4 ouvrages de recharge, 2 retenues collinaires, et l'aménagement de plus de 300 ha de PI en cours permettront d'améliorer la disponibilité de l'eau d'irrigation, (iii) 19 PA directement liés à l'augmentation de la production animale (viande, lait, miel) ont été finalisées et en cours d'installation des investissements, (iv) la mise à niveau des abattoirs, finalement autorisée, sera de nature à dynamiser la filière régionale de viande rouge au profit notamment des éleveurs.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Suivi de la productivité Intégrer les indicateurs de suivi de la productivité agricole dans les outils de suivi-évaluation du projet	UGP	12/2020

Nutrition

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le confinement décidé par le Gouvernement de mars à juin 2020 a freiné l'exécution du plan d'action des activités de nutrition contractées avec le PAM, en particulier l'installation des jardins potagers, des équipements des cantines scolaires et l'enquête nutrition de base. Toutefois, l'activité de distribution d'argent aux familles des élèves pour atténuer l'effet du COVID-19 a bien avancé et 519 familles ont bénéficié de la première tranche. Les deux tranches restantes sont programmées pour les mois de d'octobre et décembre 2020. Les autres activités du projet, sensées améliorer le niveau nutritionnel, viennent de démarrer sur terrain et auront leur effet et impact les années qui viennent. Modérément satisfaisant.

Principaux problèmes

Toutes les activités du projet sont axées sur l'amélioration de la production et la productivité agricole et l'amélioration des conditions de vie de la population à travers une meilleure valorisation le long des maillons des chaînes de valeur, et par conséquent en liaison directe avec les produits alimentaires. Aussi, une sous-composante spécifique relative à l'éducation et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles a été prévue lors de la conception du projet et contractée avec le PAM dans un objectif d'améliorer le niveau nutritionnel du groupe cible du projet.

Le niveau de mise en œuvre des activités du projet, particulièrement celles liées directement aux aspects nutritionnels, ne permet pas à ce jour de se prononcer avec plus de précision sur le niveau nutritionnel actuel dans la zone du projet (les enquêtes de base n'ont pas encore démarré), ni sur le niveau d'amélioration de ces conditions. Toutefois, d'ici la fin de l'année 2020, une évaluation de l'effet du transfert d'argent, effectué au profit des familles des écoliers à l'occasion de la conjoncture sanitaire du COVID-19, donnera une première idée sur les possibilités d'améliorer la ration alimentaire des ménages. L'effet des activités du projet et de la sensibilisation nutritionnelle ne pourront se manifester pleinement qu'au cours des dernières années du projet.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Rapport d'activité Veiller à la transmission des rapports d'activité à temps et en qualité requise	PAM, UGP	11/2020
Etude de référence Accélérer la réalisation de l'étude relative à la situation nutritionnelle de référence en tenant compte des indicateurs proposés par le FIDA	PAM, UGP	12/2020

Adaptation aux changements climatiques

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Les réalisations physiques sont faibles mais leur conception s'adapte aux changements climatiques. A ce stade de mise en œuvre, les travaux achevés/en cours se limitent à : (i) 4 forages de remplacement pour les périmètres irrigués ; (ii) 20 ouvrages de recharge des nappes et 2 lacs ; (iii) réhabilitation de 4 périmètres irrigués (283 ha) ; (iv) installation de 4 stations de pompage ; (v) aménagement de 5 km de pistes ; et (vi) remembrement foncier de 5.000 ha de terres agricoles. Modérément satisfaisant.

Principaux problèmes

Le projet a pris en compte l'adaptation aux changements climatiques à travers : (i) la réhabilitation (modernisation/réhabilitation/création de réseaux d'irrigation) des infrastructures hydrauliques vétustes des périmètres irrigués pour améliorer leur efficacité hydraulique ; (ii) la réalisation des ouvrages de recharge (seuils et lacs) des nappes exploitées, dans les zones de production agricole, pour atténuer toute tendance d'une surexploitation de ces nappes et pour faire face aux années pluviométriques déficitaires ; (iii) l'aménagement des périmètres d'épandage afin de renforcer la recharge des nappes ; (iv) l'utilisation des équipements d'économie d'eau (goutte à goutte et micro-jet) dans les périmètres irrigués ; (v) les études environnementales des lacs collinaires ; la protection des berges des lacs collinaires contre l'érosion hydrique ; et (vi) le renforcement de la protection des pistes (structure, ouvrages hydrauliques et talus) contre l'érosion hydrique (eaux de ruissellements superficiels, crues).

Les réalisations achevées et celles en cours confirment la tendance à l'adaptation aux changements climatiques. Toutefois, les activités réalisées et celles programmées pourraient encore améliorer le niveau de résilience et d'adaptation aux changements climatiques, en particulier les plantations arboricoles en sec (amandier, olivier, cerisier) et les plantations pastorales (cactus) qui est utile pour l'alimentation du cheptel surtout durant les périodes de sécheresse.

b. Durabilité et transposition à plus grande échelle

Institutions et participation à l'élaboration des politiques

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

La situation de blocage qu'a vécu le projet durant les deux premières années de son démarrage a été résolue depuis fin 2019

par un engagement politique positif, ce qui a permis la signature des conventions de partenariat, l'inscription des abattoirs dans le plan régional. Des conventions sont en cours de signature avec les communes de Makthar et Rouhia pour la gestion des abattoirs. Le projet a aussi initié des études dans les domaines du foncier agricole et de la révision du statut des GDA, dont les résultats seront présentés en 2021 et devront faire l'objet d'un suivi rapproché. Modérément satisfaisant

Principaux problèmes

Depuis les deux dernières missions de supervision (septembre 2019 et février 2020), de nettes améliorations ont été constatées dans l'engagement du CRDA et du Gouvernement pour approuver l'inscription des abattoirs au niveau régional, signer les conventions clefs de partenariat et la conclusion et la mise en œuvre d'une convention avec le CNEA pour la mobilisation rapide de l'assistance technique et l'installation des consultants seniors sur terrain. De plus, dans le cadre de la décentralisation et le nouveau rôle des communes, deux conventions ont été préparées et sont en cours de signature avec les communes de Makthar et Rouhia pour les impliquer dans le suivi et la supervision des abattoirs et dans la réflexion sur les modalités de leur gestion une fois réceptionnés.

Pour l'évaluation des opérations de remembrement entreprises par l'AFA au niveau national et produire des enseignements et des orientations stratégiques nationales dans ce domaine, le contrat avec le prestataire est en cours d'enregistrement pour démarrer incessamment. Les résultats sont attendus au courant du premier semestre de 2021.

En ce qui concerne l'étude relative à l'amélioration de la législation et la réglementation des GDA, un bureau a été contracté et l'atelier de démarrage prévu en février, a été reporté pour fin octobre 2020. Un projet de nouveau texte juridique amendé est attendu en début 2021. Par ailleurs, les résultats des marchés en démarrage pour la révision de la législation sur les GDA et les orientations politiques sur le remembrement des terres agricoles sont attendus en 2021.

Établissement de partenariats

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Depuis la dernière mission de février, cinq conventions ont été signées avec des partenaires techniques (2 conventions avec la DREHAT, une avec l'AVFA et 2 conventions avec les communes de Rouhia et Makthar). Au total 18 conventions initiées, dont 12 sont en vigueur et sept sont en cours de finalisation, en prévision d'entrée en exécution en 2021. Les conventions avec l'OEP, le PAM et l'AFA sont relativement avancées et les autres viennent de démarrer. Le suivi de ces conventions et la coordination entre les différents partenaires, en particulier le secteur privé, dans le cadre d'une vision intégrée et une approche filière, mérite d'être renforcé. Modérément satisfaisant

Principaux problèmes

La conception du projet a prévu l'établissement de 7 conventions de partenariat avec des structures publiques et 120 contrats de partenariats avec des structures privés et coopératives pour la mise en œuvre des plans d'affaires. A ce jour: (i) 8 conventions ont été signées avec des institutions parapubliques (OEP, GFruit, AVFA, IO, AFA, ODNO-BRETI, 2 DREHATe et une autre en cours de signature avec la DRAS), pour la supervision des infrastructures de base et des activités pastorales et agricole liées aux filières animales et végétales, le renforcement des capacités des acteurs, l'élaboration d'orientations stratégiques pour le remembrement foncier, et l'appui aux familles nécessiteuses (ii) 2 conventions sont en cours de signature avec des structures civiles (communes de Rouhia et de Makthar) pour le suivi de la construction et la gestion des deux abattoirs prévus, (iii) une convention avec une institution internationale (PAM), pour la mise en œuvre des activités de promotion des bonnes pratiques nutritionnelles, et 5 autres sont en cours de préparation (GIVLAIT, CTAB, CRRHAB UTAP et DR-FE). 55 PA ont été initiés dont 14 sont validés par la CTR et 41 en cours de validation. Ces PA ont concerné 8 domaines et ont intéressé 1.049 Bénéficiaires, 42 GDA et 4 SMSA. Ils feront l'objet de conventions de partenariat à partir de début 2021.

Cette multitude de conventions est intéressante dans le cadre d'un projet axé sur les filières, mais exigeante en suivi et coordination entre les différents partenaires. La mission réitère sa recommandation relative à l'importance de mettre en place, pour chaque convention, un plan de suivi détaillé, incluant la tenue de réunions et la remise de rapports régulières, et la désignation d'un référent clairement identifié au sein de l'UGP pour que ces partenariats atteignent les résultats attendus et ne constituent pas, au contraire, un fardeau en termes de gestion de projet.

La mission recommande également d'intégrer les acteurs privés dans la promotion des plateformes filières comme proposé par ailleurs dans le rapport.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Suivi des conventions Mettre en place un mécanisme de suivi des conventions de partenariat et veiller à la remise des rapports contractuels d'activités selon les bases contractuelles	UGP, Partenaires	

Capital humain et social et autonomisation

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les activités de renforcement des capacités et du capital social des groupes cibles au niveau individuel et collectif (autonomisation et développement organisationnel) ont continué à progresser malgré les contraintes engendrées notamment par la pandémie Covid-19. La mise en place de l'AT a permis d'intensifier en juillet d'intensifier le travail d'information/sensibilisation auprès des populations et de leurs organisations socio-professionnelles, notamment dans le cadre de la préparation des Plans d'affaires portés par les OP Modérément satisfaisant.

Principaux problèmes

La mobilisation des OP (GDA/SMSA) s'est poursuivie plus activement autour de l'identification, la programmation et la mise en œuvre des réalisations qui ont concerné à ce stade des actions de mise en valeur (plantation arboricole, remembrement) et des actions d'amélioration des infrastructures à usages collectifs au niveau des périmètres irrigués : forage, station de pompage, piste). Les OP (GDA/SMA) ont été mobilisés pour l'identification des opportunités d'affaires et des porteurs de projets et la formulation des PAs pour les concrétiser.

Les actions de renforcement des capacités des OP (GDA/SMSA) en termes de formation, d'amélioration des conditions de travail et d'élaboration et mise en œuvre des projets professionnelles visant à améliorer progressivement l'autonomisation de ces structures n'ont pas été lancées, en dépit de leur pertinence. En effet, ces OP seront appelés à gérer des infrastructures et des équipements collectifs telles que certaines unités de valorisation des produits en 2021 et jouer un rôle primordial dans le processus de développement des filières en partenariat avec les différents acteurs des filières.

Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet

Note: 4

Justification de la note

La mobilisation et la participation de la population, notamment à travers les OP (GDA/SMA) a été assurée dans les différentes activités effectives dans le processus d'élaboration des PA et est en nette progression depuis la dernière mission. Les OP porteurs de projets sont totalement impliqués dans l'identification des opportunités d'affaires et des bénéficiaires. Ils sont impliqués également au sein des CLC pour défendre leurs PA et argumenter le choix des groupes cibles (en référence aux critères de ciblage du Projet). Modérément satisfaisant.

Principaux problèmes

Les OP ont participé aux études filières et à la formulation des PA. A date, 42 GDA et 4 SMSA ont été pleinement impliqués dans l'identification des opportunités et la formulation des PA. La responsabilisation de ces OP dans ce processus est effective et elle va être progressivement renforcée avec l'avancement de la mise en œuvre des différentes activités du Projet. Cette progression doit être accompagnée d'un renforcement de capacités qui s'inscrit dans un objectif d'assurer une certaine autonomisation des OP et l'amélioration de leurs performances pour qu'elles jouent leur rôle dans la dynamique de développement inclusif des filières dans leurs territoires. On peut dire à ce stade que la participation et l'implication des OP sont sur la bonne voie mais demandent à être fortement soutenues. Les OP seront appuyées par le Projet pour élaborer et mettre en œuvre leurs Projets professionnels. Cette activité qui concernera une quarantaine d'OP sera lancée au début de l'année.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Formation des membres des OP dans les divers domaines liés au développement des filières et la gestion des partenariats	UGP/AT	03/2021

Adaptabilité des prestataires de services

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les prestataires de services sont familiarisés avec le financement FIDA et aucun problème n'est observé dans leur réactivité et réponses aux AO. Les seules études qui ont accusé un important retard sont celles relatives aux 5 périmètres (333 ha). Les marchés achevés ont été réalisés sans retard non justifié et quant aux travaux en cours les durées consommées sont proportionnelles aux taux d'avancement. Modérément satisfaisant.

Principaux problèmes

Le retard enregistré dans l'élaboration des études de la tranche 1 (333 ha) est important et la durée effective de l'élaboration est de 12 mois pour 4 mois des délais contractuels. Les 4 forages réalisés ont été creusés dans les délais contractuels. De même, l'installation des équipements de pompage de 2 forages (pompes, équipements hydromécaniques et armoires de commande) ont été réalisés dans les délais contractuels ; ces stations sont fonctionnelles.

La réalisation des ouvrages de recharge pour le lot 2 (6 unités) est presque achevée (90%) sans retard. Les travaux du lot 3 (5 ouvrages) ont connu plusieurs arrêts justifiés (plusieurs crues de l'oued Emzemzem, confinement) et le taux d'avancement est de 30%. Quant au lot 1 (9 ouvrages), le retard des travaux est très important et non justifié et le taux d'avancement est de 20%.

Malgré les différents avis du CRDA adressés à l'entrepreneur, celui-ci n'a pris aucune initiative pour redémarrer les travaux. La mission et l'arrondissement CES recommandent la résiliation de ce marché.

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les actions physiques du Projet s'intègrent dans la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles. En effet, la gestion rationnelle des ressources en eau des nappes résulte de la réhabilitation des PI (283 ha en cours d'exécution), du creusage de 5 forages de remplacement et de la réalisation des ouvrages de recharge (20 seuils et 2 lacs). Les plantations arboricoles en sec et les plantations pastorales contribuent à atténuer la pression sur les ressources végétales naturelles. Ces réalisations seront renforcées par d'autres déjà programmées et dont les travaux démarront en 2021. Modérément satisfaisant.

Principaux problèmes

La plupart des activités du projet sont axées sur la gestion rationnelle des ressources naturelles et ce \ tout en respectant les mesures environnementales (forages, périmètres irrigués, ouvrages de recharge, lacs collinaires, plantations arboricoles et pastorales, ...). Les études d'impact concernant les lacs collinaires ont été élaborées et celles concernant les UVs sont programmées.

L'exploitation des forages dans les périmètres irrigués sont confiées aux GDA selon les directives du CRDA (débits pompés, durées de pompage, ...). Ce dernier s'occupe du contrôle du niveau d'exploitation des nappes afin d'assurer une gestion durable des ressources en eau. La gestion et l'exploitation des lacs sont assurées par le CRDA (ouverture/fermeture des vannes de décharge, entretien, ...). La mission a proposé la réalisation des bassins en béton pour retenir les margines et maîtriser leur gestion.

La réhabilitation des infrastructures hydrauliques des PPI retenus, l'installation des systèmes d'économie d'eau à la parcelle (goutte à goutte) permettent la réduction des pertes d'eau causée par l'état vétuste de ces infrastructures et des systèmes traditionnels d'irrigation (séguis en terre). Les ouvrages de recharge prévus dans les lits des oueds (cours d'eau) contribuent à la recharge des nappes, à la maîtrise des eaux des crues et à la protection des parcelles agricoles productives. Les produits de taille des nouvelles plantations (arboricoles et pastorales) fourniront un complément d'aliment pour le cheptel durant les années de sécheresse.

Stratégie de retrait

Note: 3

Notation précédente: 3

Justification de la note

Lors de la mission de février 2020, il a été recommandé de mener une réflexion pour approfondir la vision de l'après projet, initiée lors de la conception. Or, les conditions du COVID-19, et la mise en place récente de l'AT, conjuguées au niveau actuel de mise en œuvre, n'étaient pas en faveur de la préparation de la stratégie de sortie. La réussite de la stratégie de sortie du projet reste tributaire de sa capacité à impliquer le secteur privé et les organisations de producteurs à travers les PA et les plateformes filières. Modérément insatisfaisant.

Principaux problèmes

A ce stade d'avancement aucune réflexion de stratégie de sortie n'a été initiée par le projet alors qu'une vision du projet après son achèvement semble nécessaire à initier dès maintenant et une stratégie de désengagement comprenant le désengagement de l'AT, l'identification des structures de prise en charge de l'entretien des infrastructures de base communes et le renforcement de leurs capacités, l'identification et le renforcement des capacités des structures paysannes qui prendront en charge la durabilité des actions de l'amont des filières et la gestion des unités de valorisation et de la gestion de l'eau.

Cependant, des structures administratives de relève sont en place pour la prise en charge de l'entretien des grandes infrastructures hydrauliques et d'accès, mais nécessitent des renforcements de capacités et des moyens humains et matériels mis à leur disposition.

Ainsi, dans la perspective du désengagement du projet, le PROFITS devra se concerter avec les autres partenaires, en particulier les organisations paysannes (GDA et SMSA), en vue de formaliser la stratégie de désengagement du projet, qui doit être accompagnée d'un plan d'actions pour: (i) s'assurer que toutes les activités et contrats en cours soient achevés convenablement; (ii) pouvoir vérifier et effectuer les éventuels travaux correctifs nécessaires avant la remise définitive des infrastructures; (iii) réaliser les dernières mesures de renforcement des capacités des bénéficiaires appelées à gérer des investissements collectifs; (iv) effectuer les remises officielles des infrastructures et actifs du projet en rappelant les engagements de chaque partie prenante; (v) établir avec les organisations d'appui aux GDA et SMSA un plan d'action pour consolider leur fonctionnalité; (vi) documenter avec précision toutes les activités menées et les résultats obtenus par le projet; et (vii) réaliser toutes les études de capitalisation et d'impact.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Stratégie de sortie Initier la préparation de la stratégie de sortie pour garantir la durabilité des acquis après achèvement du projet	UGP/AT	01/2021

Potentiel de reproduction à plus grande échelle

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le potentiel de mise à l'échelle du projet dépend avant tout du degré d'appropriation de la dynamique par les parties prenantes qui repose sur : (i) la sensibilisation et la mobilisation des acteurs autour d'une démarche concertée (Plateformes filières et CAF) ; et (ii) l'accompagnement des porteurs d'affaires, OPA et individus, dans la mise en œuvre de projets économiques viables et reproductibles (PA). Cette dynamique d'appropriation est à l'œuvre actuellement mais reste encore à renforcer, surtout suite à la mise en place de l'AT. Modérément satisfaisant

Principaux problèmes

La dynamique autour des filières dont les études sont en cours (02 achevées et réceptionnées et 02 achevées et non encore réceptionnées et 02 au stade d'édition du rapport définitif) a permis de renforcer la mise à l'échelle des processus initiés par le projet (organisation d'ateliers sur la question des PTF).

L'initiation de 55 PA dont 14 sont validés par la CTR témoigne d'un bon niveau d'appropriation et de maîtrise de la dynamique qui a donné lieu à l'organisation des ateliers participatifs de formulation des CAF. Les négociations sont en cours pour quatre projets de contractualisation entre les OPA et les communes notamment témoignent du renforcement de la dynamique de mise à l'échelle que connaît le projet.

Par ailleurs, et dans le cadre des activités nutritionnelles, le renforcement des cantines scolaires, et l'implication des GDA dans la fourniture des aliments de base aux écoles, est un processus en cours avec le PAM. C'est une opération à suivre de près et présente un potentiel de mise à l'échelle au niveau de la région et au niveau national.

c. Gestion du projet

Qualité de la gestion du projet

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

La mission note la motivation du personnel de l'UGP et les efforts déployés dans une zone socialement très fragile et difficile. La mise en place d'une AT conséquente depuis avril 2020, dans les domaines de gestion de projet, passation des marchés, suivi-évaluation, ciblage et genre, a nettement amélioré l'organisation interne et des fonctions de gestion et de suivi-évaluation, et a amélioré le rythme d'exécution du projet, malgré la nouvelle conjoncture sanitaire et de confinement causée par le COVID-19. D'ailleurs, près de 50% des engagements et des paiements cumulés ont eu lieu durant les trois premiers trimestres de 2020. Le niveau de coordination avec les différents partenaires mérite d'être encore amélioré. La fréquence des réunions statutaires de coordination a été nettement améliorée. Modérément satisfaisant

Principaux problèmes

Depuis la dernière mission de supervision en février 2020, la qualité de la gestion du projet s'est nettement améliorée grâce à la mise en place de l'AT, composée de 7 consultants, dont quatre installés au niveau de l'UGP à Siliana et trois conseillers technico-économiques affectés au niveau local pour appuyer les coordinateurs locaux à proximité des exploitants et des bénéficiaires du projet, et à la motivation du personnel de l'UGP et du CRDA. D'ailleurs, 74% des recommandations de la mission de février 2020 sont satisfaites, 23% sont en cours, et près de 50% des engagements et des paiements cumulés depuis le démarrage du projet ont eu lieu durant les trois premiers trimestres de 2020. Cependant, le COVID-19 et le confinement adopté par le Gouvernement durant la période de mars à juin 2020 ont impacté et ralenti le processus de passation des marchés et l'exécution des activités démarrées sur terrain. En ajoutant les prévisions réalistes du dernier trimestre 2020, le niveau d'exécution du PTBA-2020 serait à plus de 62%, malgré la conjoncture sanitaire contraignante.

Le niveau de coordination et organisation interne à l'UGP, avec les différents arrondissements techniques du CRDA et les coordinateurs locaux, s'est bien amélioré, alors que le suivi rapproché des conventions avec les partenaires mérite d'être renforcé, pour mettre en œuvre l'approche filière et intégrée prévue par la conception du projet.

La fréquence des réunions statutaires de coordination au niveau régional et local a été respectée en 2020, malgré la conjoncture du COVID-19, et des réunions à distance ont pu être organisées avec le FIDA et les structures centrales pour suivre l'avancement du projet, comme recommandé par la mission de février 2020.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Coordination entre UGP Renforcer le niveau de coordination avec les partenaires et veiller au respect d'une approche filière intégrée	UGP, Partenaires	

Gestion des savoirs

Note: 3

Notation précédente: 3

Justification de la note

Malgré son niveau d'avancement physique relativement faible, le projet a pu générer des premières leçons (voir la partie Leçons apprises ci-dessous) mais ces connaissances ne sont pas encore organisées, en attente du recrutement du spécialiste gestion des savoirs/communication. Il est recommandé que le projet développe un plan de gestion des connaissances, en connection avec le système de SE. Modérément insatisfaisant.

Principaux problèmes

En attente d'un.e agent.e dédié.e, aucune activité de gestion des connaissances et des savoirs n'a encore été initiée par le projet. PROFITS doit préparer des supports et outils pour générer et diffuser des connaissances, en l'occurrence, un site Web et des supports cartographiques pour digitaliser les réalisations sur terrain. Des initiatives sont déjà prises dans ce sens au travers de la convention avec le GIFruit qui va permettre prochainement l'élaboration de référentiels sous forme de guides et manuels technico-économiques pour la cerise, la pomme, la figue, la viande, le lait et les plantes aromatiques et médicinales.

La mission recommande la préparation d'un plan de gestion des savoirs et de communication qui devra :

- a) systématiser les systèmes d'apprentissage internes et créer des synergies avec le système de S&E;
- b) mettre en place un système de gestion de l'information, pour rendre les connaissances plus facilement accessibles,
- c) planifier la sortie et la publication de produits sélectionnés, en les différenciant par type d'audience et de support,
- d) soutenir la production de matériel multimédia de haute qualité sur le terrain (photos, vidéos, histoires), en mettant l'accent sur «l'aspect humain» du projet.

Les principales ressources en ligne du FIDA pour le KM: <https://ifadkmcentre.weebly.com>

et les communications (<https://ifadcomskit.weebly.com>) peuvent s'avérer utiles dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan.

Utilisation optimale des ressources

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le projet n'a pas mis en œuvre suffisamment de réalisations pour pouvoir mesurer ses effets. Une nouvelle analyse économique et financière réalisée pour la RMP permet d'envisager des résultats toujours positifs sous condition de l'obtention d'une extension de 18 mois dans la durée du projet, pour viabiliser la mise en place des investissements et accompagner leur mise en valeur. Dans le nouveau scénario présenté, le TRIE est à 15,2% (au lieu de 17% à la formulation). La baisse par rapport aux estimations est due au retard de mise en œuvre et à l'augmentation de certains coûts unitaires dont une justification détaillée est présentée en Annexe. Modérément insatisfaisant

Principaux problèmes

Un exercice d'évaluation de la rentabilité économique et financière lors de la Revue Mi-Parcours a été fait sur la base de la nouvelle planification budgétaire avec des résultats positifs dans le scénario de l'extension de 18 mois recommandée par la revue à mi-parcours. Les hypothèses et les données de base lors de la formulation du projet ont été révisées et actualisées suite aux dernières informations dans les PA formulés, les études-filières et les informations transmises par l'équipe du projet. Malheureusement, il n'y a pas encore eu des réalisations pour avoir des constats sur les effets. La mission a fait une séance de travail avec l'équipe du projet pour renforcer les capacités d'évaluation et suivi de la rentabilité financière des investissements. Diverses propositions ont été discutées et seront travaillées au sein du projet pour mettre en place des dispositifs de suivi. Sous l'approche filière, cela comprend l'identification des variables critiques qui affectent la rentabilité ainsi que l'évaluation semestrielle des principaux modèles pour permettre un pilotage stratégique et la prise en compte des mesures d'atténuation dans la mise en œuvre du projet.

A priori, les modèles financiers élaborés montrent des résultats positifs. Parmi les PA évalués, l'apiculture et l'unité de transformation du lait en fromage sont jugées comme les activités les plus rentables.

Concernant les coûts totaux du projet, une proposition de replanification budgétaire et d'utilisation des reliquats a été élaborée par l'équipe du projet et révisée par la mission. Les coûts unitaires, quantités et calendrier ont été ajustés et un nouveau tableau des coûts actualisé sous le format COSTAB a été fourni au Projet pour appuyer la planification et la mise en œuvre du PTBA 2021. Cette actualisation a été faite sur l'hypothèse d'une extension de 18 mois et suite à l'exercice de révision, il n'y aurait pas besoin de réallocation dans les catégories de financement. Les tableaux COSTAB sont annexés.

En parallèle, une analyse des coûts unitaires comparées dans le DCP et la RMP a été faite et les principaux écarts sont identifiés dans les coûts des abattoirs, les réseaux et ouvrages de génie civil, les travaux sur les périmètres d'épandage et l

l'unité de valorisation d'huile d'olive bio. Les justifications suivantes ont été identifiées : (i) sous-estimation lors de la formulation, (ii) redimensionnement de la capacité de l'unité de valorisation d'huile bio, (iii) reformulation du génie civil sur la base de la prise en compte des exigences techniques imposées par l'importance des ouvrages de prétraitement des eaux usées des 2 abattoirs, qui doivent recueillir l'accord de l'ANPE, (iv) augmentation des prix suite à la dévaluation du dinar et la diminution du nombre de fournisseurs potentiels et (v) coût dégagé dans le cas des périmètres d'épandage sur la base de l'étude technique élaborée en concertation avec les bénéficiaires (travaux importants de terrassement, ouvrages de dérivation, canaux d'épandage).

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Fiche techno-économique par spéculation pour faire le suivi des revenus et de la rentabilité moyenne des plantations Préparer avec les CRDA une fiche techno-économique par spéculation pour faire le suivi des revenus et de la rentabilité moyenne des plantations ce qui permettra de faire le suivi des Indicateurs-clé pour mesurer la rentabilité et prendre les mesures nécessaires dans le pilotage du projet. Cela sera fait sur la base des études filières et l'analyse économique et financière de la RMP	UGP	01/2021
Evaluation détaillée des besoins des UV en termes des coûts d'entretien et mécanismes de financement Faire une évaluation détaillée des besoins des UV en termes des coûts d'entretien et mécanismes de financement, à réaliser avant exécution des travaux	UGP	11/2021
Inclure dans les PA des indicateurs de performance Inclure dans les PA des indicateurs de performance qui vont être suivis, reportés et évalués lors de la mise en œuvre et à l'achèvement	UGP	12/2021

Cohérence entre le PTBA et les activités menées

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les actions mises en œuvre en 2020 sont cohérentes avec le PTBA, objet de la non-objection du FIDA. Le niveau de mise en œuvre est de l'ordre de 44%, et sera de l'ordre de 62% à la fin de l'année. L'exécution physique et financière des activités a été ralentie en 2020, malgré les efforts déployés par les équipes du projet et l'AT, essentiellement, à cause des conditions actuelles causées par la pandémie du COVID-19. Ils peuvent être rattrapés avec le temps pour atteindre les objectifs du projet, en déployant plus d'effort, et adaptation au COVID-19, de la part des structures de gestion et des partenaires. La cohérence entre le PTBA et son exécution est modérément satisfaisante.

Évaluation du PTBA

Le PTBA-2020 a été remis au FIDA dans les échéances contractuelles et a fait l'objet de NO en janvier 2020. Il a été révisée en juin 2020 pour un budget global de 21,6 MD en engagement (81% sur les ressources du FIDA) et 8,9 MD en paiement, dont 73% sur les ressources du FIDA. Les principales activités prévues ont concerné, essentiellement, i) la mise en place de l'AT, ii) la préparation des études des filières, des PA et des études technico-économiques des unités de valorisation et de transformation des produits, iii) la plantation arboricole, iv) la contractualisation des partenaires, v) la réhabilitation de l'abattoir de Makthar, vi) la réhabilitation des PI et d'épandage, et vii) la réalisation des pistes d'accès.

PROFITS, a accusé des retards dans sa mise en œuvre, et 2020, espérée comme une année de croisière et de récupération partielle des retards constatés lors des missions antérieures, a été perturbée par la conjoncture sanitaire. Plus de 3 mois de confinement total ont paralysé le travail de l'administration et des commissions des marchés, ont freiné les chantiers initiés sur terrain, et ont retardé la prise de fonction de l'assistance technique.

Globalement, les activités initiées et mises en œuvre en 2020, sont en cohérence avec le PTBA approuvé, et le processus de passation des marchés a été initié pour 26 marchés (50%), dont 14 ont été contractés, soit 27% des prévisions.

Après écoulement de 75% de la durée de l'année, et malgré l'effet conjoncturel du COVID-19, le budget global contracté en 2020 est de l'ordre de 9,5 MDT, soit 44% des prévisions du PTBA. Tenant compte des activités avancées dans le processus de passation des marchés, les engagements atteindront 62% des prévisions. Le montant total payé est de 3,4 MD soit 38% des prévisions en paiement. Compte tenu des facturations en cours, le niveau de paiement sera de 7,6 MD en fin décembre 2020, soit 84% des prévisions en paiement.

En termes de réalisations physiques, en 2020, (i) sept assistants techniques ont été mis en place au sein de l'UGP dans les domaines de gestion de projet, de suivi-évaluation, ciblage, passation des marchés et conseillers technico-économique et de

gestion, (ii) 333 ha de réhabilitation des périmètres irrigués et 20 ouvrages de CES démarrés.

La mission recommande la révision du PTBA-2020, sur la base du niveau actuel d'exécution et de la capacité réelles des structures de gestion et de soumettre le PTBA-2021 dans les meilleurs délais.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Révision PTBA-2020 Mettre à jour le PTBA-2020 et le soumettre au FIDA pour NO	UGP	11/2020
PTBA-2021 Préparer et soumettre le PTBA-2021 au FIDA pour NO	UGP	11/2020

Performance du système de suivi-évaluation

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Un nouveau responsable a été recruté sous le contrat d'AT pour le suivi-évaluation en août 2020 suite au départ de la personne affectée initialement à ce poste. La mission a pu constater que le système de collecte de l'information et sa transmission du niveau local au régional s'est amélioré. Une base de données sur Excel a été mise en place pour permettre le suivi des bénéficiaires au niveau de toutes les activités des filières, en particulier pour le suivi des OP et des PA. Le système national INJEZ mis en place au niveau du Ministère de l'agriculture permet de suivre l'avancement financier et physique du projet mais ne couvre pas encore tous les indicateurs du cadre logique. Modérément satisfaisant

Évaluation du système de suivi-évaluation

Le projet dispose d'un Plan de suivi et d'un manuel pour le SE préparé lors du démarrage du projet qui comprend des Fiches de suivi pour les principales activités du projet. Le projet a commencé à mettre en place une base de données sur Excel au fur et à mesure des besoins et de l'avancement de la mise en œuvre du projet. Les résultats du projet par rapport aux principaux indicateurs de performance sont utilisés dans le cadre des rapports d'avancement périodiques et lors de la tenue de réunions et d'ateliers organisés pour différentes finalités. La collecte des informations pour les réalisations physiques est effectuée par les Arrondissements techniques du CRDA au niveau des antennes du Projet. Le suivi des bénéficiaires se fait sur la base des listes des adhérents des organisations de producteurs et d'éleveurs (GDA et SMSA) et des bénéficiaires des AGR/PME et ménages bénéficiaires des infrastructures financées par le projet. Les données recueillies sont désagrégées par genre.

La base de données nécessite d'être affinée en incluant des informations supplémentaires sur l'âge des bénéficiaires afin de permettre une estimation de la participation des jeunes dans toutes les activités et de la portée globale du projet sur la population jeune ciblée. La mission a apporté des clarifications sur les définitions des indicateurs de base du FIDA, et en particulier sur les indicateurs de portée, et sur la méthodologie adoptée pour le calcul des bénéficiaires directs. Il a été convenu de rectifier les cibles pour les bénéficiaires directs du projet en estimant qu'au moins 2 personnes par ménage bénéficieront directement des services ou infrastructures du projet, ce qui correspond à une cible finale de 28.000 bénéficiaires directes pour 14.000 ménages ciblés par le Projet. La cible initiale fixée pour le nombre de ménages reste inchangée. La cible pour les femmes est maintenue à 30% et pour les jeunes à 20%. Les cibles de certains indicateurs de produits ont été revues sur la base de la pertinence de certaines activités plus demandées par la population, du contenu des plans d'affaire préparés, et de certains coûts unitaires jugés sous-estimés, surtout des UV et des abattoirs.

Le Projet a également établi un suivi participatif des PA par les OP dès la tenue des leurs ateliers de démarrage lors de la validation des PA et un cycle de formation doit suivre ces ateliers. Cette activité nécessite un suivi renforcé de la part de l'UGP et il est nécessaire de développer un tableau de bord avec les indicateurs clé pour le suivi de ces PA par les groupements.

Les activités de nutrition, ont été délégué au PAM dans le cadre d'une convention signée avec le projet. Une étude de référence va être lancée prochainement auprès des ménages ciblés dans le cadre du programme de sensibilisation scolaire (812 élèves au total). Le FIDA avait déjà revu les TdR et le questionnaire de l'enquête avec le PAM.

Suivi des indicateurs d'effets : En raison du retard dans le démarrage des activités, l'enquête auprès un échantillon des bénéficiaires sur les effets du projet qui aurait dû avoir lieu à la mi-parcours a été reportée à l'année prochaine. La mission a partagé les nouvelles Directives du FIDA pour la mesure des indicateurs de base d'effets et a illustré la méthodologie et les principales étapes à suivre pour la préparation de l'enquête. La programmation de cette enquête d'effets fin 2021 ou sur 2022 sera décidée en fonction de la décision prise sur la prorogation du projet et de l'avancement des activités sur le terrain. Les termes de références de l'enquête et la proposition de questionnaires devront être partagés avec le FIDA pour non-objection avant le lancement de l'enquête.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Base de données Compléter la saisie des listes des membres des organisations de producteurs et affiner le suivi des bénéficiaires pour toutes les activités du projet en incluant systématiquement les informations sur l'âge	UGP/SE	12/2020
Indicateurs d'effets Etablir un suivi sur un échantillon limité de bénéficiaires avec l'aide des arrondissements techniques sur les indicateurs d'effets tels que l'augmentation des rendements des productions par filière	UGP/Arrondissements techniques	12/2020
Suivi des Plans d'affaires Renforcer l'appui aux GDA pour le suivi des PA et établir un tableau de bord pour le suivi des indicateurs clé qui sera utilisé dès la validation des PA	UGP/GDA	12/2020
Enquête d'effets Préparer les TdR et le questionnaire pour l'enquête d'effets selon la méthodologie FIDA pour les IBRE partagée par la mission et soumettre au FIDA pour revue et non objection	UGP/FIDA	09/2021

Exigences des normes sociales, environnementales et climatiques

Note: 4

Justification de la note

Le projet est fondé sur une approche de développement de filières inclusives impliquant activement acteurs publics et privés au niveau des différents maillons. En effet, le projet est aligné au cadre stratégique du FIDA et contribue à une transformation rurale inclusive et durable à travers une augmentation des capacités productives des ruraux pauvres dans les filières sélectionnées tout en promouvant un renforcement de la durabilité environnementale et de la résilience au climat. Les évaluations d'impacts environnementaux et sociaux pour les infrastructures sont en place et ont été partagés avec la mission. Néanmoins, certains mécanismes de procédures sociales doivent encore être renforcés (p.ex. plan d'action Genre) et des études sont toujours en attente (p.ex. étude hydrogéologique). Modérément satisfaisant

Évaluation des PESEC

En accord avec la politique du FIDA, le projet adopte une stratégie de ciblage qui vise les populations les plus pauvres : petits agriculteurs et éleveurs, population sans terre, femmes et jeunes. Le projet a développé une stratégie de ciblage mais il manque encore d'approche systématique dans certaines activités. Un plan d'action Genre devrait être préparé avec le soutien du FIDA (voir section Genre). De plus, Un mécanisme de règlement des griefs doit être en place pour les personnes ou communautés qui estiment ou pourraient être lésées par un projet/programme financé par le FIDA ou que les politiques sociales et environnementales du FIDA et les aspects obligatoires du PESEC ne sont pas respectés. Les ruraux doivent également être conscients de cette possibilité. Il est recommandé que PROFITS énonce clairement le mécanisme dans son manuel de mise en œuvre du projet et en informe les gens lors des campagnes de sensibilisation.

Selon la note SECAP, les risques environnementaux sont limités par la nature intégrée du projet: (i) Surutilisation de produits phytosanitaires; (ii) Pollution par les productions agro-alimentaires (déchets non-traités, effluents d'eau usées et émissions atmosphérique) ; (iii) Pression sur les ressources hydriques; (iv) Risques liés à la réalisation des ouvrages d'eau.

Afin de réduire ces impacts, la mission a réitéré et révisé certains points importants. La mission a introduit des unités de traitement des eaux usées aux abattoirs ainsi que des bassins de rétentions aux infrastructures des UV huileries. Par ailleurs, la mission recommande de mettre en place des visites d'échanges pour le bon traitement des margines et l'utilisation raisonnée en champs comme intrant ce qui, avec les formations des agriculteurs, aura également comme effet de diminuer l'utilisation des intrants chimiques. Ceci viendra renforcer la stratégie du FIDA en matière de gestion des savoirs qui est basée, entre autres, sur le renforcement des processus de partage du savoir et de l'apprentissage.

La mission a maintenu et réitéré l'importance de l'étude hydrogéologique et de recharge des nappes pour prendre en compte les recommandations de la SECAP. L'élaboration de l'étude hydrogéologique ainsi que l'inventaire des points d'eau serviront à établir un bilan de la situation de l'exploitation des nappes phréatiques et profondes surexploitées dans le périmètre d'intervention du projet. Cette étude doit se baser sur les données récoltées par le réseau de piézomètres déjà en place et complémenté par le projet. La réalisation d'ouvrages de recharge pourra éventuellement être révisée sur base de cette étude afin d'avoir un impact dans les périmètres à nappes surexploitées pour retenir un volume d'eau susceptible d'alimenter ces

nappes et dans tous les cas informer les projets hydrogéologiques futurs dans la région. Ces ouvrages assureront ainsi une meilleure résilience par rapport au changement climatique à travers la valorisation maximale des eaux de ruissellement dont le régime hydrologique est irrégulier.

Enfin, le projet garantit la mise en place d'évaluation environnementale et sociale systématique pour les ouvrages. L'étude vise à garantir que le projet inclut les principes et les pratiques de gestion environnementale et sociale durables en conformité avec les politiques de sauvegarde internationale et les politiques et lois environnementales de l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE), ceci afin d'assurer que la réalisation n'ait pas d'impacts environnementaux et/ou sociaux délétères. La démarche méthodologique repose sur une approche participative impliquant toutes les parties prenantes du projet et établit une carte des contraintes qui identifie les impacts positifs et négatifs ainsi que mesures d'atténuation des impacts négatifs.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Mécanisme de règlement des griefs Enoncer clairement le mécanisme dans le manuel de mise en œuvre du projet et en informer les gens lors des campagnes de sensibilisation	UGP	12/2020

d. Gestion et exécution financière

Taux de décaissement acceptable	Note: 2.0	Notation précédente: 2
--	------------------	-------------------------------

Justification de la note

Le Projet entame sa quatrième année depuis sa mise en œuvre en juin 2017 et son taux de décaissement global est de 16.6%. Il est à noter que des paiements ont été effectués à partir du compte désigné et non encore décaissés pour un montant de 0.15 MEUR. Une fois ces paiements soumis au FIDA, le taux de décaissement sur le prêt passera à 16.72%. Ce faible taux de décaissement est principalement expliqué par les retards constatés au niveau du démarrage des activités de la composantes 1 et 2.

Principaux problèmes

1. Les décaissements cumulés sur le prêt FIDA s'élèvent, au 30 septembre 2020, à 3.463MEUR (16,03%). Les décaissements sur le don s'élèvent à la même date à 0.205MEUR (44,61%). En 2020, il y a eu trois DRF sur le prêt portant sur un montant de 1.026MEUR et une DRF sur le don. La mission note qu'en ce qui concerne le don, le compte désigné est inactif depuis le mois de juin 2020. En ce qui concerne le prêt, les décaissements réalisés portent principalement sur la composante Promotion et valorisation des filières pour 0.6 MEUR et à hauteur de 0.6 MEUR en ce qui concerne la composante Création des conditions favorables pour le développement des filières
2. Le solde des CD ouverts à la BCT, au 30 septembre 2020, s'élève à 2.051.732 EUR, détaillé comme suit : CD du prêt FIDA : 1.851.732 EUR et CD du don FIDA : 200.000EUR.
3. Compte tenu des décaissements prévisionnels au niveau du plan de décaissement, il est prévu que le Projet réalise des paiements à hauteur de 3.2 MTND (équivalent à 1 MEUR) sur le prêt et à hauteur de 0.18 MTND (équivalent à 0.06 MEUR) sur le don d'ici la fin de l'année. Compte tenu du solde actuel disponible sur le compte désigné, le projet dispose des fonds nécessaires pour honorer l'ensemble des paiements prévus d'ici la fin de l'année.
4. La mission note que le gouvernement tunisien a soumis une demande de réallocation des fonds du projet sur le prêt, qui a été acceptée par le FIDA en avril 2020, ayant permis de transférer 1.4 MEUR non alloués vers la catégorie dons et subventions.

Aspects fiduciaires

Qualité de la gestion financière	Note: 4	Notation précédente: 4
---	----------------	-------------------------------

Justification de la note

La mission estime que la Gestion Financière du projet est restée stable caractérisée par (i) une bonne maîtrise des procédures FIDA par l'équipe en charge de la Gestion Financière, (ii) la tenue de tableaux de suivi de l'avancement financier aussi bien par catégorie que par composante et par source de financement, de la mise à jour du tableau de suivi de l'exécution du PTBA ainsi que (iii) la tenue d'un registre des actifs acquis avec les fonds du projet, qui constituent les points forts des arrangements de Gestion Financière. Cette bonne performance est en revanche entachée par (i) le faible niveau d'exécution budgétaire, (ii) la longueur de la procédure d'ouverture des crédits par le Ministère des finances et (iii) la persistance de certaines incohérences au niveau de l'outil Injez.

Principaux problèmes

1. **Equipe du Projet.** La gestion fiduciaire du Projet est assurée par un Responsable en Gestion Financière (RGF) dédiée intégralement au projet et ayant une grande expérience sur les projets financés par les bailleurs de fonds. Elle était à ce

- titre RGF du projet PIDAI1 financé par le FIDA et de plusieurs autres projets financés par d'autres bailleurs de fonds.
2. **Budgétisation.** Le PTBA présente séparément les prévisions d'engagements et celles en termes de paiement. Le PTBA 2020 a prévu des engagements totaux au titre de l'année 2020 d'un montant de 21.7 MTND (équivalent à 7 MEUR) et des paiements totaux à hauteur de 8.8 MTND (équivalent à 2.8 MEUR). A la date de la mission, le projet a engagé au titre de l'année 2020, 9.4 MTND (équivalent à 3 MEUR) soit un taux d'exécution en terme d'engagement de 43.5% et a payé un total de 3.4 MTND (équivalent à 1.1 MEUR) soit un taux d'exécution en terme de paiement de 38.6%. L'exécution budgétaire reste faible à ce stade de l'année, et a été impactée par la pandémie de COVID 19. La Mission a rappelé au projet que l'accord de financement prévoit la soumission du PTBA 2021 au plus tard le 31 octobre 2020.
 3. **Organisation, système comptable et rapports financiers.** La RGF enregistre les engagements et paiements sur Excel. Les états financiers (EF) 2019 sont établis à partir d'Excel et non du logiciel INJEZ. La mission rappelle que « Excel » n'est pas un logiciel comptable permettant de produire une information financière fiable. Il convient alors de former la RGF sur le système INJEZ. Une telle recommandation a été convenue à l'issue des trois précédentes missions de supervision mais reste toujours sans suite. Le suivi dans cet outil est assuré par le responsable suivi évaluation. La mission a noté certaines incohérences au niveau des états de restitution, et a tenu une réunion avec le Centre National Informatique qui s'est engagé à identifier l'origine des incohérence et les résoudre. La mission recommande d'assurer la formation nécessaire à la RGF dans les meilleurs délais. Par ailleurs, la mission a noté que le projet ne soumet par au FIDA semestriellement les rapports financiers intérimaires (RFI) tel que prévu par la lettre à l'emprunteur et a partagé avec le projet les directives FIDA en matière de reporting financier et d'audit. La mission invite le projet à soumettre le RFI dans les délais prévus par la lettre à l'emprunteur.
 4. **Contrôle interne.** Le projet dispose d'un Manuel Opérationnel non objecté par le FIDA. Le système de contrôle interne, notamment en ce qui concerne l'ordonnancement des paiements repose sur les procédures nationales et est considéré satisfaisant.
 5. **Revue de relevés de dépenses.** L'examen d'un échantillon de paiements sur la DRF numéro 5 et 6 sur le prêt et la DRF numéro 3 sur le don n'ont pas relevé d'observations particulières à part la longueur de la procédure d'ouverture des crédits par le Ministère des finances pour le paiement de la quote-part de l'Etat (généralement le montant de la TVA ou autres type de taxes). La mission invite également le projet à joindre à la documentation justificative la preuve de réalisation des missions de formation à l'étranger.
 6. **Actualisation du coût du projet.** La mission a revu avec le projet le niveau des engagements exprimés en dinars tunisien. Lors de la conception du projet, les montants alloués aux prêts et dons FIDA étaient respectivement de 56 MTND et 1 MTND sur la base d'un taux de change de 1 EUR égal à 2.6 TND, la mission a déterminé que les montants totaux alloués aux prêt et don FIDA, pourraient être ramenés à respectivement 68 MTND et 1.4 MTND compte tenu des paiements cumulés réalisés à ce jour d'une valeur de 15.9 MTND équivalent à 5 MEUR et du taux de change attendu estimé à 1 EUR égal à 3.1 TND.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements. Accélérer les procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements. Mise à jour mission octobre 2020 : Les crédits d'engagement ne posent pas de soucis, les crédits de paiement enregistrent des retards de délégation.	UGP, CRDA, UCC et Ministère des finances	11/2020
Etats de rapprochement bancaires Etablir des états de rapprochement bancaires mensuels et les soumettre à la signature du coordinateur du projet. Mise à jour mission octobre 2020 : Les états de rapprochement bancaire ne sont toujours pas établis de façon systématique. Avec la mise en oeuvre de l'outil Injez, le projet devrait être en mesure de les éditer mensuellement.	UGP	12/2020

Qualité et ponctualité des audits

Note: 3

Notation précédente: 3

Justification de la note

Le rapport d'audit a été soumis avec un retard de 4 mois et demi

Principaux problèmes

L'audit a été jugé modérément insatisfaisant car le rapport d'audit et la lettre de recommandations ont été reçus le 19/11/2019, près de cinq mois après la date limite de soumission. L'audit a été effectué par le Contrôle Général des Finances (CGF) conformément aux normes d'audit généralement admises / Normes Internationales d'Audit.

Les auditeurs ont exprimé une opinion sans réserve sur les états financiers et sur les comptes spéciaux mais n'ont pas été en mesure de se prononcer sur les dépenses relatives aux salaires à charge du budget de l'Etat tunisien, faute de pièces justificatives. La lettre des recommandations a révélé des faiblesses importantes dans les contrôles internes concernant le

processus de passation des marchés. La qualité et l'utilité des états financiers audités et des notes y afférentes ainsi que du rapport d'audit pourraient être améliorées en adoptant des normes internationalement acceptables telles que la comptabilité de caisse IPSAS pour la préparation des états financiers des projets, conformément au manuel du FIDA de 2018 sur l'information financière et l'audit.

Fonds de contrepartie

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La disponibilité des fonds de contre-partie nationale ne pose pas de problème en termes d'engagement, toutefois, la longueur de la procédure d'ouverture des crédits de paiements par le Ministère des Finances a engendré des retards de paiement importants sur la contrepartie

Principaux problèmes

1. La contrepartie de l'Etat sous forme de droits et taxes est engagée à temps mais payée avec des retards conséquents. La contrepartie sous forme de prise en charge des salaires et indemnités du personnel affecté au projet est décaissée sans délais indus
2. Au cours de l'année 2020, le montant total des paiements réalisés sur le budget de l'état s'élèvent à 0.3 MTND (équivalent à 0.1 MEUR). Compte tenu du montant qui était prévu dans le PTBA 2020, et au vu de la réalisation globale du PTBA 2020, ce montant aurait dû atteindre 0.6 MTND (équivalent à 0.2 MEUR).
3. La mission invite le projet à accélérer le déblocage des paiements dus sur le budget de l'état et éviter tout retard dans le déblocage des paiements, qui pourraient pénaliser la réalisation de certaines activités sur terrain. La mission invite également le projet à maintenir à jour le tableau de valorisation de la contribution en nature de l'état et des bénéficiaires.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Maintenir à jour le suivi de la contribution en nature de l'état et des bénéficiaires Le projet devrait mettre à jour mensuellement le tableau de valorisation de la contribution des bénéficiaires ainsi que la contribution en nature du gouvernement	UGP	10/2020
Procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements. Accélérer les procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements. Mise à jour mission octobre 2020 : Les crédits d'engagement ne posent pas de soucis, les crédits de paiement enregistrent des retards de délégation.	UGP, CRDA, UCC et Ministère des finances	11/2020

Conformité avec les clauses des prêts

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Les dispositions de l'Accord de financement sont respectées dans leur globalité à l'exception de l'obligation suivante : (i) soumettre les différents rapports financiers prévus selon les délais prévus dans l'accord de financement. Satisfaisant.

Évaluation de la passation des marchés

Passation des marchés

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

La planification, le processus, les procédures et systèmes appliqués durant le lancement et évaluation des marchés et la gestion des contrats se sont améliorés avec le renforcement de l'équipe par le responsable en PM mais présentent encore des lacunes et des incohérences qui ont un impact limité sur la mise en œuvre et la performance du projet. La mise en œuvre du plan de formation pour le volet Planification de la passation des Marchés est nécessaire. La planification présente le plus de lacunes. Le nouveau format PPM doit être utilisé avec des prévisions qui tiennent compte d'un découpage des tâches de toutes les parties intervenantes dans le processus. Il est à souligner que l'effet COVID 19 a impacté le processus de certains marchés déclarés infructueux. Modérément satisfaisant.

Évaluation de la passation des marchés

Ressources Humaines : Parmi l'équipe d'AT, un responsable Passation des Marchés à plein temps a rejoint l'UGP en mois

d'Avril 2020, avec plus de 20 ans d'expérience en la matière sur des projets financés par des bailleurs de fonds et par le budget de l'Etat. L'examen des activités et dossiers de passation des marchés a révélé ce qui suit:

Planification des Marchés. Plan de Passation des Marchés (PPM): Le PPM de 2020 a été approuvé par le FIDA le 30 janvier 2020 puis actualisé après la mission de supervision de février 2020, soumis au FIDA et non objecté le 30 juin 2020. Le PPM de 2020 comprenait 29 dossiers (33 lots) pour les Biens et les Travaux et 26 dossiers (31 lots) pour les Services. 34 contrats ont été signés avec une valeur totale de 8,915,211.786 DT représentant 43 % de la valeur des contrats prévus. 5 marchés sont, ou bien en cours de signature ou évalués et à transférer aux commissions des marchés pour le contrôle d'une valeur de 979,494.000 ce qui va ramener la valeur totale à 9,894,705.786 représentant 48 % des prévisions.

Le projet s'est engagé à utiliser le nouveau modèle du PPM fourni par le FIDA le plus rapidement possible, et dès la première mise à jour du PPM à soumettre pour Non Objection.

La planification doit tenir compte d'un découpage des tâches de toutes les parties intervenantes dans le processus (Directions concernées, Soumissionnaires, Commissions d'ouverture, d'évaluation, du contrôle ...) et des liens des actions les unes avec les autres ; par exemple les études de faisabilité doivent être planifiées suffisamment avant les marchés de construction et des acquisitions y afférant tout en étudiant la marge de risque qui pourrait impacter un marché.

Processus et procédures de la pré-qualification à la soumission des offres. L'étape de la préparation de la liste restreinte a été recommandée lors de la mission précédente et le projet l'a appliquée pour la mission de Maîtrise d'œuvre des travaux.

Processus et procédures d'évaluation et d'attribution de contrat Les procédures d'évaluation sont effectuées en conformité avec celles définies dans les DAO. Toutefois, l'examen a révélé certains retards constatés notamment au niveau de l'évaluation : exemple du marché de Travaux de réhabilitation de 04 PI sur 345 ha (ouverture des plis le 18 oct 2019 et signature du rapport d'évaluation le 6 avril 2020 seulement).

L'UGP a pris en considération la recommandation de mentionner dans les DAO, le droit du FIDA de procéder à la revue du processus d'appel d'offres, d'attribution et d'exécution du contrat conformément à la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

Gestion et Administration des Contrats. L'administration des contrats se fait au niveau des arrondissements techniques. La réception des études, biens et travaux se fait par des comités spécialisés. Les formats de contrat sont cohérents avec les documents de soumission, et le registre des contrats préparé par l'UGP est en ordre et conforme au modèle fourni.

Conservation des dossiers. Faute de déplacement sur place pour vérifier la conservation des dossiers mais sur la base de l'échantillon, l'UGP tient tous les documents liés aux processus des passations des marchés en ordre.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Planification des actions et l'harmonisation entre le PPM et le PTBA Améliorer la planification des actions et l'harmonisation entre le PPM et le PTBA	FIDA/UGP/CRDA	11/2020
Manuel sur le volet PM Réviser le Manuel sur le volet PM pour détailler certains points objet des recommandations des missions de supervision et simplifier les procédures notamment sur: - l'exigence d'effectuer la présélection et la négociation pour les services de consultants - la simplification des procédures pour les marchés de faibles seuils	FIDA/UGP/CRDA	12/2020
Nouveau format du PPM du FIDA Utiliser le nouveau format du PPM du FIDA / / mesure immédiate et continue	UGP	
Approbation officielle Veillez à l'existence d'une demande d'approbation officielle qui lance le processus de chaque marché / mesure immédiate et continue	UGP	

e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

Probabilité d'atteindre l'objectif de développement

Note: 3.85

Notation précédente: 3.0

F. Pertinence

Pertinence

Note: 5

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le projet est conçu pour soutenir une population rurale vivant dans des conditions socio-économiques précaires par la valorisation des potentialités agricoles importantes de la zone d'intervention et la création d'opportunités d'emploi. L'approche filière reste pertinente pour répondre aux besoins des petits producteurs, des OPA, et des PME. PROFITS améliore les facteurs de production (notamment l'accès au foncier et aux ressources en eau), soutient l'émergence d'initiatives économiques rentables (PAs) et encourage l'organisation durable des acteurs (GDA, SMSA) et la recherche de solutions collectives (Plateformes Filières et CAF). L'engagement politique pour l'exécution des abattoirs et la mise en place des UV confortent la pertinence du projet. Satisfaisant.

Principaux problèmes

L'examen à mi-parcours a confirmé la pertinence des objectifs et des activités prévues pour les atteindre. Aussi bien l'engagement du Gouvernement que la motivation des structures de gestion et des organisations paysannes des bénéficiaires confirment la pertinence du projet et de ses orientations.

Les 2 abattoirs qui posaient question lors de la dernière mission de supervision ont été confirmés dans leur pertinence dans la mesure où la décision politique a été prise de les intégrer dans le plan régional par arrêté du Gouverneur.

L'approche de préparation des PA avec les OP permet de répondre aux besoins identifiés par les petits porteurs d'affaires eux-mêmes et assure la faisabilité de leurs projets grâce à un accompagnement technico-économique de proximité. La cohérence de cette démarche pertinente pour renforcer l'inclusion des petits producteurs dans les filières locales sera renforcée par les ressources additionnelles mobilisées dans le cadre des conventions avec les partenaires techniques (en particulier GIFruits, IO, AVFA).

L'approche filière reste pertinente, mais mérite d'être renforcée avec la présence de l'AT et les échanges avec les expériences similaires en cours par d'autres partenaires techniques et financiers en Tunisie. La mise en place et la durabilité de Plateformes filières reste un enjeu fort de la pertinence de la conception.

Actions	Responsibility	Deadline	Status
Renforcer l'approche filière avec la mise en place de plateformes pour renforcer la pertinence du projet	UGP/AT/Partenaires	En continu	Approuvée
Structurer l'action d'appui et d'encadrement de l'AT et des partenaires institutionnels au service des plateformes filières (PTF)	UGP/AT/Partenaires	En continu	Approuvée

G. Modification du projet

Responsabilité	Type de modification	Description
Projet	Cadre logique	<p>Les cibles de Portée 1. No de personnes bénéficiant (directement) des services promus/appuyés par le projet ont été modifiées pour tenir compte de la réalité sur le terrain, de l'enquête de référence et du mode de calcul adopté par le FIDA. Il a été estimé qu'au moins 2 personnes par ménage bénéficieront directement, ce qui correspond à une cible finale de 28.000 bénéficiaires. La cible pour les femmes est maintenue à 30% et pour les jeunes à 20%.</p> <p>Les cibles de certains indicateurs d'effets et de produits ont été revues sur la base de la pertinence des activités demandées par la population, du contenu des plans d'affaire, et des coûts révisés. Les cibles manquantes pour femmes et jeunes ont été ajoutées. De plus, un nouvel indicateur de base relatif au changement climatique 3.1.4 a été ajouté.</p>

Responsabilité	Type de modification	Changements apportés		Description des cibles				
		Ligne		Indicateur	Valeur			Commentaire
			No code		cible conception		Cible révisée RMP	
					RMP	Finale	RMP	Finale
			1	1. Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet				
		10		Femmes - Nombre	13625	27500	4200	On a supposé 2 bénéficiaires par ménage donc au total on aura 28 milles bénéficiaires (14 mille x 2) dont 70% d'hommes(19600) et 30% de femmes (8400) et 20% de jeunes (5600) ainsi le reste "autre que jeunes" (28000 - 5600= 22400). On rappelle que le PROFITS a affiché comme objectifs d'atteindre 30% de femmes et 20% parmi les bénéficiaires.
		11		Hommes - Nombre	13625	27500	9800	
		12		Jeunes - Nombre	350	700	2800	
		13		Personnes autres que les jeunes - Nombre	26900	54300	11200	
		14		No total de pers. Bénéficiant des services du projet	27250	55000	14000	
		20	2.2.1	2.2.1 Emplois nouveaux créés				
		21		Bénéficiaire du travail - hommes - Nombre	235	500	427	On a prévu d'élaborer et de mettre en œuvre 75 PA et 25 PME; Ainsi les 75 plans d'affaires x 20 bénéficiaires (en moyenne) + 25 PME, le tout x 80% de réussite = 1220 postes d'emploi créés. Les hommes représentent 70%, les femmes 30% et les jeunes 20%
		22		Emplois nouveaux - Nombre	250	1000	610	
		22		Bénéficiaire du travail - femmes - Nombre	125	500	183	
		23		Bénéficiaire du travail - jeunes - Nombre	125	500	122	
							244	

Responsabilité	Type de modification	24		Bénéficiaire du travail - personnes autres que les jeunes - Nombre	125	Description	500	488	976	
			2.2.6	2.2.6 Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés et aux installations de transformation et de stockage						
		37		Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés - Nombre	120	540	290	580	Les 5 km en cours d'aménagement ont fait bénéficier 194 ménages et les 30 km feront bénéficier 1160 ménages dont 50% estimés doublants, Donc on retient 580 ménages comme valeur cible	
		38		Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de transformation - Nombre	120	540	290	580		
		39		Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de stockage - Nombre	120	540	290	580		
		45		Plans d'affaires - Nombre	40	120	40	150	On a retenu dans le COSTAB: 75 PA, 25 PME, 40 projets professionnels et 10 plans de services agricoles = 150	
		75	Pol.2	Pol.2 Nombre de plateformes opérationnelles multi-acteurs appuyées	2	5	0	3		
		85		Conseillers CTEG - Nombre	30	90	30	70		
			1.1.2	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état						

Responsabilité	Type de modification	87		Superficie en hectares (dotés d'infrastructure hydraulique)	300	Description	300	1023	333 ha de PPI en cours d'aménagement + (300+170+240=690 ha) prévus = 1023 ha. Les 600 ha d'économie en eau (équipés gouttes à gouttes) sont inclus dans ces PPI à aménagés donc ne sont pas comptés.
		89	3.1.4	3.1.4 No d'hectares faisant l'objet de pratiques résilientes au changement climatique:			3300	6969	6969 ha (PI 1023 ha:+Ependage 1600 ha+arbo 4346 ha) selon la dernière version du COSTAB.
		93		Propositions des plateformes filières - Nombre	2	6	2	3	
Gouvernement	Date d'achèvement	<p>Il est proposé une prolongation de la date d'achèvement actuelle de 18 mois pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ complexité relative de la conception, et innovation dans l'adoption de l'approche filière dans le Gouvernorat de Siliana ; ■ long processus de sensibilisation et de mobilisation des acteurs des filières et des partenaires autour des Plans d'Affaires ; ■ deux premières années consacrées à la mise en place des structures de gestion et de coordination, et aux études filières et d'exécution et retard pris dans le recrutement de l'AT (AO infructueux) ; ■ 2020, espérée comme une année de croisière, impactée par le COVID-19 et le confinement total qui s'est étalé sur plus de 4 mois. 							

H. Enseignements tirés

Traitement d'un projet à problème

Problème rencontré : PROFITS est entré en vigueur en juin 2017, mais les réalisations sur terrain n'ont été initiées qu'en mi-2019, et l'AT n'a été mise en place qu'en avril 2020. Les deux premières années ont été consacrées, essentiellement, à l'installation des structures de gestion et de coordination et à la réalisation de quelques études pour des infrastructures et des plans d'affaires. De ce fait, le projet a enregistré des taux d'exécution technique et financières extrêmement faibles et a été placé dans la catégorie des projets à problèmes en septembre 2019.

Solution testée et résultat obtenu : face à cette situation de blocage, le Gouvernement tunisien et le FIDA ont décidé conjointement d'intensifier le suivi du projet. Une matrice de mesures urgentes a été élaborée en septembre 2019 suite à la supervision du projet et elle a fait l'objet d'un suivi mensuel au cours de réunions regroupant le CRDA de Siliana, l'UGP, la DGFIOP et le FIDA pour mesurer l'état d'avancement des recommandations et les ajuster en fonction de l'évolution de la situation. En termes de résultats, le projet a finalisé une série de conventions avec des partenaires techniques pour définir et accompagner les activités de terrain sur les différentes filières sélectionnées par PROFITS. Le dossier le plus complexe à résoudre a été celui de l'AT : en effet l'appel d'offres international pour recruter un bureau d'études ayant été déclaré infructueux par la Commission des marchés du fait de propositions financières dépassant sensiblement la programmation du projet, la situation connaissait un blocage ; relancer l'AO risquait de prendre beaucoup de temps et de recréer la même

situation de blocage financier. Dans ces conditions, il a été proposé de ne plus passer par un AO ouvert mais de recruter de l'expertise nationale en fonction des besoins au travers d'une structure nationale, le CNEA. L'ensemble de l'AT est maintenant présente sur le projet depuis avril 2020.

De fait les résultats obtenus par le projet sont en progrès. La dernière mission de supervision en février 2020 avait déjà enregistré des évolutions positives qui ont été confirmées lors de la revue à mi-parcours. Le niveau global d'exécution du Projet s'est amélioré par rapport à la dernière supervision en février 2020 passant de 23% à 30%, malgré la conjoncture spécifique causée par le COVI-19 qui a impacté le processus de passation des marchés et la mise en œuvre des activités démarrées sur terrain. Ceci prouve qu'une réelle dynamique s'est constituée autour de PROFITS et qu'elle a commencé à porter ses fruits même si ce niveau reste encore modeste par rapport à la durée écoulée du projet (54%).

Leçons apprises et propositions pour la suite : les progrès observés au niveau de PROFITS peuvent s'expliquer en particulier par :

- Une mobilisation de l'ensemble des acteurs du projet pour accompagner l'UGP qui était volontaire et motivée mais en sous-effectif et en manque de capacités dans certains domaines ; la mobilisation accrue des responsables administratifs au niveau régional et national a été déterminante dans l'élaboration de solution de sortie de crise ;
- Un suivi très régulier des recommandations sur une base mensuelle dans un premier temps au moins est souhaitable afin d'élaborer des mesures d'adaptation en temps réel et d'anticiper les problèmes à venir ; le fait de procéder à deux supervisions dans l'année pour un projet à problèmes est une bonne mesure mais elle doit être complétée par des suivis rapprochés, réguliers et rapides ;
- La présence d'une AT sélectionnée de façon flexible en fonction des besoins réels et évolutifs du projet est déterminante dans l'évolution du projet.

L'année 2020, espérée une année de relance et de récupération partielle des retards accusés, a été affectée par le COVID-19 et par le confinement adopté par le Gouvernement mais les premiers résultats sont là et les mesures mises en place depuis fin 2019 doivent être maintenues pour sortir définitivement le projet de la catégorie à problèmes.

Elaboration et mise en œuvre des Plans d'Affaires

Problèmes rencontrés : les retards accumulés dans la réalisation des études filières et l'établissement des Cadres-Actions Filières (CAF) n'ont pas permis d'engager la mise en œuvre de l'approche telle qu'elle a été conçue prévoyant que les PA soient le produit d'une déclinaison de ces CAF.

Solution testée et résultat obtenu : afin de répondre aux attentes des populations, le Projet a effectué un travail soutenu d'information et de sensibilisation à tous les niveaux pour lancer le processus de développement inclusif des filières avec les groupes cibles du Projet. Ceci a permis :

- de mobiliser et d'impliquer d'une manière effective les organisations socioprofessionnelles (GDA, SMSA) dans ce processus en identifiant des opportunités d'affaires s'intégrant dans le développement des filières et en les déclinant en PA avec l'appui du Projet.
- de mettre en place les instances au niveau local (CLC) et régional (CTR) et les mécanismes en charge de la validation des PA en termes de ciblage, d'arbitrage et de faisabilité technique et économique ;
- d'apporter l'appui nécessaire aux porteurs des projets pour élaborer leurs PA et de responsabiliser les porteurs de projets à défendre leurs PA au sein des CLC.
- d'élaborer à date, 55 PA portés par 42 GDA et 4 SMSA et 09 promoteurs de PME ciblant 1152 bénéficiaires parmi les groupes vulnérables (dont femmes (30%) et 35% des jeunes tout en facilitant l'adhésion de ces groupes aux OP.

Leçons apprises et propositions pour la suite :

- L'aspect information, sensibilisation et implication effective des populations et des acteurs locaux constitue un facteur essentiel et déterminant dans le processus de développement inclusif des filières soutenu par le Projet
- L'implication effective des OP, tant que porteurs de projets au bénéfice des groupes cibles et d'acteurs interlocuteurs de première ligne constitue une orientation pertinente pour construire une dynamique de développement inclusif des filières.
- La définition d'un nombre important de PA confirme la pertinence de l'approche considérant que les plateformes ne devraient pas être un préalable, comme prévu initialement dans la conception du projet, pour lancer le processus de développement des filières mais plutôt l'aboutissement d'un processus de construction progressive de partenariats

crédibles entre les acteurs

Ces leçons apprises, bien qu'elles soient à caractère tendanciel à ce stade demandent à être consolidées et suivies tout au long du processus de développement des filières. Elles devront constituer des axes à développer dans le cadre de la stratégie de sortie du projet.

Approche filière

Problème rencontré : lors de la conception de PROFITS, le constat a été fait du manque de structuration des filières à Siliana et de la faible inclusivité des petits producteurs dans les processus de développement. L'objectif du projet pour répondre à ce constat est de faciliter l'inclusion des petits producteurs dans les filières locales sélectionnées par le projet par des appuis concertés aux différents maillons des filières, depuis l'amont jusqu'à l'aval en facilitant les débouchés des produits des filières.

Solution testée et résultat obtenu : à l'origine, la démarche était, sur la base d'études filières, de définir des Cadres d'Actions Filière (CAF) et de constituer des Plateforme filières locales (PFL) regroupant des acteurs des filières pour mettre en œuvre les CAF sous forme de Plans d'affaires (PA). Le constat a été fait, dès les premières missions de supervision, que la constitution des plateformes prendrait du temps et surtout ne permettrait pas forcément de regrouper les acteurs les plus représentatifs des filières. De ce fait, une nouvelle démarche a été choisie, privilégiant la promotion de plans d'affaires concrets avec les acteurs des filières intéressés pour, dans un second temps, constituer avec les acteurs volontaires et motivés, des plateformes filières. La plateforme n'est plus un préalable mais devient ainsi un résultat du projet. PROFITS a maintenant initié de nombreux PA dans différentes filières (cf ci-dessous), mobilisant différents types d'acteurs, en particulier des GDA et des SMSA, représentant les petits producteurs, mais aussi des acteurs privés de l'aval des filières. Ces acteurs au travers de la mise en œuvre des PA pourront s'ils le désirent continuer à travailler ensemble pour constituer des plateformes filières capables d'accompagner le développement de filières concertées et durables.

Leçons apprises et propositions pour la suite : cette approche montre son intérêt en répondant dès le démarrage aux besoins concrets des acteurs des filières sans attendre la création hypothétique de plateformes. Elle permet également de tester la motivation et l'implication des acteurs dans des projets concrets communs ainsi que leur volonté et leur capacité à se projeter dans une approche plus large au niveau régional. Toutefois l'approche demande un accompagnement de qualité des acteurs pour passer à l'échelon supérieur ; le projet PROFITS doit s'organiser pour mettre à la disposition des acteurs cet appui en termes organisationnel et institutionnel. Ceci est le défi que doit maintenant relever le projet.

I. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Vue d'ensemble et avancement du projet		
Renforcement des capacités Accélérer la mise en œuvre du plan de formation des acteurs et bénéficiaires, en particulier les structures qui auront à prendre en charge la gestion des abattoirs et des UV	UGP	11/2020
Tableau de bord de soutien au développement des filières Etablir un tableau de bord de soutien au développement des filières en concertation avec l'ensemble des intervenants, et en s'inspirant des expériences en cours avec d'autres partenaires techniques et financiers	UGP/AT	12/2020
Réflexion pour identifier les activités d'atténuation des effets du COVID-19 Mener une réflexion pour identifier les activités d'atténuation des effets du COVID-19, à financer sur la catégorie financière « dons et subventions »	MEFAI, MARHP, DGFIOP, CRDA, UCC	12/2020
Date d'achèvement Envisager, avec le FIDA, la possibilité de prolongation de la date d'achèvement du projet de 18 mois pour achever la construction, l'équipement et le fonctionnement des abattoirs et des UV	Gouvernement, FIDA	12/2020

Calendrier d'exécution Respecter le calendrier prévisionnel de réalisation des études d'impact environnemental et social, architecturale et d'exécution des travaux et équipement des abattoirs et des UV pour pouvoir achever le projet à temps	UGP, CRDA	
Efficacité en matière de développement		
Supports et outils pour renforcer l'intégration du suivi du ciblage dans le système de suivi-évaluation Améliorer les supports et les outils pour renforcer l'intégration du suivi du ciblage dans le système de suivi-évaluation en exploitant notamment les fiches de suivi déjà disponibles dans le manuel de suivi-évaluation	UGP/AT	11/2020
Rapport d'activité Veiller à la transmission des rapports d'activité à temps et en qualité requise	PAM, UGP	11/2020
Plan d'action genre (et inclusion des jeunes) Développer un plan d'action genre (et inclusion des jeunes)	UGP/AT	12/2020
Suivi de la productivité Intégrer les indicateurs de suivi de la productivité agricole dans les outils de suivi-évaluation du projet	UGP	12/2020
Etude de référence Accélérer la réalisation de l'étude relative à la situation nutritionnelle de référence en tenant compte des indicateurs proposés par le FIDA	PAM, UGP	12/2020
Cadre logique Adapter le système de SE pour la prise en charge et le renseignement des indicateurs du cadre logique en temps réel	UGP	01/2021
Formation de l'équipe du Projet sur l'approche genre Former l'équipe du Projet sur l'approche genre	UGP	02/2021
Partenariat avec le Ministère des Affaires Féminines Développer un partenariat avec le Ministère des Affaires Féminines	UGP/Ministère des Affaires Féminines	02/2021
Sensibilisation des partenaires d'exécution et des bénéficiaires potentiels sur la stratégie de ciblage Continuer à sensibiliser les partenaires d'exécution et les bénéficiaires potentiels sur la stratégie de ciblage	UGP /CRDA	
Suivi du ciblage en amont de chaque activité Renforcer le suivi du ciblage en amont de chaque activité en veillant à renseigner les données et les informations nécessaires pour suivre et évaluer cet aspect important	UGP/AT	
Durabilité et transposition à plus grande échelle		

Mettre en place le dispositif d'animation du processus de développement des filières sur le terrain (recrutement des CTEG, renforcement de la mobilisation des coordinateurs locaux)	UGP	03/2020
Stratégie de sortie Initier la préparation de la stratégie de sortie pour garantir la durabilité des acquis après achèvement du projet	UGP/AT	01/2021
Formation des membres des OP dans les divers domaines liés au développement des filières et la gestion des partenariats	UGP/AT	03/2021
Suivi des conventions Mettre en place un mécanisme de suivi des conventions de partenariat et veiller à la remise des rapports contractuels d'activités selon les bases contractuelles	UGP, Partenaires	
Gestion du projet		
mécanisme de plaintes création d'un mécanisme de plaintes à l'image de ce qui est proposé dans le projet IESS-Kairouan	UGP	06/2020
Révision PTBA-2020 Mettre à jour le PTBA-2020 et le soumettre au FIDA pour NO	UGP	11/2020
PTBA-2021 Préparer et soumettre le PTBA-2021 au FIDA pour NO	UGP	11/2020
Base de données Compléter la saisie des listes des membres des organisations de producteurs et affiner le suivi des bénéficiaires pour toutes les activités du projet en incluant systématiquement les informations sur l'âge	UGP/SE	12/2020
Indicateurs d'effets Etablir un suivi sur un échantillon limité de bénéficiaires avec l'aide des arrondissements techniques sur les indicateurs d'effets tels que l'augmentation des rendements des productions par filière	UGP/Arrondissements techniques	12/2020
Suivi des Plans d'affaires Renforcer l'appui aux GDA pour le suivi des PA et établir un tableau de bord pour le suivi des indicateurs clé qui sera utilisé dès la validation des PA	UGP/GDA	12/2020
Mécanisme de règlement des griefs Enoncer clairement le mécanisme dans le manuel de mise en œuvre du projet et en informer les gens lors des campagnes de sensibilisation	UGP	12/2020

Fiche techno-économique par spéculation pour faire le suivi des revenus et de la rentabilité moyenne des plantations Préparer avec les CRDA une fiche techno-économique par spéculation pour faire le suivi des revenus et de la rentabilité moyenne des plantations ce qui permettra de faire le suivi des Indicateurs-clé pour mesurer la rentabilité et prendre les mesures nécessaires dans le pilotage du projet. Cela sera fait sur la base des études filières et l'analyse économique et financière de la RMP	UGP	01/2021
Enquête d'effets Préparer les TdR et le questionnaire pour l'enquête d'effets selon la méthodologie FIDA pour les IBRE partagée par la mission et soumettre au FIDA pour revue et non objection	UGP/FIDA	09/2021
Evaluation détaillée des besoins des UV en termes des coûts d'entretien et mécanismes de financement Faire une évaluation détaillée des besoins des UV en termes des coûts d'entretien et mécanismes de financement, à réaliser avant exécution des travaux	UGP	11/2021
Inclure dans les PA des indicateurs de performance Inclure dans les PA des indicateurs de performance qui vont être suivis, reportés et évalués lors de la mise en œuvre et à l'achèvement	UGP	12/2021
Coordination entre UGP Renforcer le niveau de coordination avec les partenaires et veiller au respect d'une approche filière intégrée	UGP, Partenaires	
Gestion et exécution financière		
Maintenir à jour le suivi de la contribution en nature de l'état et des bénéficiaires Le projet devrait mettre à jour mensuellement le tableau de valorisation de la contribution des bénéficiaires ainsi que la contribution en nature du gouvernement	UGP	10/2020
Planification des actions et l'harmonisation entre le PPM et le PTBA Améliorer la planification des actions et l'harmonisation entre le PPM et le PTBA	FIDA/UGP/CRDA	11/2020
Procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements. Accélérer les procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements. Mise à jour mission octobre 2020 : Les crédits d'engagement ne posent pas de soucis, les crédits de paiement enregistrent des retards de délégation.	UGP, CRDA, UCC et Ministère des finances	11/2020

<p>Procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements.</p> <p>Accélérer les procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements.</p> <p>Mise à jour mission octobre 2020 : Les crédits d'engagement ne posent pas de soucis, les crédits de paiement enregistrent des retards de délégation.</p>	<p>UGP, CRDA, UCC et Ministère des finances</p>	<p>11/2020</p>
<p>Manuel sur le volet PM</p> <p>Réviser le Manuel sur le volet PM pour détailler certains points objet des recommandations des missions de supervision et simplifier les procédures notamment sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exigence d'effectuer la présélection et la négociation pour les services de consultants - la simplification des procédures pour les marchés de faibles seuils 	<p>FIDA/UGP/CRDA</p>	<p>12/2020</p>
<p>Etats de rapprochement bancaires</p> <p>Etablir des états de rapprochement bancaires mensuels et les soumettre à la signature du coordinateur du projet.</p> <p>Mise à jour mission octobre 2020 : Les états de rapprochement bancaire ne sont toujours pas établis de façon systématique. Avec la mise en oeuvre de l'outil Injez, le projet devrait être en mesure de les éditer mensuellement.</p>	<p>UGP</p>	<p>12/2020</p>
<p>Nouveau format du PPM du FIDA</p> <p>Utiliser le nouveau format du PPM du FIDA / / mesure immédiate et continue</p>	<p>UGP</p>	
<p>Approbation officielle</p> <p>Veillez à l'existence d'une demande d'approbation officielle qui lance le processus de chaque marché / mesure immédiate et continue</p>	<p>UGP</p>	



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Revue à mi-parcours

Cadre logique du projet

Dates de mission: 12-24 octobre 2020

Date du document: 27/11/2020

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5543-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée Portée du Projet: nombre de bénéficiaires touchés (ménages, hommes et femmes)	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet							Enquête de référence et finale, rapports d'activités		PMU	
	Femmes		4 200	8 400	970	1 396	16.6				
	Hommes		9 800	19 600	3 666	6 079	31				
	Jeunes		2 800	5 600	186	186	3.3				
	Personnes autres que les jeunes		11 200	22 400	4 450	7 289	32.5				
	Nombre total de personnes bénéficiant de services		14 000	28 000	4 636	7 475	26.7				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés							Enquête de référence et finale, rapports d'activités		PMU	
	Ménages		7 000	14 000	5 872	6 600	47.1				
	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages							Enquête de référence et finale, rapports d'activités		PMU	
	Membres des ménages		27 250	54 500	23 561	26 400	48.4				
Objectif du projet Les conditions de vie des populations rurales pauvres de la zone Sud de Siliana sont améliorées.	Pourcentage de ménages des zones d'intervention déclarant bénéficier de meilleures conditions de vie grâce au projet							Enquête de référence et finale, rapports d'activités	référence, MP et achèvement	PMU/FIDA	L'environnement économique du pays s'améliore.
	Households		10	30							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Objectif de développement Le développement durable et inclusif des filières et des terroirs correspondant permet l'amélioration du revenu des bénéficiaires.	Taux d'augmentation du revenu des bénéficiaires directs du projet.							Enquêtes bénéficiaires	référence, MP et achèvement	PMU	Les agriculteurs et éleveurs adhèrent à l'approche du projet. Le cadre incitatif dans le domaine agricole est suffisamment attractif pour les jeunes.
	taux d'augmentation du revenu pour l'agriculture en irrigué		15	50							
	taux d'augmentation du revenu pour l'agriculture pluviale		5	20							
	2.2.1 Emplois nouveaux créés							rapports d'activités	annuel	PMU	
	Bénéficiaire du travail - hommes	0	235	824							
	Emplois nouveaux	0	250	1 220							
	Bénéficiaire du travail - femmes	0	125	366							
	Bénéficiaire du travail - jeunes	0	125	244							
	Bénéficiaire du travail - personnes autres que les jeunes	0	125	976							
	1.2.8 Femmes déclarant une diversité alimentaire minimale (MDDW)							Enquête MDDW	référence, RMP et achèvement	PAM/UGP	
	Femmes (%)		25	50							
	Femmes (nombre)		1 300	2 700							
Effet direct Effet 1. Les acteurs locaux assurent la promotion de leurs filières tout en accroissant leur part de la valeur ajoutée.	Taux d'augmentation du chiffre d'affaires des bénéficiaires du projet							rapports d'enquête bénéficiaires	référence, MP et achèvement	PMU	Appropriation de la démarche du projet par les différents acteurs des filières.
	taux d'augmentation du CA		10	35							
	2.2.2 Entreprises rurales appuyées signalant une hausse de leurs bénéfices							Enquêtes bénéficiaires	référence, MP et achèvement	PMU	
	Nombre d'entreprises		350	716							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses		
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité			
	Pourcentage d'entreprises												
				691									
				25									
	2.2.6 Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés et aux installations de transformation et de stockage												
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés		120	580									
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de transformation		120	580									
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de stockage		120	580									
	No de producteurs rapportant une augmentation de la productivité de leurs spéculations végétales ou animales							rapports d'enquête bénéficiaires	référence, MP et achèvement	PMU			
	producteurs et éleveurs	0	1 250	2 500									
	taux de productivité rapporté		10	30									

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses		
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité			
Produit Organisation des acteurs des filières	No de plateformes de Producteurs créées et fonctionnelles pour le développement des filières							rapports d'activités	annuel	PMU	Les acteurs des filières sont sélectionnés et mobilisés avec une méthodologie participative et un accompagnement rapproché.		
	Nombre de plateformes de producteurs Filières	0	2	5	0	0	0						
	No de plans d'affaires des groupements de producteurs (GDA-SMSA) établis et mis en oeuvre							rapports d'activités GDA-SMSA	annuel	PMU			
	plans d'affaires		40	120	35	38	31.7						
	2.1.3 Organisations de producteurs ruraux soutenues							rapports d'activités	annuel	PMU			
	Organisations de producteurs ruraux soutenues	0	50	65	30	30	46.2						
	Tailles des organisations de producteurs	1 478	3 250	6 500	2 906	2 906	44.7						
	Hommes		2 775	5 550	2 469	2 469	44.5						
	Femmes		480	975	437	437	44.8						
	Jeunes		825	1 650		0	0						
	Femmes occupent des postes de direction		25	97		0	0						
	Produit Développement des activités économiques entre les acteurs des filières	2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état										rapports d'activités	annuel
		Nombre total d'installations		2	8	0	0	0					
Installations de commercialisation construites ou remises en état		0		2	0	0	0						

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Installations de transformation construites ou remises en état	0	1	4	0	0	0				
	Installations de stockage construites ou remises en état	0	1	2	0	0	0				
	No de contrats de commercialisation établis entre les groupements de producteurs et OP commerciaux										
	contrats de commercialisation	0	10	40	0	0	0	Enquêtes bénéficiaires	annuel	PMU	
	2.2.3 Organisations de producteurs ruraux ayant conclu des partenariats/accords formels ou des contrats avec des organismes publics ou privés										
	Nombre d'organisations de producteurs			48							
	Pourcentage d'organisations de producteurs	0	30	75							
	Nombre d'organisations de producteurs - culture										
	Nombre d'organisations de producteurs - élevage										
Produit Producteurs capables de gérer leurs activités selon la demande du marché.	% d'OP rurales fournissant des services améliorés à leurs membres							rapports d'activités	annuel	PMU	
	organisations de producteurs		30	75							
	2.1.2 Personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises							rapports d'activités	annuel	PMU	
	Femmes		750	1 500	156	156	10.4				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Hommes		500	1 000	57	57	5.7				
	Jeunes		500	1 000		0	0				
	Personnes autres que les jeunes		750	1 500		0	0				
	Personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises		1 250	2 500	213	213	8.5				
Effet direct Effet 2. L'amélioration de l'environnement institutionnel et logistique permet le développement durable du territoire	Augmentation du volume d'investissements privés dans la zone du projet										L'environnement socio-économique et politique du pays est favorable.
	volume d'investissements privés		10	40							
	Politique 2 Nombre de plateformes opérationnelles multi-acteurs appuyées							rapports d'activités	Mi-parcours et achèvement	PMU	
	Nombre	0	2	5	0	0	0				
	1.2.1 Ménages faisant état d'un accès amélioré à la terre, aux forêts, à l'eau ou aux plans d'eau à des fins productives							Enquête ménages	post MTR	UGP	
	Ménages faisant état d'un accès amélioré à l'eau		10	30							
	Ménages faisant état d'un accès amélioré à l'eau		550	1 650	80						
	2.2.4 Membres des organisations de producteurs ruraux soutenus, déclarant la fourniture par leur organisation de services nouveaux ou améliorés							Enquête ménages	post MTR		
	Pourcentage de membres des organisations de producteurs ruraux		30	75							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Nombre d'organisations de producteurs ruraux		30	48							
Produit Dispositif d'appui conseil technico-économique et de gestion opérationnelle	No de conseillers technico-économiques et de gestion (CTEG) formés							rapports d'activités	annuel	PMU	Les agriculteurs et leurs formations adhèrent au dispositif d'appui mis en place par le projet
	conseillers CTEG	0	30	90							
Produit Mise à niveau des infrastructures nécessaires au développement des filières (pistes, périmètres irrigués, installations)	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état							rapports d'activités	annuel	PMU	
	Superficie en hectares		300	1 200	198	460	38.3				
	3.1.4 Hectares de terres soumises à une gestion résiliente au climat							rapport d'avancement	annuelle	UGP-Arrdt. techniques	
	Superficie en hectares		3 450	6 969	2 024	2 024	29				
	2.1.5 Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées							rapport d'avancement	annuel		
	Longueur des routes (km)		10	30	5	5	16.7				
Produit Les acteurs publics et privés engagent un dialogue de politique sur le développement des filières	No de propositions formulées par les groupes de travail issus des plateformes filières aux décideurs							rapport d'activités			Dialogue politique ouvert et plateformes filières capable de faire des propositions réalistes
	propositions des plateformes filières	0	2	6	1	1	16.7				
	1.1.8 Ménages recevant un soutien ciblé pour améliorer leur nutrition										
	Nombre de personnes qui participent			5 400	518	518	9.6				
	Femmes			5 400	518	518	9.6				
	Ménages			5 400	518	518	9.6				



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Revue à mi-parcours

Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Dates de mission: 12-24 octobre 2020

Date du document: 27/11/2020

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5543-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Tableau2A: Performance Financière par financier (EUR '000)

Source de financement	Montant approuvé (en mEUR)	Paiements (en mEUR)	% paiement
Prêt du FIDA	21 600	1 611	7%
Don du FIDA	460	5	1%
Gouvernement	6 980	441	6%
Bénéficiaires	2 330	93	4%
Total	31 370	2 150	7%

Tableau 2B: Performance financière par composante(EUR '000)

Composantes	Prêt FIDA			Don FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%
Promotion et valorisation des filières	8 220	637	8%	200	-	0%	2 000	8	0%	1 570	93	6%	11 990	738	n.a
Création des conditions favorables pour le développement des filières	12 290	603	5%	240		0%	2 730	64	2%	760		0%	16 020	667	n.a
Coordination et gestion du Projet	1 090	371	34%	20	5	26%	2 250	368	16%	-	-	n.a	3 360	745	n.a
Total	21 600	1 611	7%	460	5	1%	6 980	441	6%	2 330	93	4%	31 370	2 150	7%

Tableau 2C: Taux de décaissement du prêt et don FIDA (EUR, au 08/10/2020)

Don FIDA 2000001722

Catégories	Allocation initiale (1)	Allocation Révisée (2)	Décaissements (3)	Paiements non décaissés (4)	Solde (2) - (3)	% décaissement (3)/(2)	% décaissement attendu (3)+(4)/(2)
Consultants	460	460	5	0	455	1%	1%
Avance initiale			200		-200	n/a	n/a
Total	460	460	205	0	255	44,61%	45%

Prêt FIDA 2000001721

Catégories	Allocation initiale (1)	Allocation Révisée (2)	Décaissements (3)	Paiements non décaissés (4)	Solde (2) - (3)	% décaissement (3)/(2)	% décaissement attendu (3)+(4)/(2)
Génie Civil	9 350	9 350	216	141	9 134	2%	4%
Consultants	3 290	3 290	447	7	2 843	14%	14%
Equipements et Matériel	5 560	5 560	566		4 994	10%	10%
Formation	850	850	0		850	0%	0%
Dons et subventions	0	1 400	0		0	0%	0%
Véhicules	400	400	234		166	59%	59%
Avance Initiale	0	0	2 000		-2 000	n/a	n/a
Non alloué	2 150	750	0		2 150	0%	0%
Total	21 600	21 600	3 463	148	18 137	16,03%	16,72%



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Revue à mi-parcours

Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Dates de mission: 12-24 octobre 2020

Date du document: 27/11/2020

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5543-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendix 2: Physical progress measured against AWP&B

Excécution physique du PTBA-2020 et cumulé											
Designation			Unité	Quantité totale	Avancement 2017-2019		Avancement PTBA 2020		Planification jusqu'au 30/06/2023		
					Prévisions	Réalisations	Prévisions	Réalisations	2021	2022	2023
C1: Promotion et Valorisation des filières											
S/C1.1: Organisation de acteurs des filières dans les bassins de production											
A. Assistance plateformes filieres											
		Assistance plateforme filieres /a	h/mois	22	22	0	5	0			
		Assistance plateforme filieres /b	h/mois	12	12	0	0	0			
Subtotal						0					
B. Sensibilisation						0					
		Réalisation des campagnes de sensibilisation /c	campagne	15	8	8					
C. Constituer une base de connaissances sur les filières retenues						0					
		Analyse des filières et des marchés porteurs /d	étude	11	7	6	1	1	0	0	
D. Diagnostic participatif de la filière et identification des interventions prioritaires						0					
		Diagnostic participatif des forces, faiblesses et opportunités d'action pour chaque filière et priorité /e	atelier	18	9	7		2			
E. Ateliers participatifs de validation des actions prioritaires et création de la plateforme						0					
		Atelier de validation	atelier	9	9	0		2	1		
		Elaboration participative d'un cadre d'action par filière et engagement des acteurs	atelier	9	7	7		2	2		
Subtotal						0					
F. Suivi participatif de la mise en œuvre du cadre d'action						0					
		Fonctionnement "en croisière" de la PF /f	forfait	75	2	2			16	20	
		Suivi de la mise en œuvre du cadre d'action /g	réunion	40		0			15	15 3	
S/C1.2: Développement des activités économiques entre les acteurs de la filière						0					
A. Identification des opportunités d'affaires entre partenaires intéressés						0					
		Information complémentaire sur le marché visé	h/jour	120		0			60	60	
B. Formulation participative des plans d'affaires						0					
		Préparation des plans d'affaires	atelier	120	24	24			71	0	

	Appui à la négociation / contractualisation/commercialisation	rencontre	120	1	1		2	25	45	45
	Visites et échanges d'expérience avec d'autres structures	visite	40	1	1	20	0	15	15	6
C. Mise en œuvre, suivi et accompagnement des plans d'affaires: appui à la production et commercialisation					0					
	Filière cerises : fourniture et plantation de plants irrigués /a	ha	200	65	65	25	0	55	55	
	Filière cerises : fourniture et plantation de plants pluvial /b	ha	160	55	55	25	0	40	40	
	Filière pommes : fourniture et plantation de plants /c	ha	200		0	54	0	73	73	
	Filière figues : fourniture et plantation de plants /d	ha	300	75	75	0	0			
	Filière olives : fourniture et plantation de plants /e	ha	2 450	1 379	1378,5	876	0	196		
	Autre filières (arbo amande) : fourniture et plantation de plants /f	ha	1 000	390	340	120	0	200	200	140
	Autre filières (souek et noix) : fourniture et plantation de plants /g	ha	180	60	60	25	0	35	35	25
	Filière bovin lait : appui matériel laiterie (hygiène, collecte)	groupement	16		0	4	0			
	Filière bovin lait : appui matériel fourrages (semis, fenaison, stockage)	groupement	16		0	4	0			
	Filière bovin lait :aquisition Bovin Laitier + aliment de démarrage			1	0	106	0	3	0	
	Filière ovin viande : atelier collectif engraissement (animaux et aliments démarrage)	groupement	18	2	0	11	0	3	0	
	Filière ovin viande: unité femelle ovine +aliment de démarrage	bénéficiaires		1	0	23	0	5		
	Filière ovin viande : appui matériel fourrages (semis, fenaison, stockage)	groupement	36		0	2	0		0	
	Filières PFNL: zgougou	groupement	16		0	1	0	2	2	
	Filières PFNL: miel	groupement	25	1	0	3	3	2	2	
	Filières PFNL: romarin	groupement	18		0	2	0	4		
	Appui à la commercialisation	unité	40		0	3	0		20	
	Préparation de cursus de formation de base et/ou mise à niveau de prestataires de services agricoles	formation	9	0	0	2	0			
	Formation de base et/ou mise à niveau d'équipes de jeunes futurs prestataires de services agricoles	groupe	20	0	0	0	0			
	Equipement (kit de départ) de ces PSA	kit	10	0	0	0	0	3	7	
	Micro-entreprises de service	unité	25	0	0	4	0	14	5	
E. Appui à la certification, labellisation et autres études					0					
	Etudes de faisabilité	étude	6	0	0	6	0			
	Accompagnement des démarches des groupementst autres acteurs concernés	groupement	6	0	0	6	0	2	2	1

S/C1.3: Renforcement des capacités de valorisation des produits					0					
1.3.1. Renforcement des capacités de valorisation des produits					0					
A. Assistance technique					0					
	Expert agro-alimentaires	h/mois	24	0	0	0	0		18	
	technicien agro-alimentaires	h/mois	20	0	0	0	0		18	
	Consultant (TDR unistés de valorisation	h/mois		1	1	0	0			
B. Mise à niveau d'abattoirs					0					
1. Abattoir de Makthar					0					
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	1	0	0	1				
	Equipement	lot	1	0	0					
	Construction	unité	1	0	0					
	Formation des operateurs /a	forfait	1	0	0			1		
2. Abattoir de Rouhia					0					
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	1	0	0	1	0			
	Equipement	lot	1	0	0			1		
	Contruction	unité	1	0	0			1		
	Formation des operateurs /b	forfait	1	0	0			1		
C. Création d'une unité de confiture et sechage de fruit					0					
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	1	0	0					
	Achat de terrain	forfait	1	0	0			1		
	Construction	unité	1	0	0			1		
	Equipements	lot	1	0	0			1		
	Fonds de roulement	forfait	2	0	0			2		
D. Création d'une unité de trituration des olives					0					
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	1	0	0	1				
	Achat de terrain	forfait	1	0	0			1		
	Construction y compris aire de stockage et de séchage des margines	unité	1	0	0			1		
	Equipements	lot	1	0	0			1		
	Fonds de roulement	forfait	2	0	0			2		

E. Création d'une unité de trituration et mise en bouteille huile d'olive bio					0					
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	1	0	0	1				
	Achat de terrain	forfait	1	0	0			1		
	Construction y compris aire de stockage et de séchage des margines	unité	1	0	0			1		
	Equipements	lot	1	0	0			1		
	Fonds de roulement	forfait	2	0	0			2		
F. Création de 2 unités de stockage frigorifique					0					
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	2	0	0	2				
	Achat de terrain	forfait	2	0	0			2		
	Construction	unité	2	0	0			2		
	Equipements	lot	2	0	0			2		
	Fonds de roulement	forfait	4	0	0			4		
G. Création d'une unité d'extraction d'huile essentielle					0					
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	1	0	0	1				
	Achat de terrain	forfait	1	0	0			1		
	Construction	unité	1	0	0			1		
	Equipements	lot	1	0	0			1		
	Fonds de roulement	forfait	2	0	0			2		
H. Appui aux unités de valorisation des produits					0					
	Appui à la commercialisation	étude	6	0	0	1		2	2	2
	visites d'echange	forfait	6	0	0			2	2	2
	Participation aux foires	forfait	6	0	0			2	2	2
A. Entretien des unités		unité	10	0	0					10
1.3.2.Renforcement des capacités des acteurs des filières					0					
A. Sensibilisation pour le développement d'une vision organisationnelle partagée					0					
	Sensibilisation, définition du projet professionnel du groupement /a	atelier	200	4	8	20	46	40	40	
	Appui à la formalisation des groupements (GDA ou SMSA)	atelier	40	4	2	3	10	10	12	
	Équipements et logistique de fonctionnement pour SMSA et GDA	forfait	14	0	0	3	26	10	5	
	formation des membres des SMSA /b	forfait	4	0	0	0	2			

B. Elaboration participative d'un plan de renforcement de capacités					0					
	Identification participative des besoins et elaboration participative des plans de formation	atelier	100	100	20	0		0		
	Sélection/Evaluation des prestataires de services de renforcement de capacités	atelier	100	0	0					
C. Formation des agriculteurs /c		forfait	5	5	0	2		1	2	
D. Operationalisation du CTE /d		experimentation	885	0	0	20		300	400	185
E. Education et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles (Contrat programme avec le PAM					0	1	1			
	1. Mobilisation sociale pour le changement de comportement en faveur des bonnes pratiques nutritionnelles et d'hygiène /e				0					
	Organisation des événements médiatiques (radio, TV, théâtres)	nombre			0					
	Kits demonstration culinaire au niveau ecoles et au niveau communautaire	kit			0					
	Démonstrations culinaires au niveau ecole	seance			0					
	Démonstrations culinaires au niveau GDA	nombre			0					
	Contribution aux campagnes de masse via la nutrition	campagne			0					
	Subtotal				0					
	2. Renforcement des capacités des formateurs				0					
	Elaboration d' un guide des animateurs (ML/PL) sur la promotion de l'alimentation	étude			0					
	Elaboration d' un guide des instituteurs traduit en langue locale sur la promotion de l'alimentation diversifiée et saine	étude			0					
	Formation des instituteurs/trices et animateurs/trices sur la promotion d'une alimentation diversifiée et saine	nombre			0					
	Transport, materiel de formation globalement pour la sous composante(materiel didactique)	forfait			0					
	Subtotal				0					
	3. Promotion des cultures maraicheres				0					
	Promotion des cultures maraichères au niveau des écoles /f	forfait			0					
	Promotion des cultures maraichères au niveau menages /g	nombre			0					
	Subtotal				0					
	4. Etude de reference pour la nutrition	étude			0					
C2: Création des conditions favorables pour le développement des filières					0					
S/C2.1: Mise en place du dispositif appui conseil					0					

	A. Assistance appui conseil				0					
	Assistance appui conseil /a	p/mois			0	5				
	B. Conseiller en CTE-gestion	h/mois	240	90	0	40				
	C. Identification des besoins des exploitations agricoles et des micro-entrepreneurs, en matière de conseil technique et de gestion,				0					
	Diagnostic participatif des besoins des acteurs des filières en conseil de gestion	étude	1	0	0					
	Validation et presentaion du diagnostic et des besoins identifiés et sensibilisation	atelier	6	0	0					
	D. Etablissement d'un inventaire des prestataires d'appui-conseil et de leurs besoins de renforcement de capacités				0					
	Capitalisation des travaux menés par les administrations en charge de la formation /b	étude	1	0	0					
	Recensement et information-sensibilisation locale des prestaires installés et associations de jeunes diplômés /c	unité	2	0	0					
	E. Mise à niveau des prestataires de services : conseil de gestion				0					
	Sélection formation et équipement des futurs responsables de cellules locales d'accompagnement	h/mois	5	0	0					
	Sélection et formation initiale des conseillers de base	h/mois	40	0	0					
	Subtotal				0					
	F. Mise à niveau des prestataires de services: appui socio-organisationnel /d	forfait	5	0	0			10	5	
	G. Etablissement des partenariats entre acteurs / prestataires de services				0					
	Contrat-programme avec OEP	forfait	1	1	1					
	Contrat-programme avec AVFA	forfait	1		0	1				
	Contrat-programme avec Gfruit (ctab crrahhab)	forfait	1	1	1					
	Contrat-programme avec GIVLait	forfait	1		0	1				
	Contrat-programme avec ONH/io	forfait	1		0	1	1			
	Contrat-programme avec ODNO/BRETI	forfait	1		0		0			
	Contrat-programme avec DREHAT	forfait	0		0					
	Subtotal				0					
	H. Elaboration des référentiels, guides et manuels				0					
	Etablissement et actualisation de la base de données de références technico-économiques	h/mois	6	0	0	2	0			
	Etablissement d'un manuel méthodologique pour le CEF adapté à la zone du projet	h/mois	1	0	0			1		

		Subtotal				0					
		I. Equipement de vulgarisation DVPPA	forfait	1	2	2	0	0			
		S/C2.2: Infrastructures publiques liées aux filières				0					
		A. Rehabilitation des périmètres publics irrigués				0					
0		1. Elaborer les études de faisabilités/APS, APD et DAO des PPI identifiés	forfait	1	5	5	9	0	5		
		2. Remembrement des terres	ha	5 000	5000	5060			400		
		3. Réhabilitation des périmètres publics irrigués				0					
		Forages de remplacement	forage	4	4	4	1		2		
		Étude d'impact environnementale forages	étude	1	0	0					
		Piézomètres	unité	3	0	0	3				
		Stations de pompage /a	unité	6	2	0	5	0	1		
		Réseaux et ouvrages de Génie Civil /b	ha	1 130	340	0	545	333	218	400	
		Equipement d'économie d'eau à la parcelle	ha	600	0	0	100		4		
		Aménagement des accès aux PPI	km	30	5	0	5		32	30	
		Contrôle des travaux d'aménagement des pistes	étude		1	0	1				
		Etudes d'Aménagement des accès aux PPI	étude	1	6,5	6,5	1				
		4. Formation des irrigants et des GDA /c	forfait	5	2	0	1		3		
		B. Protection des PPI et des infrastructures par des ouvrages de CES				0					
		1. Etudes				0					
		Etudes hydrogéologiques et de recharge des nappes	étude	1	1	1					
		Etude de faisabilités/APS, APD et DAO des périmètres d'épandage	étude	1	1	1					
		Etude de faisabilités/APS, APD et DAO des lacs collinaires /d	étude	3	5	5					
		Mission de Maîtrise d'œuvre des travaux	ff			0	1		1		
		Subtotal				0					
		2. Ouvrages de recharge des nappes	unité	20	20	0		20	10	20	
		3. Réhabilitation des périmètres d'épandage	ha	1 200	0	0	1 800		1600		
		4. Réalisation des lacs collinaires	lac	3	2	0	0		1	1	
		etude de protction du lac garia	étude		1	0	1	0			
		control des trvaveau de construction des lac	FF		1	1	0	0			

C3: Coordination, gestion du projet et dialogue politique						0					
		A. Assistance technique et gestion des savoirs				0					
		Assistance CT à la demande	h/mois	4	4	0	0	0			
		Expert en gestion de projet	h/mois	18	13	0	5	0			
		Innovation, gestion connaissances, site web	forfait			0					
		Suivi-évaluation, situation de reference et achèvement du projet	étude	3	1	2	1				1
		Atelier de démarrage	atelier	1	1	1					
		Subtotal				0					
		B. Formation et renforcement des capacites /a	forfait	8	3	1	4	0	5		
		C. Dialogue sur les politiques liées aux filières	forfait	6	1	0	0	0	3	2	
		D. Etude strategique changement climatique /b	étude	1	0	0	0	0	1		
		E. Etude d'evaluation du remembrement (niveau national) /c	étude	1	1	0	1	0			
		F. Equipement & logistique				0					
		1. Véhicules				0					
		Véhicule tout terrain	unité	12	11	11	0	0	3		
		Véhicule léger	unité	2	4	4					
		Minibus	unité	1	1	1					
		Subtotal				0					
		2. Equipements informatique, GIS et bureautique	lot	15	13	13	FF				
		A. Personnel local	cadre	14	14	14	17	0			



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Revue à mi-parcours

Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution

Dates de mission: 12-24 octobre 2020

Date du document: 27/11/2020

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5543-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendix 3: Compliance with legal covenants: Status of implementation

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 7.01	b.2. Soumettre un PTBA au FIDA au plus tard 60 jours avant le début de l'année considérée	60 jours avant le début de l'année considérée	Le PTBA 2020 a été soumis par l'UGP en Déc. 2019 et approuvé par le FIDA le 30/01/2020	Respecter les délais et soumettre le PTBA au plus tard le 31 octobre de chaque année
Section 7.02	b. Ouverture des comptes désignés	Avant le premier décaissement	Deux comptes désignés sont ouverts à la BCT (prêt FIDA, don FIDA)	
Section 7.08	L'Emprunteur assure contre les risques les biens et constructions utilisés dans le cadre du projet		Seuls les véhicules sont assurés.	
Section 7.11	Recrutement et affectation du personnel clé du projet	Avant le premier décaissement	La personnel clef est en place (coordinateur, responsable SE, responsable planification et responsable financier)	
Section 8.02	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion des informations, conformément aux prescriptions du guide pratique du FIDA pour le SE des projets	Un an max dès l'entrée en vigueur	INJEZ est le système développé par le CNI et adapté progressivement aux besoins de PROFITS. Toutefois,	Il convient de mettre à jour le SE INJEZ De former la RSF sur INJEZ
Annexe 3.1	Mettre en place un système de S&E performant			
Section 9.02	Soumettre des EF au FIDA dans un délai de 4 mois après la clôture de chaque année fiscale		Les états financiers sont remis avec retard	Il est recommandé de soumettre les EF 2020 avant la fin du mois d'avril 2021
Section 9.03	Remettre au FIDA une copie certifiée conforme du rapport d'audit	dans un délai de 6 mois suivant la fin de l'AF	Le rapport d'audit 2019 a bénéficié d'une dérogation du FIDA pour le remettre en décembre 2020	Il est recommandé de soumettre le rapport d'audit 2019 avant fin 2020
	Remettre au FIDA la réponse à la lettre des recommandations	Dans un délai d'1 mois dès la réception		



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Revue à mi-parcours

Appendice 4: Analyse technique de fond

Dates de mission: 12-24 octobre 2020

Date du document: 27/11/2020

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5543-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendice 4: Analyse technique de fond

Planification des grands marchés

[illegible][illegible]

[illegible][illegible][illegible][illegible]

[illegible][illegible]

[illegible]

Désignation	ANNEE															
	2020				2021				2022				2023			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Etudes techniques																
Exécution des travaux : T1 333 ha (en cours d'exécution)																
Tranche 2 : 170 ha																
Passation des marchés (5 mois)																
Exécution des travaux (10 mois)																
Tranche 3 : 220 ha																
Passation des marchés (5 mois)																
Exécution des travaux (10 mois)																
Tranche 4 : 300 ha																
Passation des marchés (5 mois)																
Exécution des travaux (12 mois)																

Appendice: COSTAB Actualisé

1. **Replanification budgétaire.** Concernant les coûts totaux du projet, une proposition de replanification budgétaire et utilisation des soldes a été élaborée par l'équipe du projet et révisée par la mission au cours de plusieurs séances de mise en commun. Les coûts unitaires, quantités et calendrier ont été ajustés et un nouveau tableau de coûts actualisé sous le format COSTAB a été fourni au Projet pour appuyer la planification et mise en œuvre du PTBA 2021. Cette actualisation a été faite sur l'hypothèse d'une extension de 18 mois, qui a été jugée nécessaire et évaluée comme pertinente du point de vue technique par la mission.

2. Le tableau suivant présente les nouvelles estimations des coûts totaux du Projet en Euros, par composante, par catégorie de dépenses et par an pour le financement FIDA :

Tableau 1. Tableau des Coûts actualisé par Composante

Million d'EUR	Gouvernement	Pret FIDA	Don FIDA	Bénéficiaires	Total
Composante 1	1.94	8.56	0.02	0.80	11.33
Composante 2	3.04	11.26	0.13	0.42	14.85
Composante 3	1.04	0.78	0.31	-	2.13
Composante 4	-	1	-	-	1
Cout total	6.03	21.60	0.46	1.22	29.3

Tableau 2. Tableau des Coûts actualisé par Catégorie de dépense

Catégorie de dépense	Gouvernement	Pret FIDA	Don FIDA	Bénéficiaires	Total
Service des Consultants	0.40	2.75	0.46	0.01	3.62
Formation	0.10	0.77	-	-	0.87
Equipement et materiel	1.59	6.91	-	1.03	9.53
Vehicule	0.07	0.34	-	-	0.40
Travaux de Génie civil	2.27	9.73	-	0.06	12.05
Fond de roulement	-	-	-	0.12	0.12
Dons et Subventions	-	1.11	-	-	1.11
Salaires et indemnités	0.23	-	-	-	0.23
Entretien et fonctionnement	1.38	-	-	-	1.38
Total	6.03	21.60	0.46	1.22	29.3

Actualisation du taux de change et des coûts totaux.

3. Compte tenu de la variation du taux de change de la monnaie nationale avec l'euro depuis la conception du projet (qui est passé de 2.3/2.7 entre 2016 et 2017 à 3-3,2 en 2019 et 2020) selon la Banque Centrale de Tunisie¹, procéder à l'inscription du projet avec le nouveau coût de l'ordre de 91.5 MD au lieu de 74 MD.

4. Les tableaux suivants présentent les coûts totaux par composante et par catégorie de dépenses (en euro et en dinar tunisien).

¹ https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/tableau_statistique_a.jsp?params=PL212010

Tableau 3 Proposition de la nouvelle planification des couts totaux par composante (en 000 DTN et 000 EUR)

	Totals Including Contingencies (TDN '000)						Totals Including Contingencies (EUR '000)					
	Cumul 2017-2020	2021	2022	2023	2024	Total	Cumul 2017-2020	2021	2022	2023	2024	Total
Composante 1. Promotion et valorisation des filières												
1. Organisation des acteurs des filières dans les bassins de production	252	241	207	22	-	722	84	80	69	7	-	240
2. Développement des activités économiques entre les acteurs des filières	3,620	8,475	7,429	8,429	1,955	29,908	1,192	2,715	2,369	2,776	622	9,675
3. Renforcement des capacités professionnelles des acteurs des filières	1,138	1,867	756	681	-	4,441	376	596	234	205	-	1,410
Subtotal	5,010	10,583	8,392	9,132	1,955	35,071	1,651	3,391	2,673	2,989	622	11,325
Composante 2. Création de conditions favorables pour le développement des filières												
Mise en place d'un dispositif d'appui-conseil technico-économique	1,286	1,997	2,546	316	-	6,145	428	644	801	101	-	1,974
Infrastructures publiques liées aux filières	9,946	16,322	7,673	5,130	548	39,620	3,278	5,208	2,383	1,545	160	12,574
Subtotal	11,232	18,320	10,219	5,446	548	45,765	3,706	5,852	3,184	1,646	160	14,548
Composante 3. Coordination et gestion	2,785	1,417	966	791	757	6,715	916	454	299	238	221	2,129
Composante 4. Dons et Subventions	-	990	990	1,020	-	3,000	-	330	330	340	-	1,000
Total PROJECT COSTS	19,027	31,310	20,566	16,390	3,260	90,552	6,273	10,026	6,486	5,213	1,004	29,002

Tableau 3 Proposition de la nouvelle planification des couts totaux par catégorie de dépense (en 000 DTN et 000 EUR)

	Totals Including Contingencies (TDN '000)						Totals Including Contingencies (EUR '000)					
	Cumul 2017-2020	2021	2022	2023	2024	Total	Cumul 2017-2020	2021	2022	2023	2024	Total
I. Investment Costs												
A. Services de consultants	3,511	4,414	2,064	927	259	11,175	1,162	1,431	661	288	76	3,617
B. Formation	498	1,178	529	514	26	2,746	164	376	164	155	9	868
C. Equipement et materiel	4,374	9,848	7,409	6,681	1,380	29,693	1,439	3,142	2,303	2,195	453	9,532
D. Vehicule	1,045	193	-	-	-	1,238	343	62	-	-	-	405
E. Travaux de Génie civil	8,319	14,257	8,626	5,572	-	36,774	2,743	4,549	2,733	1,724	-	11,750
F. Fond de roulement	-	-	-	262	110	372	-	-	-	-	85	32
G. Dons et Subventions	320	990	990	1,020	-	3,320	107	330	330	340	-	1,107
Total Investment Costs	18,067	30,880	19,618	14,977	1,776	85,318	5,958	9,889	6,192	4,788	570	27,396
II. Recurrent Costs												
A. Salaires et indemnités	268	107	112	117	123	727	88	34	35	35	36	228
B. Entretien et fonctionnement	692	323	836	1,296	1,361	4,507	227	103	259	390	398	1,378
Total Recurrent Costs	959	429	948	1,413	1,484	5,234	315	137	294	426	434	1,606
Total PROJECT COSTS	19,027	31,310	20,566	16,390	3,260	90,552	6,273	10,026	6,486	5,213	1,004	29,002

Tableau 4 Proposition de la nouvelle planification des couts totaux par an (en 000 DTN et 000 EUR)

	Totals Including Contingencies (TDN '000)						Totals Including Contingencies (EUR '000)					
	Cumul 2017-2020	2021	2022	2023	2024	Total	Cumul 2017-2020	2021	2022	2023	2024	Total
Composante 1. Promotion et valorisation des filières												
1. Organisation des acteurs des filières dans les bassins de production	252	241	207	22	-	722	84	80	69	7	-	240
2. Développement des activités économiques entre les acteurs des filières	3,620	8,475	7,429	8,429	1,955	29,908	1,192	2,715	2,369	2,776	622	9,675
3. Renforcement des capacités professionnelles des acteurs des filières	1,138	1,867	756	681	-	4,441	376	596	234	205	-	1,410
Subtotal	5,010	10,583	8,392	9,132	1,955	35,071	1,651	3,391	2,673	2,989	622	11,325
Composante 2. Création de conditions favorables pour le développement des filières												
Mise en place d'un dispositif d'appui-conseil technico-économique	1,286	1,997	2,546	316	-	6,145	428	644	801	101	-	1,974
Infrastructures publiques liées aux filières	9,946	16,322	7,673	5,130	548	39,620	3,278	5,208	2,383	1,545	160	12,574
Subtotal	11,232	18,320	10,219	5,446	548	45,765	3,706	5,852	3,184	1,646	160	14,548
Composante 3. Coordination et gestion	2,785	1,417	966	791	757	6,715	916	454	299	238	221	2,129
Composante 4. Dons et Subventions	-	990	990	1,020	-	3,000	-	330	330	340	-	1,000
Total PROJECT COSTS	19,027	31,310	20,566	16,390	3,260	90,552	6,273	10,026	6,486	5,213	1,004	29,002

5. **Analyse des principaux écarts dans les coûts unitaires.** En parallèle, une analyse des coûts unitaires comparées dans le DCP et la RMP a été faite et les principaux écarts sont identifiés dans les coûts des abattoirs, les réseaux et ouvrages de génie civil, les travaux sur les périmètres d'épandage et l'unité de valorisation d'huile d'olive bio. Les justifications suivantes ont été identifiées : i. la sous-estimation lors de la formulation, ii. le redimensionnement de la capacité de l'unité de valorisation d'huile bio, iii. la reformulation du génie civil sur la base de la prise en compte des exigences techniques imposées par l'importance des ouvrages de prétraitement des eaux usées des 2 abattoirs, qui doivent recueillir l'accord de l'ANPE. et iv. l'augmentation des prix suite à la dévaluation du dinar et la concentration des entreprises fournisseurs et v. le coût dégagé dans le cas des périmètres d'épandage sur la base de l'étude technique élaborée en concertation avec les bénéficiaires (travaux importants de terrassement, ouvrages de dérivation, canaux d'épandage)

6. D'autres paramètres d'efficience ont été aussi évalués, comme le ratio coût de gestion sur le coût total sous 7.5% même sous l'hypothèse d'extension de 18 mois du projet.

Tableau 5 Analyse des principaux écarts dans les couts unitaires

Rubrique		Cout unitaire (DTN)			Justification
Unités de Valorisation	Unité	DCP	RMP	Δ	
Abattoir de Makthar	Cout global	353,860	1,564,561	342%	*Sous-estimation dans le DCP *Prise en compte d'ouvrages complémentaires pour le traitement des déchets *Redimensionnement des capacités des 2 abattoirs (plus importants) *Concentration des prestataires des services *augmentation importante des prix des équipements vu la dévaluation du dinar *exigences techniques imposées par l'importance des ouvrages de prétraitement des eaux usées des 2 abattoirs. Ces ouvrages (génie civil et équipements) doivent être performants et avoir l'accord de l'ANPE. Le cout ce ces ouvrages est élevé et largement plus important à celui prévu dans le DCP.
Abattoir de Rouhia	Cout global	582,471	3,154,706	442%	
Unité de confiture et séchage de fruit	Cout global	480,988	602,270	25%	
Unité de trituration des olives	Cout global	839,640	860,788	3%	
Unité de trituration et mise en bouteille huile d'olive bio	Cout global	284,830	638,889	124%	
Unités de stockage frigorifique	Cout global	3,288,974	3,091,664	-6%	
Unité d'extraction d'huile essentielle	Cout global	287,654	313,528	9%	n/a
Infrastructures					
Réseaux et ouvrages de Génie Civil	ha	7,000	10,560	51%	*Sous-estimation lors du DCP *augmentation des prix de la fourniture (conduites, équipements hydromécaniques...)
Aménagement des accès aux PPI	km	298,000	220,000	-26%	
Réhabilitation des périmètres d'épandage	ha	700	4,000	471%	

Appendice: Analyse économique et financière

1. **Intro.** PROFITS est entré en vigueur en juin 2017, mais les réalisations sur terrain n'ont été initiées qu'en mi-2019, et l'AT n'a été mise en place qu'en avril 2020. Les deux premières années ont été consacrées, essentiellement, à l'installation des structures de gestion et de coordination et à la réalisation de quelques études des infrastructures et des plans d'affaires. L'année 2020, espérée comme une année de relance et de récupération des retards accusés, a été affectée par le COVID-19 et par le confinement adopté par le Gouvernement. Pour tout cela, le projet n'a pas eu des réalisations suffisantes à la date de la RMP pour pouvoir vérifier les effets des investissements sur la base de l'évidence. Ce retard dans la mise en oeuvre et le manque de résultats intermédiaires empêchent la mesure durapport qualité-prix du projet.

2. Suite aux restrictions de voyage dues à la pandémie COVID 19, aucune mission dans le terrain n'a permis de vérifier les données et hypothèses en concertation avec les bénéficiaires. La mission a dû travailler sur la base des informations fournies par le projet et la révision des rapports antérieurs.

3. Une nouvelle analyse économique et financière réalisée pour la RMP permet d'envisager des résultats toujours positifs sous condition de l'obtention d'une extension de 18 mois dans la durée du projet, pour viabiliser la mise en place des investissements et accompagner la mise en valeur. Les hypothèses et les données de base lors de la formulation du projet ont été e et actualisées suite aux dernières informations dans les Plans d'Affaires formulés, les Études des filières et les informations transmises par l'équipe du Projet. Dans le nouveau scénario, le TRIE est de 15,2% avec une VANE en USD 5.6 millions. La baisse par rapport aux estimations lors de la formulation est due au retard de la mise en oeuvre et l'augmentation de certains coûts unitaires.

Indicateur	DCP	RMP
TRIE	17.1%	15.19%
VANE @10% (DTN)	45,818,925	\$ 16,303,838

4. **Sources des bénéfices et validation des modèles.** Les hypothèses sur les sources des bénéfices et modèles financières existants ont été validés. Le modèle du Plan d'Affaire des PME a été actualisé avec les projets de Transformation du Lait en fromage transmis par l'UGP en tant que nouveau modèle représentatif. Le projet dans la catégorie des services considère un PAe de services de mécanisation.

5. **Actualisation des prix unitaires et paramètres.** Une actualisation des prix unitaires et des paramètres a été faite. Un taux d'adoption de 70% a été choisi pour l'obtention des bénéfices dans les filières arboricoles. Ainsi, pour avoir une analyse conservatrice, des taux de réussite de 65% pour les plans d'affaires et 70% pour les bénéfices des unités de valorisation ont été retenus. Les facteurs d'actualisation n'ont pas été modifiés pour faciliter la comparabilité de l'exercice et il a été aussi appliqué pour l'harmonisation des valeurs du passé avec les coûts et bénéfices actuels et projetés.

6. **Actualisation des hypothèses d'occupation du sol.** L'équipe de l'unité de gestion du projet a fait une actualisation des hypothèses d'occupation du sol suite aux interventions.

Tableau 1 : Hypothèses d'occupation du sol

		DCP		RMP		RMP	
<u>Filières arboricoles</u>		<u>Occupation du sol (ha)</u>				<u>Rendement (par/ha)</u>	
<u>Formulation</u>		<u>Sans projet</u>	<u>Avec projet</u>	<u>Sans projet</u>	<u>Avec projet</u>	<u>Sans projet Sit. Actuelle</u>	<u>Avec projet An 5 et +</u>
Olivier en sec	Anciennes plantations	15045	15045	15045	15045	10	18
	Jeunes plantations	9250	9250	9250	9250	12	20
	Nouvelles plantations	0	2450	0	1379	0	18
Olivier en irrigué	Intensification	160	160	160	160	100	140
Pommier	Intensification	1875	1875	1875	1875	20	30
	Nouvelles plantations	0	500	0	0	0	30
Cerisier	Irrigué	417	417	417	417	7.5	10
	Semi-intensif	140	140	140	140	5	7
	Nouvelles plantations		400	0	120	0	10
Figuier	En sec	210	210	210	210	Fraîches : 1.5 Sèches : 0.5	Fraîches : 2 Sèches : 2
	Irrigation complémentaire	500	500	500	500	Fraîches : 1.75 Sèches : 0.5	Fraîches : 3 Sèches : 2
	Nouvelles plantations	0	150	0	75	0	Fraîches : 5 Sèches : 4
Amandier	Intensification	1270	1270	1270	1270	1	1.3
	Nouvelles plantations	0	1000	0	390	0	1.5
Noyer	Intensification	325	325	325	325	5.6	7

7. **Résultats de l'exercice.** Les modèles financiers élaborés montrent des résultats positifs. Parmi les Plans d'Affaire évalués, l'apiculture et l'unité de transformation du lait en fromage sont jugées comme les activités les plus rentables. Les abattoirs présentent toujours une rentabilité négative comme il a été évalué dans le DCP mais ils sont considérés comme des investissements clé pour le développement des filières élevage dans la région.

Tableau 2 : Synthèse des résultats des modèles financiers (I)

Unités de Valorisation	TRIF	NPV(DT)	Ratio B/C
Unité de confiture et séchage de fruit	32%	574,230	4.78
Unité de stockage frigorifique	11%	203,638	6.01
Unité de trituration d'huile d'olive	11%	58,767.38	1.25
Unité de trituration et mise en bouteille d'huile biologique	11%	27,363.75	3.22
Unité d'extraction d'huile essentielle 1	17%	49,125.32	2.12
Unité d'extraction d'huile essentielle 2	11%	3,480.19	1.64
Plans d'affaire			
Apiculture	37%	\$377,386	2.33
Engraissement	12%	\$21,257	1.05
Bovine Lait	23%	\$391,117	1.28

PME	28%	\$224,780	1.18
Projet Services	21%	\$273,217	3.03

Tableau 3 : Synthèse des résultats des modèles financiers (II)

Modèle	TRIF	VANf(DT)	Ratio B/C
Filière arboricole			
Olivier en irrigué (ha)	n/a	17,027	3.20
Olivier pluvial	50%	1,966	1.21
Olivier installation	11%	187	1.18
Pommier	n/a	37,798	3.01
Pommier installation	33%	46,746	2.01
Figuier irrigué	n/a	11,402	3.12
Figuier en sec	n/a	19,375	3.43
Figuier installation	31%	28,369	2.37
Amande	65%	3,966	2.28
Amande Installation	17%	7,339	1.89
Cerisier irrigué	n/a	24,118	3.94
Cerisier S-l	n/a	16,760	3.00
Cerisier installation	45%	56,466	2.77
Noyer	n/a	1,011	2.81

Tableau 4 : Synthèse des résultats des modèles financiers (III)

Détail par unité	Unité	PA & Unités de Valorisation										
		Apiculture	Engraissement	Bovine Lait	PME	Projet Services	Unité de confiture et séchage de fruit	Unité de stockage frigorifique	Unité de trituration d'huile d'olive	Unité de trituration et mise en bouteille d'huile biologique	Unité d'extraction d'huile essentielle 1	Unité d'extraction d'huile essentielle 2
Marge Brut SANS	DT	22,400	22,680	16,800	27,000	23,380	18,000	13,500	7,200	7,200	14,250	5,250
Avec Projet	Couts	66,920	534,345	393,241	357,600	52,208	54,000	115,800	542,040	55,800	41,670	44,740
	Revenus	188,000	558,600	529,094	440,400	156,000	300,000	720,000	677,710	186,570	96,836	69,577
Marge Brut SANS	DT	121,080	24,255	135,853	82,800	103,792	246,000	604,200	135,670	130,770	55,166	24,837
TRIF	%	37.3%	11.7%	23.1%	27.5%	21.2%	32.1%	11.0%	11.3%	11.1%	17.1%	10.7%
VANf @10%	DT	377,386	21,257	391,117	224,780	273,217	574,230	203,638	58,767	27,364	49,125	3,480
Ratio B/C	#	2.3	1.0	1.3	1.2	3.0	4.8	6.0	1.2	3.2	2.1	1.6

Tableau 5 : Synthèse des résultats des modèles financiers (IV)

Détail par ha / unité	Unité	Modèles													
		Filière arboricole													
		Olivier en irrigué (ha)	Olivier pluvial	Olivier installation	Pommier	Pommier installation	Figuier irrigué	Figuier en sec	Figuier installation	Amande	Amande Installation	Cérisier irrigué	Cérisier S-I	Cérisier installation	Noyer
Sans Projet		*													
Couts	DT	2,655	634		5,198		1,453	810		2,194		3,818	3,338		12,194
Revenus	DT	8,800	880		15,400		7,000	2,425		5,700		15,750	10,500		42,240
Marge Brut	DT	6,145	246	84	10,202	700	5,548	1,616	560	3,506	910	11,932	7,162	350	30,046
Avec Projet															
Couts	DT	3,797	1,039	658	7,494	7,309	3,427	1,601	2,827	3,137	2,629	5,255	4,803	5,296	16,223
Revenus	DT	12,320	1,584	1,320	20,790	19,250	10,750	5,900	7,563	7,410	6,270	21,000	14,700	16,800	48,000
Marge Brut	DT	8,523	545	662	13,296	11,941	7,323	4,299	4,736	4,273	3,641	15,745	9,897	11,504	31,777
Diff	%	39	122	n/a	30	n/a	32	166	n/a	22	n/a	32	38	n/a	6
TRIF	%	n/a	50.0%	10.8%	n/a	33.1%	n/a	n/a	30.7%	65.0%	17.3%	n/a	n/a	45.3%	n/a
VANf @10%	DT	17,027	1,966	187	37,798	46,746	11,402	19,375	28,369	3,966	7,339	24,118	16,760	56,466	1,011
Ratio B/C	#	3.2	1.2	1.2	3.0	2.0	3.1	3.4	2.4	2.3	1.9	3.9	3.0	2.8	2.8
Détail par ha / unité	Unité	Modèles													
		Filière arboricole													
		Olivier en irrigué (ha)	Olivier pluvial	Olivier installation	Pommier	Pommier installation	Figuier irrigué	Figuier en sec	Figuier installation	Amande	Amande Installation	Cérisier irrigué	Cérisier S-I	Cérisier installation	Noyer
Sans Projet		*													
Couts	DT	2,655	634		5,198		1,453	810		2,194		3,818	3,338		12,194
Revenus	DT	8,800	880		15,400		7,000	2,425		5,700		15,750	10,500		42,240
Marge Brut	DT	6,145	246	84	10,202	700	5,548	1,616	560	3,506	910	11,932	7,162	350	30,046
Avec Projet															
Couts	DT	3,797	1,039	658	7,494	7,309	3,427	1,601	2,827	3,137	2,629	5,255	4,803	5,296	16,223
Revenus	DT	12,320	1,584	1,320	20,790	19,250	10,750	5,900	7,563	7,410	6,270	21,000	14,700	16,800	48,000
Marge Brut	DT	8,523	545	662	13,296	11,941	7,323	4,299	4,736	4,273	3,641	15,745	9,897	11,504	31,777
Diff	%	39	122	n/a	30	n/a	32	166	n/a	22	n/a	32	38	n/a	6
TRIF	%	n/a	50.0%	10.8%	n/a	33.1%	n/a	n/a	30.7%	65.0%	17.3%	n/a	n/a	45.3%	n/a
VANf @10%	DT	17,027	1,966	187	37,798	46,746	11,402	19,375	28,369	3,966	7,339	24,118	16,760	56,466	1,011
Ratio B/C	#	3.2	1.2	1.2	3.0	2.0	3.1	3.4	2.4	2.3	1.9	3.9	3.0	2.8	2.8
Détail par ha / unité	Unité	Modèles													
		Filière arboricole													
		Olivier en irrigué (ha)	Olivier pluvial	Olivier installation	Pommier	Pommier installation	Figuier irrigué	Figuier en sec	Figuier installation	Amande	Amande Installation	Cérisier irrigué	Cérisier S-I	Cérisier installation	Noyer
Sans Projet		*													
Couts	DT	2,655	634		5,198		1,453	810		2,194		3,818	3,338		12,194
Revenus	DT	8,800	880		15,400		7,000	2,425		5,700		15,750	10,500		42,240
Marge Brut	DT	6,145	246	84	10,202	700	5,548	1,616	560	3,506	910	11,932	7,162	350	30,046
Avec Projet															
Couts	DT	3,797	1,039	658	7,494	7,309	3,427	1,601	2,827	3,137	2,629	5,255	4,803	5,296	16,223
Revenus	DT	12,320	1,584	1,320	20,790	19,250	10,750	5,900	7,563	7,410	6,270	21,000	14,700	16,800	48,000
Marge Brut	DT	8,523	545	662	13,296	11,941	7,323	4,299	4,736	4,273	3,641	15,745	9,897	11,504	31,777
Diff	%	39	122	n/a	30	n/a	32	166	n/a	22	n/a	32	38	n/a	6
TRIF	%	n/a	50.0%	10.8%	n/a	33.1%	n/a	n/a	30.7%	65.0%	17.3%	n/a	n/a	45.3%	n/a
VANf @10%	DT	17,027	1,966	187	37,798	46,746	11,402	19,375	28,369	3,966	7,339	24,118	16,760	56,466	1,011
Ratio B/C	#	3.2	1.2	1.2	3.0	2.0	3.1	3.4	2.4	2.3	1.9	3.9	3.0	2.8	2.8
Détail par ha / unité	Unité	Modèles													
		Filière arboricole													
		Olivier en irrigué (ha)	Olivier pluvial	Olivier installation	Pommier	Pommier installation	Figuier irrigué	Figuier en sec	Figuier installation	Amande	Amande Installation	Cérisier irrigué	Cérisier S-I	Cérisier installation	Noyer
Sans Projet		*													
Couts	DT	2,655	634		5,198		1,453	810		2,194		3,818	3,338		12,194
Revenus	DT	8,800	880		15,400		7,000	2,425		5,700		15,750	10,500		42,240
Marge Brut	DT	6,145	246	84	10,202	700	5,548	1,616	560	3,506	910	11,932	7,162	350	30,046
Avec Projet															
Couts	DT	3,797	1,039	658	7,494	7,309	3,427	1,601	2,827	3,137	2,629	5,255	4,803	5,296	16,223
Revenus	DT	12,320	1,584	1,320	20,790	19,250	10,750	5,900	7,563	7,410	6,270	21,000	14,700	16,800	48,000
Marge Brut	DT	8,523	545	662	13,296	11,941	7,323	4,299	4,736	4,273	3,641	15,745	9,897	11,504	31,777
Diff	%	39	122	n/a	30	n/a	32	166	n/a	22	n/a	32	38	n/a	6
TRIF	%	n/a	50.0%	10.8%	n/a	33.1%	n/a	n/a	30.7%	65.0%	17.3%	n/a	n/a	45.3%	n/a
VANf @10%	DT	17,027	1,966	187	37,798	46,746	11,402	19,375	28,369	3,966	7,339	24,118	16,760	56,466	1,011
Ratio B/C	#	3.2	1.2	1.2	3.0	2.0	3.1	3.4	2.4	2.3	1.9	3.9	3.0	2.8	2.8

Ratio B/C	#	3.2	1.2	1.2	3.0	2.0	3.1	3.4	2.4	2.3	1.9	3.9	3.0	2.8	2.8
-----------	---	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

8. Pour l'analyse économique, dans le nouveau scenario, le TRIE est à 15,2% avec une VANE en USD 5.6 millions. Les tableaux suivants présentent une synthèse des résultats de l'exercice.

Tableau 6 : Tableau de calcul du TRIE et VANE (DTN)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026-36
Sources de Bénéfices										
Plans d'Affaire					-\$ 1,722,967	-\$ 10,669,552	-\$ 9,629,897	\$ 1,908,355	\$ 6,769,761	\$ 7,991,520
Arboriculture					\$ -	\$ -	\$ 8,981,816	\$ 13,270,152	\$ 18,725,299	\$ 21,002,410
Unités de Valorisation					\$ -	\$ -	-\$ 5,816,160	-\$ 443,302	\$ 1,155,068	\$ 2,184,586
Pistes					-\$ 8,741,693	\$ 480,000	\$ 480,000	\$ 480,000	\$ 480,000	\$ 480,000
Bénéfices totaux (DTN)					-\$ 10,464,660	-\$ 10,189,552	-\$ 5,984,241	\$ 15,215,205	\$ 27,130,128	\$ 31,658,516
Bénéfices totaux harmonisés					-\$ 9,513,328	-\$ 8,421,117	-\$ 4,496,049	\$ 10,392,190	\$ 16,845,675	\$ 17,870,407
Coûts économiques du Projet	\$110,632	\$995,685	\$2,502,183	\$ 10,857,392	\$ 15,020,833	\$ 9,672,504	\$ 12,452,318	\$ 395,647	\$ 334,835	\$334,835
Coûts totaux harmonisés	\$147,251	\$ 1,204,778	\$ 2,752,401	\$ 10,857,392	\$ 13,655,303	\$ 7,993,805	\$ 9,355,611	\$ 1,636,259	\$ 207,906	\$ 189,005
Bénéfices add	-\$147,251	-\$1,204,778	-\$ 2,752,401	-\$ 10,857,392	-\$ 23,168,630	-\$ 16,414,922	-\$ 13,851,659	\$ 8,755,931	\$ 16,637,769	\$ 17,681,401

TIRE	15.19%
VANE (@10%, 20 ans, DTN)	16,303,838
VANE (@10%, 20 ans, USD)	5,624,373
Ratio B/C	1.55

9. **Suivi de la rentabilité des investissements.** La mission a eu une séance de travail avec l'équipe du projet pour renforcer les capacités d'évaluation et suivi de la rentabilité financière des investissements. Diverses propositions ont été discutées et seront travaillées au sein du projet pour mettre en place des dispositifs de suivi. Sous l'approche filière, cela comprend l'identification des variables critiques qui affectent la rentabilité ainsi que l'évaluation semestrielle des principaux modèles pour permettre un pilotage stratégique et la prise en compte des mesures de mitigation dans la mise en oeuvre du projet.

10. **Analyse des mécanismes de financement des coûts d'entretien des Unités de Valorisation.** Notamment pour les investissements dans les infrastructures publiques et les unités de valorisation le projet devra évaluer et assurer le mécanisme de financement pour les coûts d'entretien des mêmes. C'est un aspect clé en matière de d'efficience et durabilité des investissements.

Appendice: Plan d'Action en complétant PROFITS pour le Suivi-Evaluation - Mis à jour le 28 octobre 20

No.	Activité	Raison pour cette activité	Résultats attendus	Budget nécessaire	Date butoir	Responsabilité	Suivi
1	Recrutement d'un spécialiste SE au sein de l'UGP	Remplir la fonction de SE, en remplacement du partant	Un responsable SE en place à l'UGP	100.000 DT	Avril 2020	UGP AT/CNEA	Spécialiste recruté sur l'AT, en poste depuis juillet 20
2	Examen, simplification et opérationnalisation du manuel de SE	Institutionnaliser le flux et la périodicité de transmission de l'information du niveau local au niveau régional et auprès des partenaires	Système de transmission de l'information fonctionnel	NA	Mai 2020	RSE	Le système au niveau de l'UGP est en cours d'opérationnalisation, au niveau central le syst. INGES ne couvre pas encore tous les indicateurs du CL.
3	Formation	Renforcement de compétence en matière de S/E	Maîtrise de l'outil de S/E	200.000 DT	Juin 2020	UGP	Pas encore,
4	Mise en place de la base de données Excel au niveau central pour l'enregistrement des données collectées sur le terrain	1) Nécessité d'avoir une base de données permettant le suivi des indicateurs du cadre logique et le suivi des bénéficiaires du projet pour mesurer la portée 2) Opérationnaliser l'utilisation des fiches de collectes et sensibiliser les partenaires sur le terrain	- - Les données collectées sont classées et désagrégées par sexe et tranches d'âge et permettent le suivi des bénéficiaires et des indicateurs du cadre logique ; - Fiches de suivi remplis par les coordinateurs locaux et transmises régulièrement au RSE-	En régie	Mai 2020	CRDA/ UGP	Base de données Excel et fiches de collecte préparées sur la base du Manuel de S-E Complétée durant la mission de RMP avec les Définitions et méthodes de calcul des indicateurs Nécessite affinement des données bénéficiaires incluant genre et âge systématiquement

No.	Activité	Raison pour cette activité	Résultats attendus	Budget nécessaire	Date butoir	Responsabilité	Suivi
			<ul style="list-style-type: none"> - Qualité des données améliorées. - 				
6	<ul style="list-style-type: none"> - Session de sensibilisation et formation de tous les acteurs et partenaires au suivi-évaluation 	Encadrement du personnel et sensibilisation à l'importance de la collecte et qualité des données de tous les acteurs impliqués	<ul style="list-style-type: none"> - Personnels bien informés des nouveautés en matière de S/E. - SSE mise à jour 		Octobre 2020 (RMP)	FIDA avec appui du RSE/CRDA	une session à distance a été faite pour clarifier les indicateurs de portée et l'utilisation des nouvelles directives IBRE pour les enquêtes
7	Mise en place du SIG (Logistique, formation pour le RSE ou autre cadre sur l'utilisation du matériel existant)	<ul style="list-style-type: none"> - Numérisation de collecte des données. - Introduction du TIC. - Logiciel comptable 	<ul style="list-style-type: none"> - Fiches de suivi remplis à temps réel. - Cartographie du projet mise en place. - Comptabilité fiable est à jour. 	200.000 DT	juin 2020	UGP /CRDA avec appui AT	Pas encore SIG en cours de mise en place.
8	Préparer les TdR et le Questionnaire pour l'enquête d'effets	Auto-évaluation. Mi-parcours. Achèvement	<ul style="list-style-type: none"> - Mesurer les indicateurs du cadre logique. - Apprécier les effets des activités du projet. - Apprécier l'impact des activités du projet 	100.000	RMP Octobre 2020	UGP avec appui FIDA	L'enquête a été reportée à l'année prochaine en 2021 suite au retard dans l'exécution. Le Projet utilisera la nouvelle méthodologie FIDA pour les IBRE.



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Revue à mi-parcours

Appendice 5: Préparation et planification de la mission, mandat, calendrier et personnes rencontrées

Dates de mission: 12-24 octobre 2020

Date du document: 27/11/2020

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5543-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendix 5: Mission Preparation and Planning

Mission d'examen à mi-parcours du PROFITS 12-24 Octobre 2020				
Programme de la mission				
Date	Heure Tunisie	Objet	Personnes concernées	Modalités
12-oct	10h-13h	Réunion interne et organisation de la mission	Philippe	Zoo normal (à renouveler tous les 45 mn). Zine fera l'invitation. Les consultants à la DGFIOP (MARHP)
			Ali Abaab (Chef de mission Technique)	
			Zine G (PF-FIDA)	
			Fathi (GR)	
			Faten (PM)	
			Mohamed (GF)	
			Isabelle (SE)	
			Abderrahmane (Genre/Ciblage)	
			Steven (FIDA) Ciblage/genre	
			Colmant Renaud/CC et SECAP	
			Leandro (COSTAB-AEF)	
13-oct	14h-15h	Réunion de cadrage et de démarrage de la mission	Equipe des consultants	Zoom-FIDA, Sandrine fera l'invitation 14h-17h00. https://ifad.zoom.us/j/94529595577?pwd=cU5wUEtERjZRTjliS2toV1dZdU1PUT09 Meeting ID: 945 2959 5577 Passcode: 044493
			Mme Hamzaoui/Mme Hejer Chalouati, MEFI	
			Mr. Abderraouf Laajimi, DGFIOP	
			Mme, Lamia Jemmeli, DGFIOP	
			Mr, Riadh Ben Moussa	
			Mahdi Khlas, Budget-DGFIOP	
			Equipe Siliana (CRDA et UGP et AT)	
	15h-17h00	Présentation de l'avancement du PROFITS et propositions internes de planification par UGP et discussions	Equipe Siliana (CRDA et UGP et AT)	
			Equipe des consultants	
			Partenaires du Projet (CNEA, PAM, GFRUIT, AVFA, OEP, AFA, DREH, DRASS, PAM,,,))	
14-oct	8h30-17h30	Contact direct entre les consultants et leurs homologues au projet avec possibilité d'inviter Chokri (coordinateur du PROFITS) à Tunis	Chaque consultant avec son homologue	Le consultant fera l'invitation de son homologue sur Zoom ou Skype
15				
16				
17	Toute la journée	Echange interne en ligne entre consultants	Consultants	Zoom/Skype

18				
19	8h30-17h30	Contact en ligne entre consultants et bénéficiaires, GDA, partenaires et membre UGP	Chokri préparera la liste et les téléphones sur demande des consultants	Zoom/Skype
20				
21	Toute la journée	Préparation AM	Consultants	Zoom/Skype/direct
22	9h00 - 12h	Réunion des consultants pour préparer la restitution du 23/10 et envoi de l'AM au Gouvernement	Consultants et FIDA	Zoom-FIDA, Sandrine fera l'invitation. https://ifad.zoom.us/j/98201315817?pwd=dUpXS01DeEs3UFBpTGvNaTUvYzhVZz09 Meeting ID: 982 0131 5817 Passcode: 799940
23	10h00 - 12h00	Réunion synthèse globale	Personne de la réunion du cadrage	Zoom-FIDA, Sandrine fera l'invitation. https://ifad.zoom.us/j/91715007376?pwd=TUVDUiB3Q2dTUEJMblhSVjgzTmhFd09 Meeting ID: 917 1500 7376 Passcode: 304882
24	Toute la journée	Finalisation du rapport de mission	Consultants	Zoom/Skype/direct
25				
Autres réunions prioritaires				
Jour	heure	Objet	Consultants concernés	Membres UGP/CRDA/Partenaires)central DGFIOP
14	9h00	Arrêter le coût actualisé du projet par source de financement sur la base du nouveau taux de change	Zine, Ali Abaab, Mohamed, Leandro	Chokri, Bouaicha, Hermi, Monia, Abdennaceur, Iamia Riadh, Mahdi Khlass
14	14h00	Examen des nouvelles propositions techniques	Zine, Ali, Mohamed, Fathi, Abderrahmane	Chokri, Bouaicha, Abdennaceur, arrondissements techniques
14	14h00	Gestion financière et passation des marchés	Mohamed, Faten	Monia, Habib,
15	10h00	Ciblage, genre et SE	Ali, Zine, Isabelle, Abderrahmane, Steeven	Chokri, Asma, Mejri, Bouaicha
15	14h00	Filières	Ali, Fathi, Abderrahmane	Chokri, Abdennaceur, Lotfi
15	18h00	Réunion interne des consultants	Consultants FIDA	Lien envoyé par Med Khlass
16	9h00	Finalisation COSTAB	Ali, Zine, Fathi,	Chokri, Abdennaceur, Ali, Hermi,
16	10h00	Réunions avec les partenaires	Selon demande des consultants	Selon la nature de la réunion
17	Same di	Réunion interne consultants	Consultants FIDA	Lien envoyé par Med Khlass
18	Dinanche	Travail des consultants		
19		Réunions avec les partenaires/bénéficiaires/ GDA/SMSA	Selon demande des consultants	Selon la nature de la réunion
20				


Liste des partenaires			
NOM	ADM	TEL	EMAIL
M. LABBADI ATEF	DRAS	95619429	atef.labadi@social.gov.tn
M. MEZNI TAOUFIK	AFA	51429699	meznitaoufikafa2019@gmail.com
M. MAHER SAMEH	APIA	93628342	dr.siliana@apia.com.tn
M. ELMASTOURI ARAFAT	AVFA	40367380	arafatelmastouri@gmail.com
M. MAHFLOUDH MENJLI	CNEA	98483282	me_mahfoudh@yahoo.fr
M. BEN AMOR JALEL	CNEA	97462192	jalelbenamor@ymail.com
M. LAAMARI AMID	FEMME FAMILLE	98295152	
MME.BOUHALLI INES	FEMME FAMILLE	22067845	inesbough@gmail.com
M. MARS MESSAOUD	CRRHAB	98280572	mb.mars@yahoo.fr
M.SASSI KHALED	CTAB	98547893	khaledsassi1@gmail.com
M. SMIAI RIDHA	GIFRUIT	24773243	ridhacfpam@gmail.com
M.CHIBET MOHAMED	GIFRUIT	98955368	chibetmohamed@yahoo.fr
MME.BEN AMMAR NAJEH	GIFRUIT	27400964	amnajeh@yahoo.fr
M.LOUHICHI RIADH	GIVLAIT	55444099	rlouhichi6@yahoo.fr
M. SLIMENE AHMED	GIVLAIT	98477024	a_slimene@yahoo.com
M. AJMI LARBI	IO	97553150	ajmilarbi72@gmail.com
M. SAI MOHAMED BECHIR	IO	98546742	mohbsai@yahoo.fr
MME. LAABIDI JIHEN	ODNO	94835135	jihenabidi31@gmail.com
MME. BOUHOUC RYM	ODNO	97874040	rymbouhouch@odno.nat.tn
M.RZAIGUI KAMEL	ODNO	98627026	kamel.rzaigui@gmail.com
M. KHLAIFI ABDENNACEUR	BETI MAKTHAR	97240861	beti.makthar@emploi.nat.tn
M. BOUZAYEN ABDELJABAR	BETI MAKTHAR	97818403	beti.makthar@emploi.nat.tn
M. BOUCHAREB FAYCEL	EE	99891205	boucharebfaisel@gmail.com
M. ZIDI FARID	EE	93931485	faridzidi23@gmail.com
M.BRARI ZOUHAIR	EE	98532742	ee.siliana@emploi.nat.tn
M. BOUSSOUFI AYMEN	OEP	51816569	boussoufiaymen@hotmail.fr
MME. ARIJ GUENAOUI	PAM	99231701	arij.guenaoui@wfp.org
M. BEN MALEK ISSAM	Arrd GR	20620828	ingbmicrda@gmail.com
M.SABRI WALLANI	Arrd Forêt	28527657	sabriwallani@yahoo.fr
M. SLAMA HABIB	Arrd PI	93611179	habib.slama16@yahoo.com
M. DELLAI FARID	Arrd CES	23553639	dalfarid@yahoo.fr
M. HAMMAMI IBRAHIM	Arrd RE	54664564	hammamibrahim@gmail.com
MME. SLAMA SAFA	Arrd RE	96534647	safa_slama@yahoo.fr
MME. ZOUARI NOURA	Arrd PV	97803626	nourazouari8@gmail.com
M.LASSOUED LAZHAR	Arrd PV	98813216	Issouedlazar67@gmail.com
MEKKI SADOK	Arrd PA	98430465	elmekkisadek@gmail.com
GRIQUI EZZEDINE	Division DVPPA	98464806	ezzedine.grioui@gmail.com

M. ALI BOUAICHA	AT-GESTION	98941120	alibouaicha@yahoo.fr
M. ZGAIA ABDESSALEM	SMSA KOUZIRA	22191966	smsa.kouzira@gmail.com
MME. KHEDHIRI ASMA	AT-CIBLAGE	55103307	lhedhiri.asma@gmail.com
M. HAFED MABROUK	GDA ALHAMMEM KESRA	50706030	hafed@gmail.com
MME. DJEBALI SAMEH	Arrd BIO	92167047	jbalisameh@yahoo.fr
M. LAKHDHAR HICHEM	CTEG MAKTHAR	98447595	hichem.lakhdhar@gmail.com
M. ELKAMEL MOHAMED ELKAMEL	CTEG KESRA SS B	29321655	med.elkamel2011@gmail.com
M. AIDI ALI	CTAG ROUHIA	98441150	aliaidi65@gmail.com
M. ZITOUN HABIB	AT-PM	21481968	zhabib60@yahoo.fr
M. SLIMI ALI	Division DHER	98564096	slimi_ali64@gmail.com
M.MEJRI AHMED	AT-SE	96649166	mejriahmed@yahoo.fr
M. ABDELFATEH SAIDI	BICHE	23465005	saidiyari@gmail.com

Mission d'examen à mi-parcours du PROFITS-Siliana			
Du 12 au 24 Octobre 2020			
Consultants/Staff FIDA membres de la mission			
Nom Prénom	Spécialité/Fonction	E-mail	Tel
Philippe Remy	Directeur Programme FIDA; Rome	p.remy@ifad.org	
Ali Abaab (Chef de mission Technique)	Chef de mission; Tunis	ali.abaab@giz.de	97004519
Zine El Abidine Ghoudi (PF-FIDA)	Point Focal FIDA; Tunis	gghoudi@gmail.com	97575990
Fathi Goucha (GR)	PI, CES, infrastructure de base et accès, Tunis	fathi.goucha2010@gmail.com	97634742
Faten Bchini/Skhiri(PM)	Passation des marchés	fatenskhiri@yahoo.fr	95190569
Mohamed Khlass (GF)	Gestion financière	mohamed.khlass@gmail.com	24400100
Isabelle Stordeur (SE)	Suivi-évaluation, FIDA; Rome	i.stordeur@ifad.org	
Abderrahmane Benboubaker (Genre/Ciblage)	Ciblage et genre, Tunis	abbbenboubaker@gmail.com	98580556
Steven Jonckheer(FIDA) Ciblage/genre	Ciblage, Genre, FIDA; Rome	s.jonckheere@ifad.org	
Colmant Renaud/CC et SECAP	CC et SECAP, FIDA; Rome	r.colmant@ifad.org	
Leandro Bullor (COSTAB-AEF)	Analyse économique et financière, Rome	Leandro.Bullor@fao.org	
Sandrine Jacqueson	Assistante Programme FIDA Rome	s.jacqueson@ifad.org	
Homologues UGP-AT et CRDA			
Nom Prénom	Fonction	E-mail	Tel
Moncef Hermi	Directeur Général CRDA Siliana	hermimoncef@yahoo.fr	93203569
Chokri Ouji	Directeur UGP, Coordinateur PROFITS	chokri.ouji18@gmail.com	98596402
Ali Bouaicha	AT-Gestion projet	alibouaicha@yahoo.fr	98941120
Mohamed Hermi	Sous Directeur UGP- Suivi-évaluation	hermimohamed1@gmail.com	94341151
Anis Zribi	Suivi-évaluation (système INJEZ)	aniszribi350@gmail.com	98928437
Rabii Ferchichi	Planification	ferchichirabii@gmail.com	96396925

Ahmed Mejri	AT-Suivi-évaluation	mejriahmed@yahoo.fr	96649166
Asma Kdhiri	AT-Ciblage et genre	khedhiri.asma@gmail.com	55103307
Abdennaceur Daghari	Sous Directeur UGP-Filières	daghari@gmail.com	95529535
Lotfi Hosni	Responsable Développement Local	lotfihosni69@gmail.com	97177462
Monia	Responsable Gestion financière et PM	maaouimoniamonia2017@gmail.com	96343671
Habib Zitoun	AT-Passation des marchés	zhabib60@yahoo.fr	21481968
Saidi abed elfattech	AT-Suivi des travaux	saidiyari@gmail.com	23465005
Bouthaina Chain	Coordinateur Local Bargou		92686992
Amor Boujlal	Coordinateur Local Rouhia	boujlelamor@gmail.com	92770320
Khlaed bdereeine	Coordinateur Local Siliana Sud		95528334
Gaffari abel fattah	Coordinateur local Kisra		95528310
Abedelazize Hamed	Coordinateur Local Makthar		97745163
Hecheem lakhder	CTEG	hichem.lakdhar@gmail.com	98447595
Ali Aiidi	CTEG	aliaidi65@gmail.com	98441150
Med Elkamel	CTEG	med.elkamel2011@gmail.com	98286899
Personnes du niveau central			
Abderraouf Laajimi	Directeur Général DGFIOP-MARHP	raouf_laajimi@yahoo.fr	98435172
Lamia Jemmel	Directrice des Projets DGFIOP-MARHP	jemalilam@gmail.com	97819493
Riadh Ben Moussa	Sous Directeur-Coordinateur central portefeuille FIDA, DGFIOP-MARHP	benmoussariadh713@gmail.com	98985736
Mehdi Khlass	Directeur du Budget DGFIOP-MARHP	khlassmehdi2000@gmail.com	23506141
Hejer Chalouati	Ministère de l'économie, finances et investissement	heger.chalouati@mdici.gov.tn	92207274

AnnexV Terms of Reference for Consultants and other persons hired by IFAD to participate in missions under a non-staff contract

MISSION DETAILS	
Country of Assignment/Location:	Tunisie/Gouvernorat de Siliana
Mission Name:	Mission de revue à mi-parcours à distance du PROFITS
Mission Start Date:	12 Octobre 2020
Mission End Date:	23 Octobre 2020
Division/Department:	NEN
Reports to (name and title):	Mr. Philippe Remy, Directeur-Pays (DP) 

MISSION COMPOSITION (Team members' full name and specialization)	
Name:	Specialization:
Mr. Ali Abaab	Agro-économiste, Chef de mission technique
Mr. Zine El Abidine Ghoudi	Point focal FIDA en Tunisie, spécialiste développement rural et SE
Mme Faten Skhiri Bchini	Spécialiste en passation des marchés
Mr. Fathi Goucha	Spécialiste en infrastructure de base et PI
Mr. Abderrahmane Ben Boubaker	Spécialiste en organisation paysanne, ciblage et micro-entreprises
Mr Mohamed Khlass	Spécialiste en gestion financière;
Leandro Bullor	Spécialiste en analyse économique et financière
Steven Jonckheere	PTL de PROFITS, Spécialiste en inclusion sociale
Renaud Colmant	Spécialiste climat et environnement
Isabelle Stordeur	Spécialiste Suivi-Evaluation – NEN / FIDA

MISSION SCHEDULE
Mission de revue à mi-parcours du Projet de promotion des filières pour le développement territorial de Siliana (PROFITS) à distance (A cause de la persistance des contraintes et limitation des voyages internationaux et locaux liées au Covid-19)

BACKGROUND

Le Projet de promotion des filières pour le développement territorial de Siliana (PROFITS) a été approuvé en décembre 2016 par le Conseil d'administration du FIDA, l'accord de financement a été signé en janvier 2017 et a été approuvé par l'assemblée des peuples en mai-2017. Il est entré en vigueur en date du 13 juin 2017.

Le coût total du projet, d'une durée de six ans, est estimé à 34,2 millions d'USD. Le FIDA contribue au financement du projet avec un montant de 24,1 millions de dollars US, sous forme d'un prêt de 21,6 millions d'Euros et d'un don de 0,46 million d'Euros. L'objectif global du projet est d'améliorer les conditions de vie des populations rurales vulnérables dans la zone Sud de Siliana, notamment par de nouvelles opportunités d'emploi durables grâce à la valorisation des possibilités de développement rural par le biais des filières. Il cible directement 54.500 habitants.

En plus des missions d'appui depuis le démarrage du projet, la troisième mission de supervision du FIDA a eu lieu en Février 2020 et a maintenu le classement du projet dans la catégorie des projets à problèmes, déclaré lors de la mission de supervision en Septembre 2019. Une série de recommandations a été élaborée et un mécanisme de suivi mensuel a été mis en place pour suivre la mise en œuvre des recommandations qui ont été adressées sous la forme suivante par la Directrice de la Division dans son courrier d'accompagnement au rapport de mission:

Renforcement de l'équipe de projet

- Contractualisation et mobilisation immédiate de l'AT identifiée (AT gestion, AT filières, Conseillers technico-économiques et de gestion et Responsable passation de marchés) – mars 2020
- Recrutement de l'AT restante selon une procédure accélérée (ciblage et suivi-évaluation) –avril 2020
- Organisation d'une retraite de l'UGP et de l'AT, animée par l'AT – avril 2020

Amélioration de la gestion du projet

- Mise en place d'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des conventions (calendrier de réunions, échéancier de livrables) – avril 2020
- Actualisation et mise à jour du système de suivi-évaluation (SSE) et des états financiers (notamment sur INJEZ) – avril 2020
- Préparation d'un rapport interne d'exécution incluant une vision sur la poursuite du projet en prévision de la revue à mi-parcours – septembre 2020

Réalisation des infrastructures

- Signature d'une convention avec la Direction régionale de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire de Siliana pour la supervision des infrastructures d'accès – mars 2020
- Finalisation du DAO pour le recrutement d'un bureau d'études pour la mission de maîtrise d'œuvre des travaux – mars 2020
- Elaboration d'un échéancier des études et travaux des abattoirs et des unités de valorisation à suivre rigoureusement – mars 2020

Depuis, la supervision de février 2020, une équipe d'assistance technique dans les domaines de gestion de projet, de passation des marchés, et trois conseillers technico-économiques ont été sélectionnées et contractés, mais la situation de confinement total en Tunisie, causée par la conjoncture du COVID-19, a empêché leur mise en place au sein de l'unité de gestion du projet à Siliana. D'autres profils sont en cours de sélection (Suivi-évaluation, ciblage et infrastructure). De plus, plusieurs dossiers d'appel d'offres ont été finalisés et lancés, en particulier pour l'acquisition de cheptel (bovin et ovin), les études des pistes et des unités de valorisation, et la préparation des guides de bonnes pratiques.

Par ailleurs, sur demande du Gouvernement, et pour modérer l'effet du COVID-19 sur la population impactée, une opération de transfert d'argent a été approuvée par le FIDA, et en cours de mise en œuvre, à travers une convention tripartite MAS-UTSS et PROFITS, pour un budget global de 1,4 M. Euros pour toucher un maximum de 7500, sur une durée de trois mois. Dans ce cadre également, la convention passée entre le PAM et PROFITS a été amendée pour apporter un appui aux familles des élèves bénéficiant normalement des cantines scolaires dans 5 écoles de la zone d'intervention de PROFITS.

Le taux actuel de décaissement est de l'ordre de 12%.

MISSION OBJECTIVES AND OUTPUTS

A ce jour, cinq missions de suivi et d'appui, et trois missions de supervision ont eu lieu, dont la dernière date de février 2020. A mi-chemin, et après écoulement de trois ans de la durée contractuelle du projet, la mission de revue à mi-parcours a été programmée du 12 au 24 Octobre 2020.

L'objectif principal de la revue sera de construire les fondements d'une sortie de PROFITS de la catégorie des projets à problème et de proposer des ajustements pour qu'il atteigne ses objectifs de développement, éventuellement révisés, d'ici son achèvement.

Pour cela, la revue permettra:

- (i) d'analyser l'état d'avancement global (physique, financier et institutionnel) du Projet;
- (ii) d'évaluer la performance du projet et ses éventuels effets et impacts à mi-parcours; il faut souligner que du fait du faible avancement du projet, l'analyse des effets à mi-parcours n'a pas été menée, et qu'il a été proposé qu'elle soit conduite au cours du deuxième semestre 2021, un an après la mi-parcours.
- (iii) de proposer des éléments de simplification du projet afin de faciliter sa mise en œuvre et d'améliorer sa performance globale;
- (iv) de proposer une planification des activités du projet pour la période restante de sa mise en œuvre, en tenant compte des capacités actuelles et potentielles des structures de gestion et de mise en œuvre, de proposer les réallocations budgétaires nécessaires et d'actualiser le cadre logique en conséquence.

INDIVIDUAL RESPONSIBILITIES, EXPECTED OUTPUTS AND REQUIRED COMPLETION DATES

Full Name of Consultant:	Mr. Ali Abaab, Agro-économiste, Chef de mission technique
Expected Start Date of Assignment:	12 octobre 2020
Expected End Date of Assignment:	28 octobre 2020
Total number of working days (max. 240 in a 12-month period):	17 jours

GENERAL DESCRIPTION OF TASK(S) AND OBJECTIVE(S) TO BE ACHIEVED

Expected Activities:

En plus de sa mission de coordination technique de la mission, il est chargé de la synthèse de l'ensemble des travaux et de la remise à temps de la première version de l'aide-mémoire le 21 octobre (AM) et du rapport final y compris les appendices le 26 octobre. Il sera chargé de diriger l'équipe d'experts et de les encadrer afin de produire un document selon les standards requis. Il consolidera les contributions des experts et finalisera le rapport global de la mission.

Sans être limitatif, il sera spécifiquement responsable des tâches ci-dessous:

- Etablissement, en collaboration avec les différents consultants de l'avancement du PTBA 2020 et d'une situation cumulée, des réalisations physiques des composantes et activités du Projet, de l'analyse des écarts par rapport aux prévisions du rapport de conception, et des contraintes ayant entravées la réalisation des activités prévues;
- Evaluer l'état (quantité et qualité) d'exécution des activités liée aux filières animales et végétales, en particulier l'avancement des études des abattoirs, et des unités de valorisation et identifier les contraintes et les recommandations nécessaires;
- Apprécier le niveau de prise en charge des recommandations de la dernière mission de supervision, en particulier celles concernant les aspects filières animales et végétales et élaborer des recommandations pour améliorer et accélérer la mise en œuvre;
- Elaborer, des propositions de révision, réorientations et/ou réajustements des actions liées aux filières et préparer un planning détaillé de leur mise en œuvre jusqu'à l'achèvement du Projet;
- Etablissement, avec le consultant en gestion financière, de la situation financière, en termes d'engagement, paiement et décaissement, (en cumul et pour le PTBA-2020) et analyse des écarts par rapport aux prévisions du rapport d'évaluation et par rapport aux clauses contractuelles, par composante/activité et par catégorie de dépenses;
- Evaluation des effets et des tendances d'impacts du projet en relation avec les produits et résultats assignés par le rapport de conception et les attentes de la population, et de la probabilité de l'atteinte des objectifs de développement fixés pour le projet à son achèvement;
- Appréciation en collaboration avec le consultant chargé de l'analyse financière du degré de rentabilité du Projet à mi-parcours et proposition de mesures correctives, le cas échéant, pour la période de mise en œuvre restante;
- Elaboration, avec les autres membres de la mission, des propositions de révision, réorientations et/ou réajustements et réallocation des fonds nécessaires et déterminer les actions urgentes à engager;
- Elaboration, avec les membres de la mission, d'un planning détaillé (par activité et par an en fonction des reliquats des fonds des prêts et don) de mise en œuvre des activités à entreprendre jusqu'à l'achèvement du Projet, qui servira comme tableau de bord à suivre par les structure de gestion;
- Etablissement, en concertation avec les autres consultants et les structures de gestion, d'une stratégie de sortie qui démarre progressivement avec les structures actuelles du Projet et se poursuit après l'achèvement. A ce niveau, il y a lieu de préciser les modalités de passation des différents acquis du Projet et les structures de prise en charge après son achèvement;

- Rédaction, à partir des contributions des consultants au rapport de la Revue, de la première version de l'aide-mémoire le 21 octobre, à finaliser et signer le 23 octobre après la réunion de restitution de la mission, auquel les autres membres de la mission auront contribué et qui servira de base de discussion pour la réunion de synthèse au cours de laquelle la mission présentera ses principales conclusions et recommandations à la contrepartie Tunisienne;
- Finalisation du rapport de mission, ainsi que des appendices, selon le format disponible dans le système ORMS du FIDA en ligne et le contenu avec le DP le 26 octobre 2020.

KEY PERFORMANCE INDICATORS

Expected Outputs (please include any travel if applicable):	Required Completion Date:
- Contribution au rapport de mission offline, en fonction du template distribué en début de mission	20 octobre 2020
- Aide-mémoire de la mission sur la base des différentes contributions au rapport de mission off line	21 octobre 2020
- Présentation, lors d'une réunion de synthèse, des conclusions de la mission au Gouvernement et au projet	23 octobre 2020
- Rapport de supervision et appendices obligatoires, y compris cadre logique mis à jour selon le format SRMO;	26 octobre 2020
- Rapport final y compris les appendices	28 octobre 2020
Programme prévisionnel de la mission: VIRTUELLE	
12 Octobre 2020: Arrivée à Tunis / rencontre MDICI + MARHP-DGFIOP	
14 Octobre 2020: Départ vers Siliana à 9h (véhicule du CRDA)	
14-22 Octobre 2020: Séjour à Siliana	
22 Octobre 2020: Retour vers Tunis et envoi de l'AM au Gouvernement	
23 Octobre 2020: Réunion de synthèse à la DGFIOP	
24-28 Octobre 2020: Finalisation du rapport de mission	

INDIVIDUAL RESPONSIBILITIES, EXPECTED OUTPUTS AND REQUIRED COMPLETION DATES

Full Name of Consultant:	Mr. Zine El Abidine GHOUDI, Point focal FIDA en Tunisie, spécialiste développement rural et SE
Expected Start Date of Assignment:	12 octobre 2020
Expected End Date of Assignment:	28 octobre 2020
Total number of working days (max. 240 in a 12-month period):	17 jours

GENERAL DESCRIPTION OF TASK(S) AND OBJECTIVE(S) TO BE ACHIEVED

Expected Activities:
<p>Entant que Point Focal du FIDA en Tunisie, le Consultant appuiera le chef de mission dans la coordination de la logistique de la mission, et sans être limitative, il sera spécifiquement responsable des tâches suivantes, la liste n'étant pas limitative:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation de l'organisation globale des structures de gestion et de coordination du Projet, notamment en matière de planification, de programmation et de suivi-évaluation des tâches prévues et réalisées, de disponibilité des ressources humaines et matérielles nécessaires et analyse des raisons qui ont entravé le bon fonctionnement du projet; - Evaluation et mise à jour, si nécessaire, des indicateurs du cadre logique et valorisation, en collaboration avec les différents membres de la mission, et en particulier Isabelle Stordeur, et du Responsable SE de l'UGP, et collecte des données disponibles pour renseigner les indicateurs de produits et d'effets du Projet afin de mettre à jour le système ORMS du FIDA; - Evaluation de la mobilisation de l'assistance technique, prévue dans le cadre du projet, et de la fonctionnalité du système de suivi-évaluation du projet; - Apprécier l'état d'avancement des filières et de leur potentiel en matière de création d'emploi et de maximisation de la valeur ajouté au niveau local- caractérisation des besoins des femmes et des jeunes en matière de professionnalisation et de création d'activités économiques le long des maillons des chaînes de valeur, sans perdre de vue l'appréciation des plans d'affaire et de leur mise en œuvre; - Appuyer la structure de gestion du projet à explorer le potentiel d'implication des opérateurs privés dans une démarche de prise de risque et co-investissement avec des structures paysannes pour la mise en œuvre des plans d'affaires; - Suivre et évaluer l'état d'avancement des conventions avec les différents partenaires, relatifs aux différents maillons des filières; - Contribuer à la préparation du planning détaillé (par activité et par an en fonction des reliquats des fonds des prêts et don) de mise en œuvre des activités à entreprendre jusqu'à l'achèvement, et à la proposition de réallocation du budget disponible entre les différentes catégories de financement;

- Contribuer à la rédaction de l'Aide-mémoire et du rapport de mission en fournissant, au Chef de mission, les principaux résultats et recommandations concernant les aspects traités, et de compléter les appendices nécessaires tout en veillant, en concertation avec les autres membres de la mission, au respect du format et du contenu du rapport de supervision du FIDA (ORMS).

KEY PERFORMANCE INDICATORS

Expected Outputs (please include any travel if applicable):	Required Completion Date:
- Contribution au rapport de mission offline, en fonction du template distribué en début de mission	20 Octobre 2020
- Participation, à la réunion de synthèse et la présentation des conclusions de la mission au Gouvernement et au projet	23 Octobre 2020
- Finalisation des contributions au rapport de supervision et appendices obligatoires, y compris cadre logique mis à jour selon le format SRMO;	26 Octobre 2020
- Contribution à la préparation de la lettre de gestion résumant les principales conclusion et recommandations de la mission et le calendrier de mise en œuvre;	28 Octobre 2020
Programme prévisionnel de la mission: VIRTUELLE 12 Octobre 2020: Arrivée à Tunis / rencontre MDICI + MARHP-DGFIOP 13 Octobre 2020: Départ vers Siliana à 9h (véhicule du CRDA) 13-22 Octobre 2020: Séjour à Siliana 22 Octobre 2020: Retour vers Tunis et envoi de l'AM au Gouvernement 23 Octobre 2020: Réunion de synthèse à la DGFIOP 24-28 Octobre 2020: Finalisation du rapport de mission	

INDIVIDUAL RESPONSIBILITIES, EXPECTED OUTPUTS AND REQUIRED COMPLETION DATES

Full Name of Consultant:	Mme Faten Skhiri Bchini, Consultante, spécialiste en passation des marchés
Expected Start Date of Assignment:	12 Octobre 2020
Expected End Date of Assignment:	26 Octobre 2020
Total number of working days (max. 240 in a 12-month period):	12 jours + 3 jours pour mettre à jour l'évaluation des risques en matière de passation des marchés à l'aide de la matrice des risques en matière de passation des marchés du FIDA pour le Projet d'Insertion Economique, Sociale et Solidaire (IESS-Kairouan)

GENERAL DESCRIPTION OF TASK(S) AND OBJECTIVE(S) TO BE ACHIEVED

Expected Activities:

PROFITS :

En plus des tâches globales, susmentionnées, Mme Faten Skhiri Bchini sera plus spécifiquement responsable des tâches suivantes, la liste n'étant pas limitative:

- **Ressources Humaines:** Fournir une description sommaire de la capacité en ressources humaines de l'unité d'exécution (UGO), la disponibilité du personnel dédié à cette tâche et la pertinence en termes de qualifications et l'expérience de dotation. Vérifier la disponibilité du manuel de procédures du projet (manuel des achats ou section dédiée aux marchés publics dans le Manuel de procédures du Projet, PIM).
- **Plan de Passation des marchés:** revoir l'avancement du PPM pour l'année en cours et tenir compte de ce qui suit: qualité du plan et vérification de l'inclusion de toutes les étapes nécessaires (par catégories de marchés: biens, travaux et services pour consultation], modes corrects, revue a priori ou post revue, établissement d'un calendrier réaliste, lignes budgétaires prévues, cohérence avec le PTBA (délais d'approvisionnement pris en compte dans le PTBA et vice versa) et fournir des commentaires/suggestions pour améliorer la qualité du PPM et sa présentation. Si la version actuellement mise en œuvre est celle approuvée par le FIDA, proposer des mises à jour du plan. Vérifier que le plan est bien utilisé comme un outil de gestion effectif (avec mises à jour d'état d'exécution régulière; et amendement pour les demandes additionnelles ou modifiées, si besoin).
- Apprécier les procédures de passation de marchés en termes d'efficacité et de transparence et la conformité avec les Directives du FIDA,
- Vérifier la **tenue du registre des contrats**, les bons de commande et conventions et l'avancement du projet par rapport aux prévisions du Plan de passation des marchés et PTBA 2019. Le registre contrat doit contenir tous les marchés attribués depuis le début du projet, jusqu'au moment de la mission de supervision. La mission devra examiner si le Registre est actualisé en temps opportun et comprend toutes les données nécessaires (ex. statut des paiements, solde en vertu du contrat, statut et, le cas échéant, la date d'expiration des garanties de performances).

- **Examen d'un échantillon:** Sélectionnez un échantillon d'activités/transactions d'achat suffisamment représentatives pour chaque catégorie (biens, travaux, services de consultation) et revoir le cycle du marché en entier, à partir des TdR (services) et autres documents de spécification, la sélection de la méthode d'appel d'offres appropriée, la publication de l'appel d'offres, la réception des offres/demandes de propositions, le processus d'évaluation, le procès-verbal de négociation et autres éléments de la finalisation du contrat, la gestion du contrat et ses éventuelles révisions;
- **Système de Classement des marchés:** Vérifier le système de classement de la documentation et la facilité de consultation de la documentation. Selon les bonnes pratiques, chaque marché devrait avoir son propre dossier distinct et les dossiers doivent être conservés correctement et codés par ordre chronologique. (Voir Module C des Directives FIDA des Passations de marchés) et doivent contenir les détails contenus dans les dossiers des marchés publics.
- Contribuer à la rédaction de l'Aide-mémoire et du rapport de mission en fournissant, au Chef de mission, les principaux résultats et recommandations concernant les aspects traités, et de compléter les Appendices nécessaires, tout en veillant, en concertation avec les autres membres de la mission au respect du format et du contenu du rapport à mi-parcours du FIDA en la matière.

Le format et le contenu de la contribution doivent suivre le manuel du FIDA relatif à la passation des marchés de mai 2019.

IESS-Kairouan :

- mettre à jour l'évaluation des risques en matière de passation des marchés à l'aide de la matrice des risques en matière de passation des marchés du FIDA pour le Projet d'Insertion Economique, Sociale et Solidaire (IESS-Kairouan)

KEY PERFORMANCE INDICATORS

Expected Outputs (please include any travel if applicable):	Required Completion Date:
- Contribution au rapport de mission offline, en fonction du template distribué en début de mission	20 octobre 2020
- Participation, à la réunion de synthèse et la présentation des conclusions de la mission au Gouvernement et au projet	23 octobre 2020
- Contribution au rapport de supervision et appendices obligatoires, y compris l'appendice spécifique à la PM;	23 octobre 2020
Programme prévisionnel de la mission: VIRTUELLE	
12 Octobre 2020: Arrivée à Tunis / rencontre MDICI + MARHP-DGFIOP	
14 Octobre 2020: Départ vers Siliana à 9h (véhicule du CRDA)	
14-22 Octobre 2020: Séjour à Siliana	
22 Octobre 2020: Retour vers Tunis et envoi de l'AM au Gouvernement	
23 Octobre 2020: Réunion de synthèse à la DGFIOP	
23 Octobre 2020: Finalisation du rapport de mission	
- Mise à jour de l'évaluation des risques en matière de passation des marchés à l'aide de la matrice des risques en matière de passation des marchés du FIDA pour le Projet d'Insertion Economique, Sociale et Solidaire (IESS-Kairouan)	26 octobre 2020

INDIVIDUAL RESPONSIBILITIES, EXPECTED OUTPUTS AND REQUIRED COMPLETION DATES

Full Name of Consultant:	Mr. Fathi Goucha, Spécialiste en infrastructure de base et PI
Expected Start Date of Assignment:	12 Octobre 2020
Expected End Date of Assignment:	23 Octobre 2020
Total number of working days (max. 240 in a 12-month period):	12 jours

GENERAL DESCRIPTION OF TASK(S) AND OBJECTIVE(S) TO BE ACHIEVED

Expected Activities:

En collaboration avec le Chef de mission technique et les autres membres de l'équipe, il sera plus particulièrement responsable des tâches suivantes, la liste n'étant pas limitative:

- Evaluer la complémentarité, les articulations et les synergies entre la composante infrastructure et les autres composantes du PROFITS;
- Evaluer l'état (quantité et qualité) d'exécution des ouvrages et équipements, et des infrastructures de base, identifier les contraintes et les recommandations nécessaires à leur exploitation rationnelle et durable et mesurer leur impact sur les bénéficiaires à mi-parcours et l'impact escompté au terme du projet;

- Evaluer la pertinence des infrastructures réalisées et en cours de réalisation en liaison/relation avec les activités développées au niveau des différents maillons des filières animales et végétales dans la zone du projet;
- Analyser les suites données aux remarques et commentaires formulés par les missions précédentes de suivi et de supervision du FIDA relatives aux activités d'infrastructure de base et d'hydraulique agricole du Projet;
- Examiner et valider les conclusions et recommandations du rapport d'auto-évaluation à mi-parcours effectué par le Gouvernement, qui concernent les activités d'infrastructure de base et d'hydraulique agricole;
- Examiner si nécessaire, les possibilités d'un recentrage des activités d'infrastructure de base et d'hydraulique agricole en tenant compte des changements intervenus depuis le démarrage, de la dévaluation de la monnaie locale, de l'état d'avancement des activités, des remarques et observations formulées par l'UGP et les missions de supervision, des aspirations de la population, et des opportunités nouvelles qui s'ouvrent à travers la nouvelle conjoncture en Tunisie;
- Planifier les investissements relatifs aux infrastructures de base et à l'hydraulique agricole non encore réalisés ou nouvellement identifiées pour le reste de la durée du Projet (quantité physique, coût unitaire et coût total), en tenant compte du PTBA-2020, et contribuer à la proposition d'une stratégie de sortie assurant la durabilité institutionnelle et physique des acquis du Projet;
- Contribuer, en étroite collaboration avec l'équipe du Projet, à l'identification des innovations et de nouvelles pratiques générées dans le cadre de la mise en œuvre des activités hydrauliques et infrastructure de base ainsi que l'identification des moyens nécessaires pour la diffusion et la reproduction à une échelle plus large de ces innovations;
- En collaboration avec Steven Jonckheere, il évaluera la pertinence de la note SECAP et fera des propositions pour son adaptation en particulier sur les aspects Environnement et Climat;
- Contribuer à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de mission en fournissant, au Coordinateur de la mission, les principaux résultats et recommandations concernant les aspects traités, tout en veillant au respect du format et du contenu du rapport à mi-parcours du FIDA en la matière.

KEY PERFORMANCE INDICATORS

Expected Outputs (please include any travel if applicable):	Required Completion Date:
- Contribution au rapport de mission offline, en fonction du template distribué en début de mission	20 Octobre 2020
- Participation, à la réunion de synthèse et la présentation des conclusions de la mission au Gouvernement et au projet	23 Octobre 2020
- Contribution au rapport de supervision et appendices obligatoires,	23 Octobre 2020
Programme prévisionnel de la mission: VIRTUELLE	
12 Octobre 2020: Arrivée à Tunis / rencontre MDICI + MARHP-DGFIOP	
14 Octobre 2020: Départ vers Siliana à 9h (véhicule du CRDA)	
14-22 Octobre 2020: Séjour à Siliana	
22 Octobre 2020: Retour vers Tunis et envoi de l'AM au Gouvernement	
23 Octobre 2020: Réunion de synthèse à la DGFIOP	
23 Octobre 2020: Finalisation du rapport de mission	

INDIVIDUAL RESPONSIBILITIES, EXPECTED OUTPUTS AND REQUIRED COMPLETION DATES

Full Name of Consultant:	Mr. Abderrahmane Ben Boubaker, Spécialiste en organisation paysanne, ciblage et micro-entreprises
Expected Start Date of Assignment:	12 Octobre 2020
Expected End Date of Assignment:	23 Octobre 2020
Total number of working days (max. 240 in a 12-month period):	12 jours

GENERAL DESCRIPTION OF TASK(S) AND OBJECTIVE(S) TO BE ACHIEVED

Expected Activities: En collaboration avec le Coordinateur de la mission et les autres membres de l'équipe, il sera plus particulièrement responsable des tâches spécifiques suivantes, la liste n'étant pas limitative: <ul style="list-style-type: none"> - Analyse des suites données aux remarques et commentaires formulés par les missions précédentes de suivi et de supervision du FIDA relatives aux activités relatives à l'organisation paysanne et aux AGR et PME du projet; - Examen et validation des conclusions et recommandations du rapport d'auto-évaluation à mi-parcours effectué par le Gouvernement, qui concernent activités en charge; - Évaluation quantitative et qualitative de l'état d'avancement physique, financier et budgétaire des activités génératrices de revenus et d'appui à l'organisation paysanne, ainsi que de leurs effets et impact direct et indirect sur les bénéficiaires et sur l'environnement socio-économique de la région;

- Evaluation du niveau de cohérence du ciblage des bénéficiaires et de l'approche genre adoptées par le Projet en confrontation avec la stratégie de ciblage du FIDA, en particulier, les petits agriculteurs, les femmes et les jeunes et de la portée du Projet atteinte à mi-parcours en termes de bénéficiaires directs/indirectes, de femmes et jeunes;
- Evaluation, du processus de validation des plans d'affaires au niveau local, et de la cohérence de ces outils participatifs avec la conception du Projet;
- Evaluation des aspects institutionnels et de renforcement des capacités relatifs à l'organisation de la population et l'appréciation du niveau de fonctionnalité et de durabilité de ces structures (GDA/SMASA en particulier);
- Appréciation du niveau de performance des coordinateurs locaux du projet- en charge de soutenir les structures de base, d'animer et d'accompagner la dynamique de développement local – et leurs besoins en matière de formation en communication, animation de développement local, approche filière, et de promotion de partenariat;
- Evaluation du niveau de concrétisation des partenariats entrepris par le Projet, des performances et du fonctionnement des conventions établies avec les diverses structures gouvernementales et non gouvernementales, en particulier les conventions avec le PAM et la DRAS, et de l'avancement de la convention avec le MAS et l'UTSS pour servir les familles impactées par le COVID-2019;
- Examen si nécessaire, des possibilités d'un recentrage des activités d'organisation paysanne, de renforcement de capacités et génératrices de revenus en tenant compte des changements intervenus depuis le démarrage, de la dévaluation de la monnaie locale, de l'état d'avancement des activités, des remarques et observations formulées par l'UGP et les missions de supervision, des aspirations de la population, et des opportunités nouvelles qui s'ouvrent à travers la nouvelle conjoncture en Tunisie;
- Planification des investissements relatifs aux activités en charge non encore réalisés ou nouvellement identifiés pour le reste de la durée du Projet (quantité physique, coût unitaire et coût total), en tenant compte du PTBA-2020 et contribution à la proposition d'une stratégie de sortie assurant la durabilité institutionnelle et physique des acquis du Projet;
- Contribution en étroite collaboration avec l'équipe du Projet à l'identification des innovations et de nouvelles pratiques générées dans le cadre de la mise en œuvre des activités en charge ainsi que l'identification des moyens nécessaires pour la diffusion et la reproduction à une échelle plus large de ces innovations;
- Contribuer à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de mission en fournissant, au Coordinateur de la mission, les principaux résultats et recommandations concernant les aspects traités, tout en veillant au respect du format et du contenu du rapport à mi-parcours du FIDA en la matière.

KEY PERFORMANCE INDICATORS

Expected Outputs (please include any travel if applicable):	Required Completion Date:
- Contribution au rapport de mission offline, en fonction du template distribué en début de mission	20 octobre 2020
- Participation, à la réunion de synthèse et la présentation des conclusions de la mission au Gouvernement et au projet	23 octobre 2020
- Contribution au rapport de supervision et appendices obligatoires.	23 octobre 2020
Programme prévisionnel de la mission: VIRTUELLE	
12 Octobre 2020: Arrivée à Tunis / rencontre MDICI + MARHP DGFIOF	
14 Octobre 2020: Départ vers Siliana à 9h (véhicule du CRDA)	
14-22 Octobre 2020: Séjour à Siliana	
22 Octobre 2020: Retour vers Tunis et envoi de l'AM au Gouvernement	
23 Octobre 2020: Réunion de synthèse à la DGFIOF	
23 Octobre 2020: Finalisation du rapport de mission	

INDIVIDUAL RESPONSIBILITIES, EXPECTED OUTPUTS AND REQUIRED COMPLETION DATES

Full Name of Consultant:	Mr. Leandro Bullor, Spécialiste en analyse économique et financière
Expected Start Date of Assignment:	12 Octobre 2020
Expected End Date of Assignment:	23 Octobre 2020
Total number of working days (max. 240 in a 12-month period):	12 jours

GENERAL DESCRIPTION OF TASK(S) AND OBJECTIVE(S) TO BE ACHIEVED

Expected Activities:

Sans être limitatif, le consultant sera responsable des tâches suivantes:

- Réviser et mettre à jour les hypothèses sur le prix du marché, ainsi que les quantités (entrées et rendements) appliqué à l'élaboration de chaque modèle financier.

- Recalculer les indicateurs de rentabilité pour chaque modèle afin de confirmer leur viabilité financière et impacts attendus.
- Développer, le cas échéant, un nouveau modèle qui reflète les activités qui n'étaient pas considérées lors de la conception afin de mieux prendre en compte la théorie du changement du projet durant sa mise en œuvre.
- Revoir et mettre à jour les hypothèses économiques du modèle, en particulier en relation avec les bénéficiaires et les taux d'adoption pour chaque type d'intervention, recalculer les flux de trésorerie du projet des bénéfices additionnels nets et des indicateurs de rentabilité économique (NPV, IRR etc..). (l'absorption par les bénéficiaires est-elle au niveau attendu ?)
- Définir les critères de sélection basés sur ces indicateurs et, en consultation avec le reste de l'équipe, proposer les recommandations qui doivent être prises afin d'augmenter le rendement des projets. Utiliser les résultats de modèles financiers pour justifier ces décisions.
- Prêter une attention particulière à l'examen des ressources financières requises auprès des bénéficiaires afin de mettre en place des projets d'intervention et évaluer si la mise en œuvre de ces solutions sont efficaces. (les bénéficiaires sont-ils en mesure de contribuer avec ce qu'on attendait d'eux en termes de ressources financières/en nature et du travail ?)
- De l'input aux résultats: examiner le coût des formations/équipement/technologie/ infrastructures afin de vérifier qu'ils sont acceptables et garantissent une qualité suffisante. Justifier les dépassements (s'il existe de bonnes raisons pour excéder les coûts prévus). Evaluer si des changements doivent être opérés dans la mise en œuvre pour éviter de gaspiller des ressources.
- Examiner et mise à jour de l'établissement des coûts pris en charge des activités du projet, évaluation des détails comme la hausse des prix prévue (inflation) dans le temps et les imprévus y afférent.
- Mettre à jour, en concertation avec le chef de mission et l'expert en gestion financière, les tableaux du COSTAB jusqu'à l'achèvement du projet.
- Contribuer à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de mission en fournissant, au Coordinateur de la mission, les principaux résultats et recommandations concernant les aspects traités, tout en veillant au respect du format et du contenu du rapport à mi-parcours du FIDA en la matière.

KEY PERFORMANCE INDICATORS

Expected Outputs (please include any travel if applicable):	Required Completion Date:
- Contribution au rapport de mission offline, en fonction du template distribué en début de mission	20 octobre 2020
- Participation, à la réunion de synthèse et la présentation des conclusions de la mission au Gouvernement et au projet	23 octobre 2020
- Contribution au rapport de supervision et appendices obligatoires, en particulier le nouveau COSTAB et les tableaux d'analyse économique et financière;	23 octobre 2020
Programme prévisionnel de la mission: VIRTUELLE 12-Octobre 2020: Arrivée à Tunis / rencontre MDICI + MARHP-DGFIOP 14-Octobre 2020: Départ vers Siliana à 9h (véhicule du CRDA) 14-22-Octobre 2020: Séjour à Siliana 22-Octobre 2020: Retour vers Tunis et envoi de l'AM au Gouvernement 23-Octobre 2020: Réunion de synthèse à la DGFIOP 23-Octobre 2020: Finalisation du rapport de mission	

INDIVIDUAL RESPONSIBILITIES, EXPECTED OUTPUTS AND REQUIRED COMPLETION DATES

Full Name of Consultant:	Mr Mohamed Khlass, Spécialiste en gestion financière
Expected Start Date of Assignment:	
Expected End Date of Assignment:	
Total number of working days (max. 240 in a 12-month period):	

GENERAL DESCRIPTION OF TASK(S) AND OBJECTIVE(S) TO BE ACHIEVED

Expected Activities: cf TDRs préparés par FMD
Contrat fait par FMD.

KEY PERFORMANCE INDICATORS

Expected Outputs (please include any travel if applicable):	Required Completion Date:

INDIVIDUAL RESPONSIBILITIES, EXPECTED OUTPUTS AND REQUIRED COMPLETION DATES	
Full Name of NEN Staff:	Mme. Isabelle Stordeur, Spécialiste Suivi-Evaluation
Expected Start Date of Assignment:	12 octobre 2020
Expected End Date of Assignment:	23 octobre 2020
Total number of working days (max. 240 in a 12-month period):	12 jours
GENERAL DESCRIPTION OF TASK(S) AND OBJECTIVE(S) TO BE ACHIEVED	
Expected Activities: <ul style="list-style-type: none"> Apprécier la fonctionnalité du système de S-E mis en place par le projet et la capacité de l'équipe en charge du suivi et de la collecte des données; Revoir le niveau de conformité globale et la performance du système dans les domaines de la planification, la collecte des données, le suivi des résultats et reportage des produits quantitatifs et effets, si applicables; Revoir l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations concordées dans le Plan de Suivi-Evaluation; Revoir le cadre logique du projet et valider les indicateurs et les cibles définies, en particulier pour les indicateurs de base du FIDA Dispenser une formation à l'équipe du projet sur la nouvelle méthodologie pour le suivi des résultats et les directives du FIDA pour la mesure des effets et la réalisation des enquêtes; Définir un calendrier pour la conduite de l'enquête des effets à mi-parcours et préparer une première ébauche des TdR; Valider la portée du projet en termes de bénéficiaires directs et ménages touchés par rapport aux cibles fixées lors de la conception et revoir toutes les cibles des indicateurs du cadre logique en fonction des changements éventuels proposés par la mission de revue à mi-parcours; Proposer des améliorations au système de S-E et dans l'organisation de la collecte des données si nécessaire; Contribuer à la rédaction de l'Aide-Mémoire et du rapport de supervision dans ORMS pour la section relative au SE et la mise à jour du cadre logique; 	
KEY PERFORMANCE INDICATORS	
Expected Outputs (please include any travel if applicable):	Required Completion Date:
- Contribution au rapport de mission offline, en fonction du template distribué en début de mission	20 octobre 2020
- Participation, à la réunion de synthèse et la présentation des conclusions de la mission au Gouvernement et au projet	23 octobre 2020
- Contribution au rapport de supervision et appendices obligatoires, en particulier le nouveau COSTAB et les tableaux d'analyse économique et financière;	23 octobre 2020
Programme prévisionnel de la mission: VIRTUELLE 12 Octobre 2020: Arrivée à Tunis / rencontre MDICI + MARHP-DGFIOP 14 Octobre 2020: Départ vers Siliana à 9h (véhicule du CRDA) 14-22 Octobre 2020: Séjour à Siliana 22 Octobre 2020: Retour vers Tunis et envoi de l'AM au Gouvernement 23 Octobre 2020: Réunion de synthèse à la DGFIOP 23 Octobre 2020: Finalisation du rapport de mission	

INDIVIDUAL RESPONSIBILITIES, EXPECTED OUTPUTS AND REQUIRED COMPLETION DATES	
Full Name of IFAD Staff:	Steven Jonckheere, PTL et spécialiste en inclusion sociale
Expected Start Date of Assignment:	18 octobre 2020
Expected End Date of Assignment:	23 octobre 2020
Total number of working days (max. 240 in a 12-month period):	6 jours
GENERAL DESCRIPTION OF TASK(S) AND OBJECTIVE(S) TO BE ACHIEVED	
Expected Activities: Sans être limitatif, Mr Jonckheere sera responsable des tâches suivantes: <ul style="list-style-type: none"> En tant que PTL du projet PROFITS, il apportera un appui à la finalisation des recommandations de la mission dans l'Aide-Mémoire et dans le rapport final; En tant que spécialiste en inclusion sociale, il travaillera en étroite collaboration avec Mr Boubaker en particulier sur les aspects de ciblage des bénéficiaires, d'approche Genre et Jeunes; il envisagera l'opportunité de proposer un plan d'actions Genre; 	

- Il évaluera les questions relatives à la nutrition, en particulier dans le cadre de la convention passée avec le PAM;
- En collaboration avec Fathi Goucha, il évaluera la pertinence de la note SECAP et fera des propositions pour son adaptation en particulier sur les aspects d'inclusion sociale;
- Il contribuera à l'évaluation des plans d'affaires au niveau local, des actions de renforcement des capacités, d'organisation des producteurs (GDA/SMASA en particulier) et des conventions avec la DRAS; dans ce cadre, il proposera des liens avec le projet IESS-Kairouan;
- Il contribuera à la planification des investissements relatifs aux activités non encore réalisés ou nouvellement identifiés et à l'identification des innovations et de nouvelles pratiques générées dans le cadre de la mise en œuvre des activités ainsi que l'identification des moyens nécessaires pour la diffusion et la reproduction à une échelle plus large de ces innovations .

KEY PERFORMANCE INDICATORS

Expected Outputs (please include any travel if applicable):	Required Completion Date:
- Contribution au rapport de mission offline, en fonction du template distribué en début de mission	20 octobre 2020
- Participation, à la réunion de synthèse et la présentation des conclusions de la mission au Gouvernement et au projet	23 octobre 2020
- Contribution au rapport de supervision et appendices obligatoires, en particulier le nouveau COSTAB et les tableaux d'analyse économique et financière;	23 octobre 2020
Programme prévisionnel de la mission: VIRTUELLE 18 Octobre 2020: Départ vers Siliana à 9h (véhicule du CRDA) 18-22 Octobre 2020: Séjour à Siliana 22 Octobre 2020: Retour vers Tunis et envoi de l'AM au Gouvernement 23 Octobre 2020: Réunion de synthèse à la DGFIOP 23 Octobre 2020: Finalisation du rapport de mission	

INDIVIDUAL RESPONSIBILITIES, EXPECTED OUTPUTS AND REQUIRED COMPLETION DATES

Full Name of NEN Staff:	Mr. Renaud Colmant, Spécialiste climat et environnement
Expected Start Date of Assignment:	12 octobre 2020
Expected End Date of Assignment:	23 octobre 2020
Total number of working days (max. 240 in a 12-month period):	12 jours

GENERAL DESCRIPTION OF TASK(S) AND OBJECTIVE(S) TO BE ACHIEVED

Expected Activities: I. Adaptation au changement climatique (ACC) - Évaluer l'avancement des activités du projet liées à l'adaptation au changement climatique; - Évaluer l'efficacité en termes de processus ou de capacités institutionnelles et de coordination dans l'intégration de l'adaptation au changement climatique au niveau du projet; - Estimer l'efficacité des actions adaptatives mises en œuvre et fournir des recommandations pour maximiser ces bénéfices et assurer leur durabilité; - Identifier les éventuelles activités de désadaptation que le projet aurait pu promouvoir et proposer des mesures et des solutions techniques pour les surmonter; - Documenter les meilleures pratiques et les leçons apprises ainsi que toute innovation concernant l'adaptation au changement climatique dans le projet; - Explorer les opportunités d'engagement politique sur le changement climatique; - Sur la base de ce qui précède, et conformément au «Guide pour les scores de performance», proposer la notation ACC et rédiger le texte correspondant dans le rapport de supervision du projet et l'aide-mémoire. II. Gestion de l'environnement et des ressources naturelles (ENRM) - Évaluer l'avancement des activités du projet liées à l'environnement et à la GRN; - Évaluer l'amélioration - ou les dommages - des conditions écologiques et les contraintes auxquelles les bénéficiaires (directs / indirects) et les non-bénéficiaires peuvent être confrontés du fait du projet, et proposer des mesures de sauvegarde ou d'optimisation conformes aux directives SECAP du FIDA; - Évaluer la capacité technique et financière du projet à suivre l'impact environnemental du projet; - Documenter les meilleures pratiques et les leçons apprises ainsi que les innovations concernant l'environnement et la GRN dans le projet et évaluer la capacité des acteurs à mettre à l'échelle les techniques et les informations acquises en matière de gestion des ressources naturelles; - Sur la base de ce qui précède, et conformément au «Guide pour les scores de performance», proposer la notation ENRM et rédiger le texte correspondant dans le rapport de supervision du projet et l'aide-mémoire. III. Conformité avec SECAP - Revoir complètement la documentation SECAP du projet (Note SECAP, CRA, ESMP, etc.);

- Évaluer la conformité du projet aux prescriptions de la SECAP et s'il est nécessaire de réviser la catégorie environnementale et sociale du projet et la classification des risques climatiques, et l'efficacité à réduire les impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels du projet;
- Proposer des révisions du ESMP selon les besoins;
- Veiller à ce que les activités du ESMP soient incorporées dans le Manuel de mise en œuvre du projet (PIM) et dans l'AWPB, et que l'UGP engage les partenaires d'exécution et autres parties prenantes dans sa mise en œuvre;
- Sur la base de ce qui précède, et conformément au «Guide pour les scores de performance», proposer, en lien avec Steven Jonckheere, la notation SECAP et rédiger le texte correspondant dans le rapport de supervision du projet et l'aide-mémoire.

KEY PERFORMANCE INDICATORS

Expected Outputs (please include any travel if applicable):	Required Completion Date:
- Contribution au rapport de mission offline, en fonction du template distribué en début de mission	20 octobre 2020
- Participation, à la réunion de synthèse et la présentation des conclusions de la mission au Gouvernement et au projet	23 octobre 2020
- Contribution au rapport de supervision et appendices obligatoires, en particulier le nouveau COSTAB et les tableaux d'analyse économique et financière;	23 octobre 2020
Programme prévisionnel de la mission: VIRTUELLE	
12 Octobre 2020: Arrivée à Tunis / rencontre MDICI + MARHP-DGFIOP	
14 Octobre 2020: Départ vers Siliana à 9h (véhicule du CRDA)	
14-22 Octobre 2020: Séjour à Siliana	
22 Octobre 2020: Retour vers Tunis et envoi de l'AM au Gouvernement	
23 Octobre 2020: Réunion de synthèse à la DGFIOP	
23 Octobre 2020: Finalisation du rapport de mission	

Please note: add further INDIVIDUAL RESPONSIBILITIES, EXPECTED OUTPUTS AND REQUIRED COMPLETION DATES tables as required.

DOCUMENTATION

Toute la documentation du projet sera mise à la disposition des membres de la mission, en particulier:

- Template du rapport de mission
- Le rapport de conception du projet et les documents contractuels (Accord de financement, LTB)
- Le manuel de procédures et le manuel de suivi-évaluation
- Le rapport de la dernière mission de supervision, en février 2020
- Le dernier rapport d'activité semestriel, en juin 2020
- PTBA-2020

Clearance by COM if TORs include communication activities (see section 4.7.iii):

Name: **Signature:** **Date:**

Clearance by ACD if TORs include financial management responsibilities:

Name: **Signature:** **Date:**

IMPORTANT NOTE:

IFAD will accept only reports that have been properly formatted by using the template, which will be provided separately. The team leader is responsible for preparing the main report and annexes in the required format, and ensuring that the working papers submitted by the individual team members are consolidated in one single document and in the correct format. S/He will compile the full report, including her/his own contributions and those of all the mission members into one consistent final and complete report and submit it to IFAD on or before the agreed deadline.



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Revue à mi-parcours

Appendice 6: Passation des marchés

Dates de mission: 12-24 octobre 2020

Date du document: 27/11/2020

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5543-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendix 8: Passation des marchés

- **Ressources Humaines:** Un responsable Passation des Marchés dédié plein temps a rejoint l'UGP en mois d'Avril 2020, avec plus de 20 ans d'expérience en la matière sur des projets financés par des bailleurs de fonds et par le budget de l'Etat.

- **Examen Du Plan de Passation des Marchés (PPM)**

Plan de Passation des Marchés (PPM): Le PPM de 2020 a été approuvé par le FIDA le 30 janvier 2020 puis actualisé après la mission de supervision de février 2020, soumis au FIDA et non objecté le 30 juin 2020. Le PPM de 2020 comprenait 29 dossiers (33 lots) pour les Biens et les Travaux et 26 dossiers (31 lots) pour les Services. 34 contrats ont été signés avec une valeur totale de 8,915,211.786 DT représentant 43 % de la valeur des contrats prévus.

5 marchés sont, ou bien, en cours de signature ou évalués et à transférer aux commissions des marchés pour le contrôle d'une valeur de 979,494.000 ce qui va ramener la valeur totale à 9,894,705.786 représentant 48 % des prévisions.

Marchés en cours de signature:

- Recrutement d'un cabinet de formation : pour réaliser la formation des agriculteurs sur la rationalisation des engrais et pesticides et des irrigants avec un montant de 56 500.000 DT
- Contrat programme AVFA : avec un montant de 521 845.000 DT
- Etude d'évaluation du remembrement (niveau national) : avec un montant 138 900.000 DT
- Création forage : avec un montant de 132 200.000 DT
- Création de 03 piézomètres : avec un montant de 130 049.000 DT.

22 marchés lancés en 2020 dont 5 déclarés infructueux et qui sont les suivants :

- Etudes de faisabilité, pour les deux avis suivants :
 - 1 : « Accompagnement des démarches des groupements et autres acteurs concernés pour la labellisation » ;
 - 2 : élaboration des guides de bonne pratique.
- Etudes de faisabilité technico/économique et environnementales Création d'une unité d'extraction d'huile essentielle ;
- Acquisition des génisses plaines dans le cadre des PA ;
- Acquisition des ovins dans le cadre des PA.

Suite au renforcement de l'équipe par un responsable en PM spécialisé, la performance s'est améliorée mais reste quelques retards accusés dans la mise en œuvre dû, entre autres, à l'impact « COVID 19 » d'où certaines actions déclarées infructueuses pour défaut de participation.

Le projet commencera à utiliser le nouveau modèle du PPM fourni par le FIDA après la mission, lorsqu'une mise à jour du plan sera préparée et soumise pour Non Objection.

L'UGP doit déployer plus d'efforts supplémentaires pour la planification des marchés et pour la qualité du PPM et son harmonisation avec le PTBA.

- **Processus et procédures de la pré-qualification à la soumission des offres**

Suite à la recommandation effectuée lors de la mission de supervision de février 2020, l'étape de la préparation de la liste restreinte a été appliquée pour un seul marché de services de consultants à savoir « le recrutement d'un bureau pour la maîtrise d'œuvre des travaux ».

Toutefois l'examen a révélé que l'UGP continu à procéder par AO pour le reste d'actions de services de consultants.

- **Processus et procédures d'évaluation et d'attribution de contrat**

Les procédures d'évaluation sont effectuées en conformité avec celles définies dans les DAO. Certains retards sont constatés au niveau de l'évaluation, de l'attribution et de l'enregistrement des contrats dus entre, autres, aux difficultés rencontrées pour faire réunir les membres des commissions, aux délais réglementaires accordés aux instances de contrôle et à la réactivité des soumissionnaires lors de l'enregistrement des marchés.

- **Examen de la Gestion et Administration des Contrats**

L'administration des contrats se fait au niveau des arrondissements techniques. La réception des études, biens et travaux se fait par des comités spécialisés. Les formats de contrats sont cohérents avec les documents de l'AO et avec les soumissions retenues, et le registre des contrats préparé par l'UGP est en ordre et conforme au modèle fourni par le FIDA, arrêté au mois d'Août 2020 et manque une mise à jour de certains contrats signés après cette date.

L'UGP a pris en considération la recommandation de mentionner dans les DAO, le droit du FIDA de procéder à un audit du processus d'appel d'offres, l'attribution et l'exécution du contrat conformément à la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

- **Examen du système de classement des archives du projet en matière de conservation / enregistrement et de la facilité de récupération des documents**

A défaut de déplacement sur les lieux, l'examen du système de classement des archives était effectué sur la base du classement au niveau des échantillons fournis dans les locaux du Ministère de l'Agriculture dont les conclusions sont les suivantes :

- L'UGP tient les offres, les propositions, et tous les documents liés aux processus des passations des marchés en ordre et par dossier de marché.

Toutefois, les dossiers ne contiennent toujours pas de demandes signées pour le lancement du processus de passation de marché et c'était justifié par le Responsable en passation des Marchés par le fait que la planification se fait conjointement et le CRDA ne lance les AO qu'après validation des cahiers des spécifications techniques par les arrondissements ce qui vaut une demande pour le lancement du processus.

- Examen des problèmes identifiés lors de la mission précédente, aide-mémoire et problèmes liés à l'approvisionnement identifiés dans les rapports d'audit du projet,

Problèmes identifiés lors de la mission précédente :

Action Convenue	Responsabilité	Date convenue	Statut
Recrutement d'un responsable en passation des marchés	UGP	Mars 2020	Tâche accomplie
Utiliser les nouveaux modèles du PPM et du Registre	UGP	Juin 2020	Oui pour le Registre, pas encore pour le PPM
Le droit du FIDA de vérifier le processus d'AO, l'attribution et l'exécution du contrat doit être mentionné dans le DAO	UGP	Immédiat puis convenu	Tâche accomplie
La réglementation du FIDA en matière de PM doit être respectée en ce qui concerne	UGP	Immédiat puis convenu	Tâche accomplie pour le marché « recrutement d'un bureau pour la maîtrise d'œuvre des travaux »

les listes restreintes dans le cas des marchés d'études			
Accélération du processus de l'évaluation, l'attribution et de l'enregistrement des contrats.	UGP/CRDA	Immédiat puis continu	Partiellement accomplie : sur la base du PPM une moyenne de 2 mois de délais qui séparent entre l'ouverture des plis et la finalisation de l'évaluation. Un seul marché a accusé un retard très considérable "Travaux de réhabilitation de 04 PI sur 345 ha" (6 mois) et un marché Etudes de faisabilité technico/économique et environnementales Abattoir de Makthar & Rouhia" est passé dans des délais très raisonnables.

- **Évaluation des besoins de formation du personnel des achats.**

Les besoins de formation du personnel chargé des achats et en plus des thèmes indiqués par le plan de formations déjà élaboré, il est recommandé d'opter pour des formations certifiantes en management de la passation des marchés et sur le volet planification des besoins et découpage des tâches.

- **Principaux résultats et conclusions de la mise à jour de l'évaluation de la Matrice des Risques de Passation des Marchés :**

La matrice des risques de Passation des Marchés est jointe à l'annexe A. En résumé :

La note du risque inhérent : 2,59

La note du risque net : 2,90

- **Justification de l'indicateur de performance des achats actualisé :**

Indicateur	Note	Justification
• Planification Des Marchés	3	34 contrats ont été désignés avec une valeur totale de 8,915,211.786 DT représentant 43 % de la valeur des contrats prévus. Cela nécessiterait plus d'effort à déployer au niveau de la planification. Le projet n'utilise pas le format du PPM livré par le FIDA
• Processus et procédures de la pré-qualification à la soumission des offres	4	l'étape de la préparation de la liste restreinte a été appliquée pour un marché de services de consultants.
• Processus et procédures d'évaluation et d'attribution de contrat	5	Les procédures d'évaluations ont été effectuées en conformité avec celles définies dans les DAO.
• Gestion et Administration des Contrats	5	La réception des études, biens et travaux se fait par des comités spécialisés

<ul style="list-style-type: none"> Conservation des dossiers 	5	Sur la base de l'échantillon, l'UGP tient les offres, les propositions, et tous les documents liés aux processus des passations des marchés en ordre et en toute sécurité.
--	---	--

- Recommandations en vue d'une amélioration et actions de suivi pour l'emprunteur / le bénéficiaire et / ou le FIDA**

	Actions	Responsable	Date convenue	Statut
1	Utiliser le nouveau format du PPM du FIDA	UGP	Immédiat puis continu	Convenu
2	Veillez à l'existence d'une demande d'approvisionnement officielle qui lance le processus de chaque marché	UGP	Immédiate et continu	Convenu
3	Travailler plus sur la planification des actions et l'harmonisation entre le PPM et le PTBA	UGP/CRDA	Immédiat puis continu	Convenu
4	Réviser le Manuel sur le volet PM pour détailler certains points objet des recommandations des missions de supervision et simplifier les procédures	UGP/CRDA	Novembre 2020	Convenu

d	Méthodes de passation des marchés	3	Utiliser le cadre PEFA, voir le tableau pour plus de détails	PEFA "Note = A :encasd'utilisation des méthodes non concurrentiellesc'est sur la base des justificatifs et conformément aux exceptions toléréespar la réglementation	3
e	Accès public aux informations sur la passation des marchés	3	Utiliser le cadre PEFA, voir le tableau pour plus de détails	Par l'obligationréglementaire de publiertous les plans et les AO sur le site de l'Observatoire National des Marchés Publics (quelquesoit la source de financement), et enutilisant TUNEPS "E-procurement System" (obligatoirement pour les projetsfinancés par le budget de l'Etat et par les bailleurs de fonds qui recommandent),les informations sur les MP sontaccessibles au public	3
2	Responsabilité et transparence	2,80			2,80
a	Gestion des recours en matière de passation des marchés	3	Utiliser le cadre PEFA, voir le tableau pour plus de détails	Deux organismesgouvernementauxexaminent les plaintes «le comité de règlement amiable des litiges» et «le comité de suivi et d'enquête des marchés publics COSEM». Ces deux organismes : (1) ne sont pas impliqués dans le processusmenant aux décisionsd'attribution des marchés (2) ne facturent pas de frais qui empêchentl'accès des parties concernées (3) suivent des processus de résolution des plaintesclairementdéfinis (4) le COSEM exerce le pouvoir de suspendre le processus de passation de marchés le cas échéant, (5) rendent des décisions dans les délais qui s'imposent à toutes les parties (sans empêcherl'accèsultérieur à uneautorité supérieure externe)	3

b	Score de l'indice de perception de la corruption dans le pays	2	Le score est publié sur Transparency.org. 0 à 29 = 1, 30 à 60 = 2, 61 à 100 = 3	Score de la Tunisie : 43/100 - Rank: 73/100 (Index 2018)	2
c	Système à deux niveaux pour le traitement des recours	3	3 comme indiqué, 2 seulement un système à un niveau, 1 pas de système	Les recours sont permis réglementairement au niveau du Projet puis au niveau du COSEM	3
d	Existence d'un système de radiation	3	3 système complet, 2 l'organe de recours est l'autorité compétente, 1 aucun système	Système complet instauré par le Décret gouvernemental n° 2016-498 du 8 avril 2016, fixant les conditions et procédures d'exclusion de la participation aux marchés publics (Avec publication du blacklist sur le site officiel de l'ONMP).	3
e	Existence d'une autorité locale indépendante et compétente chargée d'enquêter sur les allégations de corruption	3	3 existence d'un organisme indépendant de lutte contre la corruption, 2 existence d'un bureau au sein d'un ministère/organisme public qui exerce certaines/toutes ces fonctions, 1 pas d'autorité locale	Instance Nationale de la Lutte Contre la Corruption établi par le décret-loi 2011-120 du 14 novembre 2011	3
B	ÉVALUATION DU RISQUE INSTITUTIONNEL DU PROJET	2,73			2,97
1	Capacités en matière de passation des marchés publics	3,00			3,00
a	Existence d'une unité de passation des marchés comptant au moins 2 fonctionnaires (phase de conception, référence à un organisme public) Existence d'un responsable de la passation des marchés (mise en œuvre)	3	3 comme indiqué, 2 un fonctionnaire, 1 pas d'unité (à l'étape de la conception) 3 comme indiqué, 2 quelqu'un d'autres occupe de la passation des marchés, 1 fonction de passation des marchés non assumée systématiquement	L'UGP a démarré avec une seule ressource renforcée en mois d'avril 2020 par un responsable spécialisé en PM	3
b	Le(s) fonctionnaire(s) a/ont au moins sept ans d'expérience dans le domaine de la passation des marchés publics financés par des donateurs	3	3 comme indiqué, 2 moins de sept ans et/ou expérience dans la passation des marchés publics mais non financés par des donateurs, 1 moins de trois ans d'expérience	Le responsable en PM qui a joint l'UGP en mois d'avril a plus de 20 ans d'expérience en PM sur des projets financés par le budget de l'Etat et par des bailleurs de Fonds	3

c	Quelle est la qualité générale des documents produits par le service de passation des marchés?	3	3 très bons dossiers d'appel d'offres, rapports d'évaluation et contrats, 2 documents médiocres, 1 documents de mauvaise qualité	Bonne qualité globale (sur la base de l'examen des échantillons notamment pour les AO)		3
d	Le personnel chargé de la passation des marchés a-t-il un accès direct aux documents du cadre juridique et réglementaire?	3	3 à tous, 2 à certains, 1 à aucun	Oui - accès en ligne à toute la réglementation disponible gratuitement en ligne sur le site de l'ONMP / Haute Instance des Commandes Publiques (HAICOP)		3
e	Les fonctions de passation des marchés et de gestion financière sont-elles séparées?	3	3 séparation totale, 2 séparation partielle, 1 passation des marchés effectuée par le personnel de la gestion financière	Oui séparation totale notamment après le renforcement de l'équipe par un responsable en PM		3
2	Processus de passation des marchés publics	2,45				2,94
i	Méthodes de passation des marchés	2,25				2,75
a	Méthodes de passation des marchés de biens conformes aux directives du FIDA	3	3 conformes, 2 conformes aux niveaux national ou international, 1 jamais conforme	Bien que la réglementation nationale ne distingue pas entre AON et AOI mais la méthode d'AO ouvert utilisé est conforme aux deux niveaux		3
b	Méthodes de passation des marchés de travaux conformes aux directives du FIDA	3	3 conformes, 2 conformes aux niveaux national ou international, 1 jamais conforme	Bien que la réglementation nationale ne distingue pas entre AON et AOI mais la méthode d'AO ouvert utilisé est conforme aux deux niveaux		3
c	Méthodes de passation des marchés de services conformes aux directives du FIDA	1	3 conformes pour la méthode de la valeur élevée pour les entreprises, la méthode de la faible valeur pour les entreprises et la méthode pour les consultants individuels; 2 conformes pour deux des méthodes susmentionnées; 1 conformes pour une seule ou aucune	Une amélioration constatée par rapport à la mission précédente en utilisant l'AMI mais pour un seul marché de supervision	Suivre les directives du FIDA pour les méthodes de passation des marchés de services de consultants (déjà recommandé par la mission précédente)- Revoir le Manuel des procédures dans ces sens	2

d	Accès aux dossiers d'appel d'offres pour les entreprises étrangères	2	3 dossiers d'appel d'offres gratuits, pouvant être remis/expédiés par voie électronique; 2 les soumissionnaires étrangers doivent verser des fonds au Projet pour acheter les dossiers d'appel d'offres; 1 les dossiers d'appel d'offres ne sont pratiquement pas disponibles pour les soumissionnaires étrangers	La possibilité est offerte via le portail électronique de PM (TUNEPS) mis en place et opérationnel depuis 2014 avec obligation d'utilisation pour les marchés financés par l'Etat depuis 2018 mais le projet et jusqu'à ce jour n'est pas toléré à l'utiliser / Sur le site de l'ONMP toutes les publications des AO sont faites et les soumissionnaires étrangers pour acquérir les DAO enviant des fonds	Autoriser l'utilisation de TUNEPS (E-Procurement system)	3
ii	Planification de la passation des marchés	2,00				3,00
a	Les plans de passation des marchés sont-ils préparés à l'avance et conformes aux plans de travail et aux budgets annuels?	3	3 préparés à l'avance et conformes, 2 l'un ou l'autre, 1 non			3
b	Les responsables de la passation des marchés participent-ils à la planification annuelle du travail?	1	3 si la réglementation et la pratique l'exigent, 2 si la réglementation l'exige, 1 aucune de ces conditions n'est remplie	Aucune obligation légale pour que le personnel chargé des achats participe, dont les responsabilités respectives sont limitées à la compilation des plans reçus de tous les arrondissements et divisions et à les publier conformément à la législation. Au niveau du projet le responsable PM a rejoint l'UGP en Avril 2020 et travaille sur un PPM déjà planifié	Impliquer le Responsable PM dans la planification lors de la prochaine révision du PPM	3
c	Les plans de passation des marchés utilisent-ils un formulaire efficace avec des lignes planifiées et réelles dans 3 catégories différentes?	2	3 à tous, 2 à certains, 1 à aucun	Format utilisé acceptable mais n'est pas conforme au dernier format du FIDA	Utiliser le nouveau format	3
iii	Processus de passation des marchés	2,64				3
a	Nombre minimum de devis prévus par la loi	1	3 trois ou plus; 2 deux, 1 sans indication ou moins de deux	Pas de nombre minimum de devis exigés par la réglementation bien que dans la pratique les 3 devis (cotations) au minimum sont exigés et utilisés sous contrôle à tous les niveaux (Pas de cas constatés au dessous de ce nombre). C'est une pratique qui vaut en règle	Exiger au niveau du Manuel opérationnel du Projet	3

b	Nombre minimum de jours pour les passations de marchés annoncés dans le cadre d'appels d'offres	3	3 au moins 30 jours; 2 au moins 20 jours; 1 moins de 20 jours ou non indiqué	Minimum de 30 jours avant la date limite / 15 jours pour les cas d'urgence dûment justifiés. Cas d'urgence sont contrôlés		3
c	Les soumissionnaires disposent-ils d'assez de temps pour poser des questions et obtenir des réponses dans le cadre du processus d'appel d'offres?	3	3 si les soumissionnaires disposent d'un minimum de trois jours pour la méthode de la demande de devis et de sept jours pour les méthodes concurrentielles pour poser des questions, 2 si moins de trois jours pour la méthode de la demande de devis et entre 4 et 7 jours pour les méthodes concurrentielles, 1 si non mentionné pour la méthode de la demande de devis et moins de quatre jours pour les méthodes concurrentielles	Minimum 10 jours avant la date et l'heure stipulées selon le décret 1039		3
d	Les précisions sont-elles fournies à tous les soumissionnaires?	3	3 à tous, 2 à certains, 1 à aucun	Oui - réponse obligatoire aux clarifications et à leur diffusion à tous les soumissionnaires potentiels.		3
e	Les offres reçues avant la date limite sont-elles entreposées en lieu sûr?	3	3 à tous, 2 à certains, 1 à aucun	Offres reçues et enregistrées par le bureau d'ordre avant d'être transmises à la cellule des marchés qui les garde dans un lieu sûr		3
f	Les garanties sont-elles entreposées en sécurité?	3	3 à tous, 2 à certains, 1 à aucun			3
g	L'ouverture des plis publique a-t-elle lieu pour les marchés annoncés et dans l'heure qui suit la réception des soumissions?	3	3 les deux, 2 le dépouillement a lieu plus d'une heure après réception, 1 pas de dépouillement	D'après les PV d'ouverture de l'échantillon examiné : Oui - les plis sont ouverts publiquement juste après la date et heure limites, par une commission d'ouverture des plis désignée officiellement.		3
h	Un procès-verbal d'ouverture des plis est-il dressé et envoyé aux soumissionnaires qui ont présenté des offres?	2	3 les deux, 2 procès-verbal dressé mais non envoyé, 1 aucun des deux	Les PV sont dressés mais cependant ne sont pas envoyés aux soumissionnaires qui ont présenté des offres	Exiger au niveau du Manuel opérationnel du Projet	3
i	Les évaluations sont-elles menées par un comité d'évaluation ad hoc dûment qualifié?	3	3 oui, 2 comité qualifié mais non ad hoc, 1 comité ad hoc ou aucun	Dans le cadre de la procédure simplifiée: les membres de la Commission chargés de l'ouverture des plis procèdent aussi à l'évaluation et à l'élaboration du rapport.		3

				Dans le cadre de la procédure des marchés de seuils plus élevés : c'est une commission ad hoc d'évaluation désignée et qui comporte des spécialistes du domaine d'achat obligatoire		
j	Dans l'évaluation, la réactivité est-elle fondée sur les critères énoncés dans le dossier d'appel d'offres?	3	3 sur tous, 2 sur certains, 1 sur aucun	En se basant sur l'échantillon examiné OUI		3
k	Les évaluations sont-elles terminées pendant la période de validité des soumissions?	2	3 sur tous, 2 sur certains, 1 sur aucun	En se basant sur l'échantillon c'en est pas toujours le cas	La recommandation pour atténuer le risque : C'est que l'UGP travaillera beaucoup plus sur la planification et sur la qualité des DAO à travers la proposition de formulaires simples à remplir par les soumissionnaires pour simplifier afin de gagner du temps / cet effort est déjà constaté lors de l'examen de l'échantillon pour le responsable de PM : Le résultat sera mesuré pour les marchés qui sont en cours	3
l	Les conditions préalables à l'entrée en vigueur du contrat sont-elles clairement stipulées dans le contrat? (c'est-à-dire garantie de restitution d'acompte, garantie de bonne exécution, assurance, etc)	3	3 sur tous, 2 sur certains, 1 sur aucun	Oui pour tous les cas de l'échantillon revu		3

m	L'organisme tient-il un dossier complet du processus? Il s'agit notamment de copies de toutes les annonces publiques, des documents de présélection (le cas échéant, du rapport d'évaluation de la présélection documentant toute décision de ne pas présélectionner certains soumissionnaires potentiels), du dossier d'appel d'offres et de tout ajout, d'un compte rendu de toute réunion préalable aux soumissions, du procès-verbal du dépouillement des soumissions, du rapport final de l'évaluation des soumissions (comprenant un exposé détaillé des motifs utilisés pour accepter ou rejeter chaque soumission), des recours intentés contre des procédures de sélection et d'adjudication, d'un exemplaire signé du contrat final et d'un exemplaire de la garantie du paiement des avances	3	3 sur tous, 2 sur certains, 1 sur aucun	Oui pour tous les cas de l'échantillon revu		3
n	Tous les marchés adjudgés sont-ils annoncés publiquement?	2	3 sur tous, 2 sur certains, 1 sur aucun	Publication des résultats sur un tableau d'affichage du CRDA	La recommandation pour atténuer le risque : C'est de recommander la publication aussi sur le site de l'ONMP qui est déjà une exigence réglementaire	3
iv	Administration et gestion des contrats	2,91				3,00
a	Existence de niveaux d'autorité dans le processus de gestion des contrats	3	3 Existent 2 dans certaines cas 1 aucun	Les contrats sont gérés par le personnel technique de la structure chargée de l'approvisionnement (CRDA, Arrondissements ...), les réceptions provisoire et définitive par des techniciens spécialisés		3

b	Existence de seuils d'approbation pour les modifications de contrats	3	3 Existent 2 dans certaines cas 1 aucun	A défaut de stipulations contractuelles toute modification dépassant 20% du montant total du marché doit faire l'objet d'un avenant à valider par les commissions de contrôle des marchés (articles 84 & 85 du décret 1039)		3
c	Existe-t-il un système ou un cadre efficace de surveillance des marchés adjugés?	3	3 Existent 2 dans certaines cas 1 aucun	Oui : Plateforme en ligne "INJAZ" lancée en 2017 pour le suivi des contrats.		3
d	Existe-t-il un processus de suivi de la livraison des biens pour vérifier la quantité et la qualité?	3	3 Existent 2 dans certaines cas 1 aucun	Oui : A travers la réception, selon la nature de la commande, par des comités de pilotages (désignés), des ingénieurs, des spécialistes du domaine qui font la vérification des réalisations par rapport aux spécifications techniques, de l'offre ... et signent conjointement avec l'adjudicataire des PV de réceptions qui formeront la base pour les paiements.		3
e	Existe-t-il un cadre pour l'approbation des résultats obtenus et un processus de paiement pour les contrats de services de consultants?	3	3 Existent 2 dans certaines cas 1 aucun	Oui : les livrables sont soumis à un Comité de pilotage pour examen et validation		3
f	Existe-t-il un processus de règlement du paiement final et de clôture du contrat?	3	3 Existent 2 dans certaines cas 1 aucun	Oui : (i) réception provisoire suivie de (ii) réception définitive selon la période de garantie effectuée au niveau de l'acheteur public puis (iii) règlement définitif à effectuer à travers le passage devant la commission des marchés habilitée pour la clôture du contrat (exigence du décret 1039 : Art 104)		3
g	Les différends contractuels sont-ils traités conformément à un système formel de recours et d'arbitrage?	3	3 Existent 2 dans certaines cas 1 aucun	Oui : selon les articles : de 185 au 190 du décret 1039 : Règlement Amiable à travers le "comité consultatif de règlement amiable des litiges"		3
h	Les marchés de travaux publics sont-ils supervisés par des ingénieurs indépendants ou par un chef de projet désigné?	3	3 Existent 2 dans certaines cas 1 aucun	Oui		3

i	Les contrats sont-ils achevés dans les délais prévus et dans les limites du prix contractuel approuvé ou arrêté?	2	3 Existent 2 dans certaines cas 1 aucun	Une partie des contrats accusent des retards dans l'exécution	La recommandation pour atténuer le risque : C'est d'assurer un suivi plus rigoureux.	3
j	L'organisation dispose-t-elle de registres des marchés adjugés couvrant tous les marchés (avec noms, prix et dates), par catégorie de marchés?	3	3 Existent 2 dans certaines cas 1 aucun	Oui : Conformément au format FIDA		3
k	Des dossiers adéquats sur l'administration des marchés adjugés sont-ils tenus à jour? (Il peut s'agir d'avis contractuels émis par le fournisseur, l'entrepreneur, l'acheteur ou l'employeur, d'un registre détaillé de tous les ordres de changement ou de modification émis ayant une incidence sur la portée, les qualités, le calendrier ou le prix du marché; des registres des factures et paiements, des rapports intermédiaires, des certificats d'inspection, d'acceptation et de réalisation, des dossiers des recours et différends et leurs résultats, etc.)	3	3 Existent 2 dans certaines cas 1 aucun	Informations majoritairement disponibles au sein de la cellule des marchés jusqu'à l'approbation du processus de passation de marchés par la commission des marchés. Les dossiers administratifs ultérieurs c'est-à-dire liés à la gestion des contrats détenus chez les départements chargés du suivi de l'exécution (Technique et Gestion Financière) et ce, d'après l'entretien avec le responsable en PM.		3

**Annexe : REVUE A POSTERIORI
ECHANTILLONS VERIFIES
PPM & REGISTRE DES CONTRATS**

#	Description	Vérification ¹	Observations
A	Plan de Passation des Marchés		
1.	Y a-t-il des dates prévues pour toutes les actions ?	OUI	
2.	Les dates prévues sont-elles cohérentes avec le processus et les méthodes d'approvisionnement?	OUI	
3.	Les méthodes de passation des marchés sont-elles cohérentes avec le budget estimé pour chaque marché?	OUI	
4.	Le PPM revise est-il mis à jour?	OUI	
5.	Combien de mises à jour du PPM actuel ont été soumises pour l'année?	1	NO 30 juin 2020
6.	Combien de mises à niveau du PPM actuel ont été soumises pour l'année?	0	
B	Registre des contrats (pour tout le projet)		
1.	Y a-t-il un registre des contrats?	OUI	
2.	Le registre des contrats est-il mis à jour ?	OUI	Jusqu'au Août 2020, les derniers contrats signés en mois de septembre 2020 ne sont pas indiqués sur le registre

¹Utiliser O pour Oui, Utiliser N pour Non, et N/A pour Non Applicable. Toutes les "NONs" doivent être argumentées

Annexe : REVUE A POSTERIORI – ECHANTILLONS VERIFIES
PROCESSUS DE PASSATION

#	Description TRAVAUX DE REHABILITATION PERIMETRE IRRIGUE Valeur du marché : (1,826,856.204 DT Lot 4) Contractant : NEDDERI Date: 7 Septembre 2020 Durée de réalisation: 360 JOURS Ordre de Service : Le 23 Septembre 2020		
		Vérification ²	Observations
A	Processus d'appel d'offres (pour chaque marché)		
1.	L'activité est-elle planifiée dans le PPM ?	OUI	
2.	Existe-t-il une demande d'approvisionnement officielle qui lance le processus?	-	Besoin au niveau du CRDA (des Arrondissements des Périmètres Irrigués) En consensus la validation du DAO vaut demandée après le responsable en PM
3.	La méthode de sélection planifiée au PPM est-elle utilisée ?	OUI	
4.	A-t-on fait assez pour démontrer que la concurrence a été réalisée?	OUI	16 retraits du DAO et 10 participations
5.	Les soumissionnaires ont-ils le temps de demander et de recevoir des éclaircissements avant la date limite de soumission?	OUI	10 Jours pour demander des éclaircissements et 5 jours pour l'acheteur public pour répondre
6.	Y a-t-il suffisamment de temps alloué aux soumissionnaires pour préparer les devis, offres et propositions	OUI	Du 29 Août au 18 Octobre 2020 (tenant compte des additifs au DAO)
7.	Assurez-vous qu'aucune offre tardive n'a été acceptée	OUI	Deux offres rejetées parvenues hors délais (4 mn et 9 mn après l'heure)
B	Processus d'évaluation (pour chaque marché)		
1.	Un examen préliminaire a-t-il été effectué?	OUI	
2.	Y a-t-il des raisons objectives et justifiables de rejet lors de l'examen préliminaire?		Pas de rejet à ce niveau
3.	Une évaluation technique a-t-elle été effectuée?	OUI	En commençant par l'offre la moins disante pour chaque lot à part
4.	Y a-t-il des raisons objectives et justifiables de rejet lors de l'évaluation technique?	OUI	Il y a eu des rejets pour non-conformité technique.
5.	Pour le SFQC et le QC, un rapport d'évaluation technique a-t-il été soumis au FIDA pour Non Objection de la part du FIDA avant l'ouverture de la ou des propositions financières?	N/A	
6.	Pour tous les marchés publics annoncés, les soumissionnaires ont-ils été informés du résultat de l'évaluation (technique)?	OUI	Par affichage des résultats sur le tableau d'affichage du CRDA
7.	Les soumissionnaires ont-ils reçu des explications suffisantes quant à leur performance lors de	-	Pas de réception de demandes d'explication

²Utiliser O pour Oui, Utiliser N pour Non, et N/A pour Non Applicable. Toutes les NONs doivent être argumentées

#	Description TRAVAUX DE REHABILITATION PERIMETRE IRRIGUE Valeur du marché : (1,826,856.204 DT Lot 4) Contractant : NEDDERI Date: 7 Septembre 2020 Durée de réalisation: 360 JOURS Ordre de Service : Le 23 Septembre 2020		
		Vérification²	Observations
	l'évaluation (technique), si un ou plusieurs ont demandé ces informations?		
8.	Les soumissionnaires ont-ils eu suffisamment de temps pour soumettre une contestation / réclamation?	OUI	10 Jours
9.	Pour les services de consultants sous SFQC, QC et SMC, y a-t-il eu une ouverture formelle des propositions financières?	N/A	
10.	L'évaluation financière a-t-elle été effectuée et correctement?		Vérification et classement par ordre chronologique (à partir du moins disant)
11.	Des corrections ont-elles été apportées aux informations résultats / prix des soumissionnaires, y a-t-il une correspondance indiquant que les soumissionnaires ont été (i) avisés et (ii) accepté la correction?	OUI	Correspondances en date du 26 Novembre 2020 et acceptations des soumissionnaires.
12.	Existe-t-il des raisons objectives des résultats de rejet lors de l'évaluation financière?	OUI	Un rejet pour la non possibilité de cumuler deux lots (comme indiqué par le DAO)
13.	Pour les services de consultants dans le cadre du SFQC, les proposants ont-ils été avisés des résultats de l'évaluation combinée et ont-ils eu suffisamment de temps pour contester / protester?	N/A	
14.	Des protestations / plaintes ont-elles été recues? Ont-elles été traitées correctement?	NON	Pas de plaintes
C	Attribution et négociations (pour chaque marché)		
1.	Le prix a-t-il été décerné après la réception de toutes les protestations?	N/A	
2.	S'assurer que les négociations n'ont pas eu lieu pour les biens et travaux	OUI	Pas de négociation
3.	Veiller à ce que des négociations aient lieu pour les services de consultants ?	N/A	
4.	Les négociations ont-elles sensiblement modifié (i) la portée, (ii) la durée et (iii) les prix ?	N/A	
D	Contrat, processus d'administration et de gestion des contrats (pour chaque achat)		
1.	Le contrat a-t-il été signé par les deux parties? (Une copie doit être gardée dans le dossier)	OUI	Pour chaque lot
2.	Le contrat a-t-il mentionné les conditions financières et contractuelles standard requises pour un accord de passation de marché approprié, selon la catégorie et la méthode pertinentes ?	OUI	
3.	Le besoin en matière d'approvisionnement (cahier des charges, description des services, calendrier, spécifications techniques) est-il exprimé dans le contrat conformément à l'offre du soumissionnaire retenu, au rapport d'évaluation et aux résultats négociés ?	OUI	

#	Description TRAVAUX DE REHABILITATION PERIMETRE IRRIGUE Valeur du marché : (1,826,856.204 DT Lot 4) Contractant : NEDDERI Date: 7 Septembre 2020 Durée de réalisation: 360 JOURS Ordre de Service : Le 23 Septembre 2020		
		Vérification ²	Observations
4.	Une modification au contrat a-t-elle été apportée pour proroger le délai / ajouter des fonds / ajouter une portée?	NON	
5.	Si la réponse à ce qui précède est OUI, y a-t-il une Non-Objection du FIDA pour chaque amendement qui dépasse les seuils de pourcentage du contrat (pour les marchés passés avec examen préalable)?	-	
6.	Les paiements ont-ils été effectués à temps conformément aux dispositions du contrat?	-	Pas encore

#	Description ETUDES DE FAISABILITE TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTALE ABATTOIRE ROUHIA & MAKTHAR (2 lots) Valeur du marché : 127 126.000 (soit 63 563.000 DT par lot) Contractant : CID Date: 12 JUIN 2020 Durée de réalisation: 120 JOURS Ordre de Service : Le 16 juillet 2020		
		Vérification ³	Observations
A	Processus d'appel d'offres (pour chaque marché)		
8.	L'activité est-elle planifiée dans le PPM ?	OUI	
9.	Existe-t-il une demande d'approvisionnement officielle qui lance le processus?		Un besoin identifié lors de la conception du projet lancé par CRDA
10.	La méthode de sélection planifiée au PPM est-elle utilisée ?	OUI	AON
11.	A-t-on fait assez pour démontrer que la concurrence a été réalisée?	OUI	Publication journaux / ONMP 4 retraits du DAO 2 Participations
12.	Les soumissionnaires ont-ils le temps de demander et de recevoir des éclaircissements avant la date limite de soumission?	OUI	10 Jours pour demander des éclaircissements et 5 jours pour l'acheteur public pour répondre
13.	Y a-t-il suffisamment de temps alloué aux soumissionnaires pour soumettre les offres, les devis, et les propositions	OUI	30 Jours
14.	Assurez-vous qu'aucune offre tardive n'a été acceptée		Pas d'offres tardives
B	Processus d'évaluation (pour chaque marché)		
15.	Un examen préliminaire a-t-il été effectué?	OUI	

³Utiliser O pour Oui, Utiliser N pour Non, et N/A pour Non Applicable. Toutes les NONs doivent être argumentées

#	Description ETUDES DE FAISABILITE TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTALE ABATTOIRE ROUHIA & MAKTHAR (2 lots) Valeur du marché : 127 126.000 (soit 63 563.000 DT par lot) Contractant : CID Date: 12 JUIN 2020 Durée de réalisation: 120 JOURS Ordre de Service : Le 16 juillet 2020		
		Vérification³	Observations
16.	Y a-t-il des raisons objectives et justifiables de rejeter lors de l'examen préliminaire?		Pas de rejet
17.	Une évaluation technique a-t-elle été effectuée?	OUI	
18.	Y a-t-il des raisons objectives et justifiables de rejeter lors de l'évaluation technique?		Pas de rejet
19.	Pour le SFQC et le QC, un rapport d'évaluation technique a-t-il été soumis au FIDA pour Non Objection de la part du FIDA avant l'ouverture de la ou des propositions financières?	NON	Non soumis à la NO FIDA pour les seuils (marché à procédure simplifiée) < à 200 000 DT
20.	Pour tous les marchés publics annoncés, les soumissionnaires ont-ils été informés du résultat de l'évaluation (technique)?	OUI	
21.	Les soumissionnaires ont-ils reçu des explications suffisantes quant à leur performance lors de l'évaluation (technique), si un ou plusieurs ont demandé ces informations?		Pas de demandes d'explications (deux participants retenus techniques)
22.	Les soumissionnaires ont-ils eu suffisamment de temps pour soumettre une contestation / réclamation?	OUI	10 J
23.	Pour les services de consultants sous SFQC, QC et SMC, y a-t-il eu une ouverture formelle des propositions financières?	OUI	
24.	L'évaluation financière a-t-elle été effectuée et correctement?	OUI	
25.	Des corrections ont-elles été apportées aux informations financières / prix des soumissionnaires, y a-t-il une correspondance indiquant que les soumissionnaires ont été (i) avisés et (ii) accepté la correction?	NON	
26.	Existe-t-il des raisons objectives et justifiables de rejeter lors de l'évaluation financière?		Pas de rejet
27.	Pour les services de consultants dans le cadre du SFQC, les proposant ont-ils été avisés des résultats de l'évaluation combinée et ont-ils eu suffisamment de temps pour contester / protester?	N/A	
28.	Des protestations / plaintes ont-elles été reçues? Ont-elles été traitées correctement?	NON	Pas de plaintes
C	Attribution et négociations (pour chaque marché)		
5.	Le prix a-t-il été déterminé après la réception de toutes les protestations?	NON	Pas de protestations
6.	S'assurer que les négociations n'ont pas eu lieu pour les biens et travaux	N/A	
7.	Veiller à ce que des négociations aient lieu pour les services de consultants ?	OUI	

#	Description ETUDES DE FAISABILITE TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTALE ABATTOIRE ROUHIA & MAKTHAR (2 lots) Valeur du marché : 127 126.000 (soit 63 563.000 DT par lot) Contractant : CID Date: 12 JUIN 2020 Durée de réalisation: 120 JOURS Ordre de Service : Le 16 juillet 2020		
		Vérification³	Observations
8.	Les négociations ont-elles sensiblement modifié (i) la portée, (ii) la durée et (iii) les prix ?	NON	
D	Contrat, processus d'administration et de gestion des contrats (pour chaque achat)		
7.	Le contrat a-t-il été signé par les deux parties? (Une copie doit être gardée dans le dossier)	OUI	
8.	Le contrat a-t-il mentionné les conditions financières et contractuelles standard requises pour un accord de passation de marché approprié, selon la catégorie et la méthode pertinentes ?	OUI	
9.	Le besoin en matière d'approvisionnement (cahier des charges, description des services, calendrier, spécifications techniques) est-il exprimé dans le contrat conformément à l'offre du soumissionnaire retenu, au rapport d'évaluation et aux résultats négociés ?	OUI	
10.	Une modification au contrat a-t-elle été apportée pour proroger le délai / ajouter des fonds / ajouter une portée ?	NON	
11.	Si la réponse à ce qui précède est OUI, y a-t-il une Non-Objection du FIDA pour chaque amendement qui dépasse les seuils de pourcentage du contrat (pour les marchés passés avec examen préalable)?	-	
12.	Les paiements ont-ils été effectués à temps conformément aux dispositions du contrat?		Pas encore

Annexe : REVUE A POSTERIORI – ECHANTILLONS VERIFIES
PROCESSUS DE PASSATION

#	Description ACQUISITION DE MATERIEL, RUCHES, COMBINAISON, EXTRACEUR, ETIQUETAGE DANS LE CADRE DE PA Valeur du marché : 329 540,000 DT (3 LOTS) Contractant : DAHECH DEA LOT 1/SABER BEN LAYA LOTS 2 & 3 Date: 6 Octobre 2020 Durée de réalisation: Un mois Ordre de Service : Le 12 OCTOBRE 2020		
		Vérification ⁴	Observations
A	Processus d'appel d'offres (pour chaque marché)		
15.	L'activité est-elle planifiée dans le PPM ?	OUI	
16.	Existe-t-il une demande d'approvisionnement officielle qui lance le processus?	OUI	la demande officielle suite à la validation du PA par les Comités et transfert au CRDA qui regroupe les achats et lance le processus
17.	La méthode de sélection planifiée au PPM est-elle utilisée ?	OUI	AON
18.	A-t-on fait assez pour démontrer que la concurrence a été réalisée?	OUI	
19.	Les soumissionnaires ont-ils le temps de demander et de recevoir des éclaircissements avant la date limite de soumission?	OUI	10 jours avant la date limite pour demandé éclaircissement et 5 jours avant pour le CRDA réponse et communication à tous les soumissionnaires
20.	Y a-t-il suffisamment de temps alloué aux soumissionnaires pour préparer les devis, offres et propositions	OUI	33 Jours
21.	Assurez-vous qu'aucune offre tardive n'a été acceptée	OUI	
B	Processus d'évaluation (pour chaque marché)		
29.	Un examen préliminaire a-t-il été effectué?	OUI	
30.	Y a-t-il des raisons objectives et justifiables de rejet lors de l'examen préliminaire?	OUI	Pour manque de présentation d'une caution provisoire
31.	Une évaluation technique a-t-elle été effectuée?	OUI	En commençant par le moins disant par lot
32.	Y a-t-il des raisons objectives et justifiables de rejet lors de l'évaluation technique?		Pas de rejet
33.	Pour le SFQC et le QC, un rapport d'évaluation technique a-t-il été soumis au FIDA pour Non Objection de la part du FIDA avant l'ouverture de la ou des propositions financières?	NA	
34.	Pour tous les marchés publics annoncés, les soumissionnaires ont-ils été informés du résultat de l'évaluation (technique)?	OUI	Publication des résultats sur le tableau de CRDA
35.	Les soumissionnaires ont-ils reçu des explications suffisantes quant à leur performance lors de l'évaluation (technique), si un ou plusieurs ont demandé ces informations?		Pas de rejet technique

⁴Utiliser O pour Oui, Utiliser N pour Non, et N/A pour Non Applicable. Toutes les NONs doivent être argumentées

#	Description ACQUISITION DE MATERIEL, RUCHES, COMBINAISON, EXTRACEUR, ETIQUETAGE DANS LE CADRE DE PA Valeur du marché : 329 540,000 DT (3 LOTS) Contractant : DAHECH DEA LOT 1/SABER BEN LAYA LOTS 2 & 3 Date: 6 Octobre 2020 Durée de réalisation: Un mois Ordre de Service : Le 12 OCTOBRE 2020		
		Vérification⁴	Observations
36.	Les soumissionnaires ont-ils suffisamment de temps pour soumettre une contestation / réclamation?	OUI	
37.	Pour les services de consultants sous SFQC, QC et SMC, y a-t-il une ouverture formelle des propositions financières?	N/A	
38.	L'évaluation financière a-t-elle été effectuée et correctement?	OUI	
39.	Des corrections ont-elles été apportées aux informations financières / prix des soumissionnaires, y a-t-il une correspondance indiquant que les soumissionnaires ont été (i) avisés et (ii) accepté la correction?	NON	Offres financières reçues correctes
40.	Existe-t-il des raisons objectives et justifiables de rejeter lors de l'évaluation financière?		Pas de rejet
41.	Pour les services de consultants dans le cadre du SFQC, les proposant ont-ils été avisés des résultats de l'évaluation combinée et ont-ils suffisamment de temps pour contester / protester?	N/A	
42.	Des protestations / plaintes ont-elles été reçues? Ont-elles été traitées correctement?		Pas de plaintes
C	Attribution et négociations (pour chaque marché)		
9.	Le prix a-t-il été décerné après la réception de toutes les protestations?	N/A	
10.	S'assurer que les négociations n'ont pas eu lieu pour les biens et travaux	OUI	Pas de négociation
11.	Veiller à ce que des négociations aient lieu pour les services de consultants ?	N/A	
12.	Les négociations ont-elles sensiblement modifié (i) la portée, (ii) la durée et (iii) les prix ?	N/A	
D	Contrat, processus d'administration et de gestion des contrats (pour chaque achat)		
13.	Le contrat a-t-il été signé par les deux parties? (Une copie doit être regardée dans le dossier)	OUI	
14.	Le contrat a-t-il mentionné les conditions financières et contractuelles standard requises pour un accord de passation de marché approprié, selon la catégorie et la méthode pertinentes ?	OUI	
15.	Le besoin en matière d'approvisionnement (cahier des charges, description des services, calendrier, spécifications techniques) est-il exprimé dans le contrat conformément à l'offre du	OUI	

#	Description ACQUISITION DE MATERIEL, RUCHES, COMBINAISON, EXTRACEUR, ETIQUETAGE DANS LE CADRE DE PA Valeur du marché : 329 540,000 DT (3 LOTS) Contractant : DAHECH DEA LOT 1/SABER BEN LAYA LOTS 2 & 3 Date: 6 Octobre 2020 Durée de réalisation: Un mois Ordre de Service : Le 12 OCTOBRE 2020		
		Vérification ⁴	Observations
	soumissionnaire retenu, au rapport d'évaluation et aux résultats négociés ?		
16.	Une modification au contrat a-t-elle été apportée pour proroger le délai / ajouter des fonds / ajouter une portée ?	NON	
17.	Si la réponse à ce qui précède est OUI, y a-t-il une Non-Objection du FIDA pour chaque amendement qui dépasse les seuils de pourcentage du contrat (pour les marchés passés avec examen préalable) ?	-	
18.	Les paiements ont-ils été effectués à temps conformément aux dispositions du contrat ?		Pas encore (vient d'être signé)

#	Description MISSION DE CONTROLE, SUIVI ET AT DE TRAVAUX DE 5 KM DE PISTES Valeur du marché : 29 985,680 DT Contractant : BE SEGMA CONCEPT Date: 29 JUIN 2020 Durée de réalisation: 150 JOURS Ordre de Service : Le 23 septembre 2020		
		Vérification ⁵	Observations
A	Processus d'appel d'offres (pour chaque marché)		
22.	L'activité est-elle planifiée dans le PPM ?	OUI	
23.	Existe-t-il une demande d'approvisionnement officielle qui lance le processus ?	OUI	Entre les arrondissements/CRDA
24.	La méthode de sélection planifiée au PPM est-elle utilisée ?	OUI	Consultation à l'échelle locale
25.	A-t-on fait assez pour démontrer que la concurrence a été réalisée ?	OUI	Publication (8 retraits de CCH/ 6 participants)
26.	Les soumissionnaires ont-ils le temps de demander et de recevoir des éclaircissements avant la date limite de soumission ?	OUI	10 Jours pour les demandes d'éclaircissement et / 5 Jours pour les réponses
27.	Y a-t-il suffisamment de temps alloué aux soumissionnaires pour préparer les devis, offres et propositions	OUI	30 Jours
28.	Assurez-vous qu'aucune offre tardive n'a été acceptée	OUI	Toutes les offres sont parvenues dans le délai.
B	Processus d'évaluation (pour chaque marché)		

⁵Utiliser O pour Oui, Utiliser N pour Non, et N/A pour Non Applicable B. Toutes les NONs doivent être argumentées

#	Description MISSION DE CONTROLE, SUIVI ET AT DE TRAVAUX DE 5 KM DE PISTES Valeur du marché : 29 985,680 DT Contractant : BE SEGMA CONCEPT Date: 29 JUIN 2020 Durée de réalisation: 150 JOURS Ordre de Service : Le 23 septembre 2020		
		Vérification ⁵	Observations
43.	Un examen préliminaire a-t-il été effectué?	OUI	
44.	Y a-t-il des raisons objectives et justifiables de rejet lors de l'examen préliminaire?	OUI	Défaut de complément de justificatifs de références et de conformités aux critères du Dossier de la Consultation
45.	Une évaluation technique a-t-elle été effectuée?	OUI	
46.	Y a-t-il des raisons objectives et justifiables de rejet lors de l'évaluation technique?	OUI	Pas de rejet pour cette phase
47.	Pour le SFQC et le QC, un rapport d'évaluation technique a-t-il été soumis au FIDA pour Non Objection de la part du FIDA avant l'ouverture de la ou des propositions financières?	N/A	
48.	Pour tous les marchés publics annoncés, les soumissionnaires ont-ils été informés du résultat de l'évaluation (technique)?	OUI	Publication des résultats sur tableau CRDA
49.	Les soumissionnaires ont-ils reçu des explications suffisantes quant à leur performance lors de l'évaluation (technique), si un ou plusieurs ont demandé ces informations?		Pas de demandes d'informations sur les résultats
50.	Les soumissionnaires ont-ils eu suffisamment de temps pour soumettre une contestation / réclamation?	OUI	10 Jours
51.	Pour les services de consultants sous SFQC, QC et SMC, y a-t-il eu une ouverture formelle des propositions financières?	N/A	
52.	L'évaluation financière a-t-elle été effectuée et correctement?	OUI	
53.	Des corrections ont-elles été apportées aux informations financières / prix des soumissionnaires, y a-t-il une correspondance indiquant que les soumissionnaires ont été (i) avisés et (ii) accepté la correction?	NON	
54.	Existe-t-il des raisons objectives et justifiables de rejet lors de l'évaluation financière?		Pas de rejet
55.	Pour les services de consultants dans le cadre du SFQC, les proposant ont-ils été avisés des résultats de l'évaluation combinée et ont-ils eu suffisamment de temps pour contester / protester?	N/A	
56.	Des protestations / plaintes ont-elles été reçues? Ont-elles été traitées correctement?		Pas de plaintes
C	Attribution et négociations (pour chaque marché)		
13.	Le prix a-t-il été décerné après la réception de toutes les protestations?	OUI	
14.	S'assurer que les négociations n'ont pas eu lieu pour les biens et travaux	N/A	

#	Description MISSION DE CONTROLE, SUIVI ET AT DE TRAVAUX DE 5 KM DE PISTES Valeur du marché : 29 985,680 DT Contractant : BE SEGMA CONCEPT Date: 29 JUIN 2020 Durée de réalisation: 150 JOURS Ordre de Service : Le 23 septembre 2020		
		Vérification⁵	Observations
15.	Veiller à ce que des négociations aient lieu pour les services de consultants ?	NON	Pas de négociation
16.	Les négociations ont-elles sensiblement modifié (i) la portée, (ii) la durée et (iii) les prix ?	NON	Pas de négociation
D	Contrat, processus d'administration et de gestion des contrats (pour chaque achat)		
19.	Le contrat a-t-il été signé par les deux parties? (Une copie doit être gardée dans le dossier)	OUI	
20.	Le contrat a-t-il mentionné les conditions financières et contractuelles standard requises pour un accord de passation de marché approprié, selon la catégorie et la méthode pertinentes ?	OUI	
21.	Le besoin en matière d'approvisionnement (cahier des charges, description des services, calendrier, spécifications techniques) est-il exprimé dans le contrat conformément à l'offre du soumissionnaire retenu, au rapport d'évaluation et aux résultats négociés ?	OUI	
22.	Une modification au contrat a-t-elle été apportée pour proroger le délai / ajouter des fonds / ajouter une portée ?	NON	Vient de démarrer
23.	Si la réponse à ce qui précède est OUI, y a-t-il une Non-Objection du FIDA pour chaque amendement qui dépasse les seuils de pourcentage du contrat (pour les marchés passés avec examen préalable) ?	-	
24.	Les paiements ont-ils été effectués à temps conformément aux dispositions du contrat ?	-	Pas encore
25.			Retard dans l'enregistrement du contrat